

# A

**Document du  
Fonds International de Développement Agricole**

**République du Sénégal  
Projet de développement agricole dans le département de Matam  
(PRODAM)  
Rapport d'évaluation intermédiaire**

**Décembre 2004  
Rapport N° 1564-SN**

Photo de couverture:  
République du Sénégal  
Récolte du paddy  
Source : FIDA

**République du Sénégal**  
**Projet de développement agricole dans le département de Matam (PRODAM)**  
**(Prêt n° SRS 030 SE)**  
**Évaluation intermédiaire**

**Table des matières**

<b>Sigles et Acronymes</b>	<b>iii</b>
<b>Cartes</b>	<b>v</b>
<b>Accord conclusif</b>	<b>vii</b>
<b>Agreement at completion point</b>	<b>ix</b>
<b>Résumé</b>	<b>xi</b>
<b>Summary</b>	<b>xvii</b>
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
A. Contexte et objectifs de l'évaluation intermédiaire	1
B. Approche et méthodologie	2
<b>II. CONTEXTE ET CONCEPTION DU PROJET, MISE EN ŒUVRE ET RESULTATS</b>	<b>3</b>
A. Zone et contexte d'intervention, pauvreté et dynamiques locales, groupe cible	3
B. Raison d'être du projet, stratégie d'intervention, objectifs et composantes initiaux	6
C. Montage institutionnel et Partenariat	8
D. Évolution du contexte au cours de la mise en œuvre	9
E. Évolution de la conception du projet et capacité d'adaptation au cours de la mise en oeuvre	10
F. Moyens mis en oeuvre et principaux résultats obtenus	10
<b>III. IMPACT DU PROJET</b>	<b>17</b>
A. Impact sur les ressources matérielles et financières des ménages	17
B. Impact sur les ressources humaines	20
C. Impact sur le capital social et les capacités collectives	22
D. Impact sur la sécurité alimentaire et économique des ménages	24
E. Impact sur l'environnement et la base de ressources naturelles	26
F. Impact sur les institutions, les politiques et le cadre réglementaire	27
G. Appréciation globale de l'impact du projet	28
<b>IV. ANALYSE DES PERFORMANCES DU PROJET ET DU PARTENARIAT</b>	<b>29</b>
A. Pertinence des objectifs et adéquation de la stratégie	29
B. Efficacité de la mise en oeuvre, performance des partenaires et du partenariat, adéquation des méthodes	30
C. Efficience	33
<b>V. CONCLUSIONS ET LEÇONS À TIRER DE L'EXPÉRIENCE</b>	<b>34</b>
<b>VI. RECOMMANDATIONS</b>	<b>36</b>
<b>Appendices</b>	
Appendice 1	Document d'orientation
Appendice 2	Matrice d'impact
Appendice 3	Évaluation populaire



## Taux de change

Unité monétaire	=	Franc CFA (XOF)
1,00 USD	=	655 XOF
1,00 XOF	=	0,00153 USD

## Poids et mesures

Système métrique

## Sigles et acronymes

BAD	Banque africaine de développement
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
CAPEC	Caisse populaire d'épargne et de crédit
CCP	Comité consultatif du projet
CCT	Comité de coordination technique
CDD	Comité départemental de développement
CEPIC	Consortium d'études et de promotion industrielle et commerciale
CNCAS	Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal
CSE	Centre de suivi écologique
DCEF	Direction de la coopération économique et financière
DDI	Direction de la dette et des investissements
DGR	Direction du génie rural
DHA	Direction de l'hydraulique et de l'assainissement
DIREL	Direction de l'élevage
DTP	Direction des travaux publics
DTS	Droit de tirage spécial
FAFD	Fédération des associations du Fouta pour le développement
FIDA	Fonds international de développement agricole
GIE	Groupement d'intérêt économique
GMP	Groupe moto-pompe
GPF	Groupement de promotion féminine
MA	Ministère de l'agriculture
NPA	Nouvelle politique agricole
OE	Bureau de l'évaluation (du FIDA)
OP	Organisation paysanne
PAGF	Projet agroforestier
PAPEL	Projet d'appui à l'élevage
PDRG	Plan de développement intégré de la rive gauche du fleuve Sénégal
PIV	Périmètre irrigué villageois
PRODAM	Projet de développement agricole dans le département de Matam
PTBA	Programme de travail et budget annuel
PVV	Pharmacie vétérinaire villageoise
SAED	Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
UGP	Unité de gestion du projet
UP	Unité pastorale
SGBS	Société générale de banque du Sénégal
SYSCOA	Système comptable ouest-africain



**REPUBLIQUE DU SENEGAL**  
**PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**DANS LE DEPARTEMENT DE MATAM**

Mission d'évaluation intermédiaire



Source: IFAD/OE

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés





**République du Sénégal**  
**Projet de développement agricole de Matam (PRODAM)**  
**Évaluation intermédiaire**

**Accord conclusif<sup>1</sup>**

1. Le vendredi 12 avril 2002, s'est tenu au siège du PRODAM à Matam une réunion du Partenariat d'évaluation conjointe du PRODAM élargie aux membres de l'Unité de gestion du projet (UGP) et de la mission de formulation du PRODAM-II<sup>2</sup>.
2. Cette réunion faisait suite à l'atelier d'évaluation intermédiaire du PRODAM qui a rassemblé plus de 80 participants à Ourossogui, du 10 au 12 avril.
3. Les points suivants ont fait l'objet d'un consensus et constituent les éléments préliminaires de l'Accord conclusif de l'évaluation du PRODAM.

**1. LE PROCESSUS DE FORMULATION DU PRODAM-II**

4. *Les résultats positifs du PRODAM-I, la structuration avancée et la maturité des organisations paysannes y ayant participé, le niveau de préparation de l'UGP et de ses partenaires locaux ainsi que les travaux réalisés au cours du processus d'évaluation populaire et de l'atelier d'Orossogui constituent autant de facteurs favorables à l'organisation d'un processus de formulation du PRODAM-II hautement participatif, reconnaissant pleinement les droits et capacités des acteurs locaux du développement rural.*

5. Un comité local de préparation du PRODAM-II sera établi avec la participation de représentants des populations rurales des zones du Walo et du Ferlo. Outre les dirigeants des Fédérations d'organisations paysannes (OP) (en particulier la Fédération Kawral Ngenar e Boseya (KNB)), il comprendra des représentants des femmes et des jeunes.

6. Via l'UGP du PRODAM, les membres de ce comité local seront informés en temps réel des progrès des travaux de préparation au même titre que les membres du «PDT» basés au siège du FIDA. Ils recevront notamment par courrier électronique les drafts des rapports de formulation et de préévaluation et pourront y réagir.

7. La mission de préévaluation, prévue en juillet 2002, commencera par une restitution du rapport de formulation et une présentation de ses termes de référence au comité local de préparation qui sera ainsi en mesure de participer activement à la conception du PRODAM-II.

---

<sup>1</sup> Cet accord illustre le consensus entre les parties prenantes et leur engagement à adopter et à mettre en œuvre les recommandations issues de l'évaluation. Il a été formulé en consultation avec les membres du Partenariat d'évaluation conjointe (cf. note 2 ci-dessous).

<sup>2</sup> Etaient présents:

Le Directeur du PRODAM, M. Thierno Ba, et l'ensemble des membres de l'UGP.

Le Président de la Fédération kawral Ngenar e Boseya, M. Abdou Diacko, représentant les OP de la zone du Walo.

Le Président du Comité de forage et de l'Unité pastorale de Malandou, Abou Raby Bâ, représentant les OP de la zone du Ferlo.

Le Chargé de portefeuille du FIDA en charge du Sénégal, M. M. Ben Senia.

Le représentant de la BOAD, M. E.J. Boka (cofinancement et supervision du PRODAM).

Le Chef de mission de formulation, M. Marc Lebrun, et l'ensemble des membres de la mission de formulation.

Le Chargé d'évaluation du FIDA en charge du Sénégal, M. J.Ph. Audinet, et les membres de la mission d'évaluation intermédiaire.

## **2. LA PÉRIODE DE TRANSITION**

8. *Le PRODAM ne dispose plus de financements externes depuis plus d'un an et devra sans doute attendre au moins une année de plus avant d'accéder aux ressources d'un nouveau prêt du FIDA. Le financement sur budget national permet d'assurer la continuité de l'UGP et un suivi minimum sur le terrain, mais est insuffisant pour poursuivre l'indispensable effort d'appui/conseil/formation aux OP et surtout aux caisses populaires d'épargne et de crédit (CAPEC). Ces dernières rencontrent un engouement évident et sont fortement sollicitées par leurs membres. On note que l'encours de crédit des CAPEC existantes est passé en un an de 1,2 million de FCFA (pour 29 crédits) en décembre 2000 à 21,7 millions de FCFA (pour 203 crédits) en décembre 2001. Les CAPEC sont pourtant encore très fragiles. Le manque d'expérience d'une part, les tensions entre certains GIE et la Caisse nationale du crédit agricole du Sénégal (CNCAS) d'autre part les exposent à des risques importants. Un appui/conseil spécialisé est nécessaire dans les plus brefs délais.*

9. La préparation du PRODAM-II sera conduite dans les délais les plus courts compatibles avec les procédures du FIDA et du gouvernement. Le prêt du FIDA pour le PRODAM-II sera présenté à la session de décembre 2002 du Conseil d'administration du Fonds.

10. Les conditions d'entrée en vigueur du nouveau prêt seront adaptées et simplifiées de manière à ce que l'entrée en vigueur puisse intervenir dans un délai de trois mois après la signature de l'accord de prêt.

11. D'ici à l'entrée en vigueur du nouveau prêt, le Gouvernement sénégalais devra assurer sur financement du budget de l'État la permanence d'une UGP opérationnelle à Matam.

12. Un don du FIDA (PCE/ONG) sera mis à disposition de l'ONG «USE» au plus vite, si possible avant la fin du mois de mai 2002. Il devra permettre la continuité de l'appui de cette ONG aux CAPEC et aux OP. Dans le cadre de ce don, une ligne budgétaire d'appui à la Fédération KNB sera étudiée par les parties prenantes qui lui permettrait d'assurer un service minimum auprès de ses membres. En ce qui concerne les communautés en attente d'être incluses dans le PRODAM-II, la Fédération devra rester prudente et éviter de prendre des engagements qu'elle ne pourrait maîtriser. Auprès de toutes les OP en situation d'arriéré de paiement à la CNCAS, elle devra poursuivre son travail de sensibilisation pour le règlement rapide des dettes. En règle générale, la Fédération et les CAPEC devront poursuivre la concertation avec la CNCAS.

## **3. LE PRODAM-II**

13. La mise en oeuvre du PRODAM-II sera conçue et organisée de manière à poursuivre et assurer progressivement un transfert effectif de ses fonctions à des institutions et acteurs locaux pérennes (OP, banques et services financiers décentralisés (SFD), prestataires de services privés et publics, collectivités locales,...). L'ensemble de ces transferts et prises en charge devra être effectif et « rodé » bien avant l'achèvement du projet.

14. On veillera à ce que les missions prises en charge par les OP et leurs fédérations soient sélectionnées avec attention sur la base de leurs priorités et de leurs capacités financières et organisationnelles. Les rôles, prérogatives et capacités des collectivités locales devront également être pris en compte.

15. La durée du prêt pour le PRODAM-II et son processus de désengagement devront être adaptés à l'objectif de viabilité sociale, financière et institutionnelle des investissements et du partenariat de développement appuyé par le PRODAM. À cet égard, il est recommandé qu'une phase d'accompagnement décroissant de deux années suive la phase d'investissement classique de cinq à six ans. La durée totale du prêt du FIDA pour le PRODAM-II serait donc de sept à huit ans.

**Republic of Senegal**  
**Agricultural Development Project in Matam (PRODAM)**  
**Interim Evaluation**

**Agreement at Completion Point<sup>1</sup>**

1. On Friday 12 April 2003, the Core Learning Partnership of PRODAM – expanded to include the members of the Project management unit (PMU) and the PRODAM-II formulation mission<sup>2</sup> – met at the PRODAM headquarters in Matam.
2. The meeting followed the PRODAM interim evaluation workshop that was held in Ourossogui from 10 to 12 April and was attended by over 80 participants.
3. Consensus was reached on the following points, which make up the preliminary elements of the agreement at completion point for the PRODAM evaluation.

**1. THE PRODAM-II FORMULATION PROCESS**

4. *The positive outcomes of PRODAM-I, the advanced stage of organization and maturity of the participating farmers' organizations, the preparedness of the PMU and its local partners, as well as the work performed during the grass-roots evaluation and workshop in Ourossogui are all factors in favour of organizing a process to formulate a highly participative PRODAM-II, fully acknowledging the rights and capacities of local rural development stakeholders.*
5. A local preparation committee for PRODAM-II will be set up with participation by representatives of the rural populations in the areas of Walo and Ferlo. In addition to the leaders of the farmer organization federations (especially the Kawrai Nguénar e Boseya federation (KNB), it will include representatives of women and young people.
6. The PMU of PRODAM will keep the members of this local committee informed in real time of the progress of preparations, along with the PDT members at IFAD headquarters. They will receive, by e-mail, the draft formulation and appraisal reports and will have the opportunity to respond.
7. The appraisal mission, scheduled for July 2002, will begin with delivery of the formulation report and a presentation of the terms of reference to the local preparation committee, which will thus be in a position to take an active part in designing PRODAM-II.

---

<sup>1</sup> This agreement reflects an understanding among partners to adopt and implement recommendations stemming from the evaluation. The agreement was formulated in consultation with the members of the Core Learning Partnership (CLP) (see footnote 2 below).

<sup>2</sup> In attendance were: the director of PRODAM, Mr Thierno Ba, and the full PMU team; the president of the Kawrai Nguénar e Boseya Federation, Mr Abdou Diacko, representing the farmer organizations of the Walo area; the president of the Malandou Forage Committee and UP, Abou Raby Bâ, representing the farmer organizations of the Ferlo area; the IFAD portfolio officer for Senegal, Mr M. Ben Senia; BOAD representative, Mr E.J.Boka (PRODAM cofinancing and supervision); the head of formulation mission, Mr Marc Lebrun, and all the members of the formulation mission; and the IFAD evaluation officer for Senegal, Mr J. Ph. Audinet and the members of the interim evaluation mission.

## **2. TRANSITION PERIOD**

8. *PRODAM has not received any external financing for over a year and will probably have to wait at least one year more until it receives access to a new IFAD loan. Funding from the national budget is allowing for the continuity of the PMU and minimal monitoring in the field, but this is insufficient for pursuing the indispensable support, advice and training efforts for farmer organizations and, especially, the local savings and loan associations (CAPECs). The latter have enjoyed extreme popularity and are in high demand among their members: in the space of one year, the total credit granted by existing CAPECs rose from 1.2 million CFA francs (for 29 loans) in December 2000 to 21.7 million CFA francs (for 203 loans) in December 2001. The CAPECs are, however, still very fragile. Lack of experience coupled with tension between some economic interest groups and the Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS) have exposed them to serious risks. Specialized support and advisory services are needed urgently.*

9. PRODAM-II will be prepared in the shortest possible time frames that are consistent with IFAD's and the Government's procedures. An IFAD loan for PRODAM-II will be submitted to the December 2002 session of IFAD's Executive Board.

10. The conditions for effectiveness of the new loan will be streamlined to allow for effectiveness within three months after loan signature.

11. Until the loan is declared effective, the Government of Senegal is to ensure financing under the national budget to sustain an operational PMU in Matam.

12. A grant from IFAD (NGO/ECP) will be made available to the non-governmental organization USE as soon as possible, before the end of May 2002 if possible. This should allow for continuity of support from this NGO to the CAPECs and farmer organizations. Under the grant, a budget line to support the KNB federation will be studied by the stakeholders, which would allow it to continue providing a minimum level of service to its members. With regard to the communities waiting to be included in PRODAM-II, the federation should take a prudent stance and avoid assuming commitments that it may not be able to honour. With regard to all farmer organizations in arrears with the CNCAS, it should continue its work to sensitize them to the need to settle these debts promptly. As a rule, the federation and the CAPECs should continue their collaboration with the CNCAS.

## **3. PRODAM-II**

13. Implementation of PRODAM-II will be designed and organized in such a way as to continue and ensure the gradual transfer of its functions to local, sustainable institutions and actors (farmer organizations, banks and SFDs, private and public service providers, local governments, etc.) The full transfer and assumption of responsibilities should be completed and tested well before the end of the project.

14. The functions to be taken over by farmer organizations and their federations should be selected on the basis of their priorities and financial and organizational capacities. The roles, prerogatives and capacity of local governments should also be taken into account.

15. The loan period for PRODAM-II and its exit process should be suited to the objective of ensuring the social, financial and institutional viability of the investments and of the development partnership supported by PRODAM. In this regard, it is recommended that a two-year follow-up period, that would phase out gradually, should follow the classic five- to six-year investment phase. The total duration of the IFAD loan for PRODAM-II would thus be from seven to eight years.

**République du Sénégal**  
**Projet de développement agricole dans le département de Matam**  
**(PRODAM)**  
**Évaluation intermédiaire**

**Résumé<sup>1</sup>**

1. Le **Projet de développement agricole de Matam (PRODAM)** a été identifié en 1989 à la demande du Gouvernement sénégalais, suite aux événements avec la Mauritanie et aux déplacements forcés des populations frontalières qui s'en suivirent. Localisé dans 12 villages, ce projet s'inscrit également dans la politique d'aménagement hydro-agricole de la rive gauche du fleuve Sénégal.

2. Le PRODAM a débuté en 1995. Il a été cofinancé par un prêt du FIDA de 16,1 millions de USD (SRS 030 SE décaissé à 98%), un prêt de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) de 7,3 millions de USD (PR SN 92 00, décaissé également à 98%), par le Gouvernement sénégalais et la participation des populations bénéficiaires pour un montant estimé à 4,2 millions de USD. Le coût total de ce projet s'élevait donc à 27,6 millions de USD. Les prêts du FIDA et de la BOAD se sont clôturés en juin 2001.

3. Dans la perspective d'une nouvelle intervention, demandée à la fois par les populations, le Gouvernement sénégalais et souhaitée par le FIDA, vu les résultats déjà constatés, le Bureau de l'évaluation (OE) a été sollicité pour conduire l'évaluation intermédiaire du PRODAM.

4. L'objectif de cette mission était, dans un esprit d'évaluation conjointe et partenariale, de juger de la pertinence des actions et des approches menées, de mesurer leurs impacts et les changements induits, de tirer les enseignements pour le futur, mais également de renforcer les capacités d'analyse, d'auto-évaluation et de proposition des organisations paysannes ayant participé au PRODAM afin de faciliter leurs futurs rôles dans la conception et la mise en oeuvre de la deuxième phase.

5. L'abondance ainsi que la qualité des études et des évaluations disponibles sur ce projet ne justifiaient pas une mission d'évaluation intermédiaire externe classique. Aussi, et de manière originale, un atelier d'évaluation populaire a-t-il été au centre de la démarche d'analyse, complété par une revue documentaire ainsi que la réalisation d'une enquête anthropométrique comparative sur le statut nutritionnel des enfants et de leurs mères dans la zone PRODAM.

6. Le calendrier du processus d'évaluation s'est étalé entre janvier et avril 2002. La mission était composée de trois consultants et a été accompagnée par le chargé d'évaluation de OE (FIDA).

**Contexte et conception du programme**

7. Frontalier avec la Mauritanie, le département de Matam abritait 215 000 habitants en 1988. Cette population était constituée principalement de ménages ruraux pratiquant l'agriculture, l'élevage et, à titre secondaire, la pêche sur le fleuve. Au cours des trois dernières décennies, la très forte baisse de la pluviométrie (496 mm à 250 mm/an) et les modifications du régime des crues du fleuve Sénégal induites par le barrage de Manantali avaient conduit dans une situation de précarité et de pauvreté de plus en plus importantes les familles vivant de ce milieu. Ces conditions ont empiré suite aux événements de 1989 et au rapatriement de 7 000 réfugiés venus s'installer dans ce département.

---

<sup>1</sup> La mission d'évaluation était composée de: M. Jacques Faye sociologue rural/géographe (chef de mission); M. Thierno Aliou Ba, sociologue formateur (facilitateur de l'évaluation populaire); M. Haidara Abdoulaye, médecin, spécialiste en santé communautaire (responsable de l'enquête nutritionnelle); M. Bouna Camara, statisticien démographe. M. J.Ph. Audinet, Chargé d'évaluation auprès du Bureau de l'évaluation du FIDA, a participé à la mission préparatoire et à l'atelier d'évaluation. Ce rapport d'évaluation a été rédigé par M. Hubert Boirard, agro-économiste, consultant FIDA.

8. Ce projet d'urgence au départ, visant l'accompagnement et l'insertion des rapatriés et des dépossédés dans ce nouveau milieu, et identifié en 1989, a évolué en projet de développement agricole dont les premières actions ont pu débuter en 1995.

9. Aussi, et dans le contexte de la réforme du secteur agricole d'alors, l'objectif global du PRODAM était de promouvoir la mutation des agriculteurs et des pasteurs en opérateurs agricoles hautement productifs, capables d'assurer la sécurité alimentaire de leurs familles et d'améliorer leur niveau de vie. Les objectifs spécifiques du projet visaient à : i) accroître le revenu et la sécurité alimentaire ; ii) faciliter l'intégration des rapatriés dans leurs communautés d'origine ; iii) accroître la productivité agricole grâce au réaménagement des périmètres irrigués villageois (PIV) ; iv) introduire la double culture sur les PIV ; v) améliorer la productivité de l'élevage pastoral et rationaliser la distribution des animaux dans le Ferlo ; vi) maintenir et améliorer l'environnement ; vii) renforcer les institutions villageoises afin qu'elles prennent en charge l'approvisionnement des intrants nécessaires à la production agricole et à l'élevage ; et viii) amorcer le processus d'intégration des petits paysans et des pasteurs dans l'économie de marché, par le biais d'initiatives institutionnelles et de politiques appropriées.

### Mise en œuvre et évolution

10. La stratégie adoptée a été axée : i) sur une approche « village » prenant en compte l'ensemble des catégories sociales afin de ne pas provoquer de tensions en privilégiant spécifiquement les rapatriés ; ii) sur des collectivités de moins de 2 000 habitants, sans conflit foncier connu et disposant de suffisamment de terres dans le Walo pour la réalisation ou la réhabilitation des périmètres irrigués ; iii) sur une articulation spatiale raisonnée agriculture/élevage ; iv) et sur une volonté d'intensifier les systèmes d'exploitation existant pour une meilleure intégration au marché ; v) sur une notion centrale de participation et de responsabilisation des bénéficiaires à tous les niveaux ; et vi) sur une contractualisation, à différents types de partenaires privés ou étatiques, la réalisation opérationnelle des différents volets.

11. Globalement, la conception du projet n'a pas évolué au cours de la mise en œuvre, et les grands objectifs ainsi que le mode opératoire sont restés les mêmes.

### Principaux résultats

12. Douze villages ont bénéficié de l'intervention du PRODAM (28% des villages du département) pour un nombre de bénéficiaires directs estimé à 6 500 personnes. Les principaux résultats sur les cinq années de mise en œuvre du projet ont été les suivants :

13. **En matière de développement de l'agriculture irriguée**, 1704,5 ha de périmètres irrigués villageois ont été aménagés et équipés avec des groupes moto-pompes à gros débits. Treize périmètres maraîchers d'une surface cumulée de 58 ha ont été créés au profit des groupements féminins, et 87 km de brise-vent ont pu être plantés. Le taux moyen des surfaces mises en valeur en riziculture d'hivernage n'a été que de 60% mais avec des rendements moyens par hectare supérieurs à 5 tonnes de paddy. La riziculture de contre-saison ainsi que les activités de diversification n'ont pas été véritablement adoptées par les paysans. Ceci s'explique en partie par les difficultés d'obtention des crédits à temps pour refinancer une campagne alors que la commercialisation de la première n'était pas finalisée. En effet, les institutions financières ne souhaitent prendre aucun risque vu leur passé dans la zone en matière d'impayés. La rentabilité financière et économique des modèles d'aménagement mis en place ne s'avère pas évidente, et même inquiétante quand on constate l'évolution des prix sur ces dernières années entre le paddy d'une part, et le gasoil et les intrants d'autre part. Enfin, les gains espérés relatifs à l'organisation des paysans autour de la commercialisation ne semblent pas s'être concrétisés. Malgré tout, le revenu net par ménage tiré de la riziculture irriguée a été estimé à 270 000 FCFA/ha. Le revenu total moyen annuel des ménages du Walo serait de 610 000 FCFA, dont 44% proviendrait de la riziculture irriguée.

14. **La méthodologie d'intervention pour l'aménagement de ces PIV** a consisté : i) à réaliser les études socio-économiques de base afin de déterminer le nombre des familles cibles et les surfaces à aménager (sur la base d'1 ha par ménage), de faire réaliser les études de faisabilité et de confier la réalisation des travaux lourds à l'entreprise. Les travaux de finition étaient à la charge des bénéficiaires. Les formations pour le fonctionnement et l'entretien (pompistes, mécaniciens) ont ensuite été dispensées à des acteurs locaux ainsi qu'un accompagnement à l'établissement des règles d'utilisation des PIV. Un remembrement et une redistribution des parcelles avaient été organisés préalablement et de manière participative mais avec des règles imposées de façon à permettre l'accès aux terres irriguées à tout le public cible. Le conseil agricole a été sous-traité à la Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal (SAED). Le coût moyen de ces aménagements a été de 4 300 USD/ha, hors accompagnement à la mise en valeur et formation.

15. **En matière de développement de l'élevage**, les principaux résultats ont été : i) le renforcement des capacités opérationnelles du service de l'élevage via un appui institutionnel; ii) la réalisation de trois nouvelles unités pastorales couvrant 210 000 ha et pouvant accueillir 95 000 nouveaux UBT<sup>2</sup> ; iii) la construction de cinq magasins de stockage d'aliment du bétail et de cinq parcs de vaccination ; iv) la création et l'appui à l'organisation de trois nouveaux groupements d'intérêt économique (GIE) ainsi que la réorganisation de cinq anciens GIE ; v) l'élaboration des plans de gestion des trois nouvelles unités pastorales (UP); vi) le suivi zootechnique de 18% des troupeaux de la zone par le Centre de suivi écologique (CSE) ; vii) l'importation de 60 buffles du Brésil, dont 20 buffles diffusés à crédit en milieu paysan pour la traction animale ; viii) le soutien à la ferme de Makhana ; ix) l'insémination artificielle de 153 vaches avec de la semence Holstein ou Montbéliarde dans le cadre de l'amélioration laitière.

16. **La méthodologie d'intervention pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion des UP** a consisté à regrouper tous les villages et hameaux dans un rayon de 25 km autour des forages et d'analyser, de façon participative et concertée, l'estimation des ressources en biomasse, le décompte du bétail, puis de redéfinir le parcours des animaux. Un suivi de la composition et de la production de la flore a été réalisé pour chaque UP et a montré une non-dégradation de ces espaces. L'organisation des transhumants, la lutte contre les feux de brousse et la coupe abusive des arbres ont ainsi été prises en charge par les organisations locales d'éleveurs. Le suivi zoo-technico-économique a permis de mesurer une amélioration des principaux paramètres d'exploitation des troupeaux traduisant ainsi l'effet des formations et du conseil apporté aux GIE. Par contre, les taux de vente sont, eux, restés inchangés, démontrant un maintien des stratégies des éleveurs dans ce domaine. La mise en place des huit pharmacies vétérinaires a contribué à l'amélioration de la santé animale, mais la gestion peu transparente par les éleveurs eux-mêmes a conduit à une faible fonctionnalité de ces pharmacies vétérinaires villageoises (PVV) les dernières années. L'introduction de 20 buffles auprès de groupements a permis de tester la démarche mais les résultats attendus en matière de traction animale et d'augmentation de la productivité sur les PIV n'ont pas été à la hauteur des espoirs escomptés. L'insémination artificielle a permis de démontrer la faisabilité technique mais non encore économique de cette méthode. Le coût total pour cette sous-composante «développement de l'élevage » a été de 616 019 DTS hors accompagnement et infrastructures.

### **Financement du monde rural**

17. **En matière de mise en œuvre de la ligne de crédit par la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS)**, les principaux résultats ont été l'octroi global au 30 juin 2000 de 533 millions de FCFA de crédit au profit de 65 GIE (16 173 bénéficiaires) avec un taux de remboursement moyen de 97%. Sur les 200 prêts au total consentis durant la période du PRODAM, 98% ont concerné des crédits de campagne et seulement 2% des crédits d'équipements. Globalement, l'agriculture irriguée a bénéficié de 90% des montants totaux alloués de crédits contre 8% pour l'élevage et 2% pour la transformation. L'objectif de 18 250 bénéficiaires touchés par le PRODAM a donc été atteint à 87%. Les crédits de campagne ont été accordés en 1996 à un taux d'intérêt de

---

<sup>2</sup> 35 000 UBT pour Malandou et Péthiel, 60 000 UBT pour Wendou diohi.

12,50% l'an, sur une durée de neuf mois et avec un autofinancement de 20%, puis ont évolué en 1997 avec un taux à 7,5% et un apport personnel à 10% du montant de l'emprunt.

18. La méthodologie d'intervention a consisté : i) à fournir un appui institutionnel à la CNCAS ; ii) à lui mettre à disposition une ligne de crédits de 1 425 000 DTS (ramenée à 654 000 DTS après la revue à mi-parcours) ; et iii) à lui sous-traiter ce volet (et ses objectifs). Dès le départ, le PRODAM s'est retrouvé face au refus de la CNCAS d'octroyer des crédits à la quasi-totalité des groupes cibles du fait de leurs impayés antérieurs et toujours en instance. Les premières actions du projet furent donc, et ceci jusqu'en juin 1996, la restructuration des GIE et l'assainissement de leurs comptes vis-à-vis du secteur bancaire. De son côté, la CNCAS a accepté des reports d'échéances sur ces créances avant projet. Globalement, ce volet a contribué à l'assainissement et la réorganisation de la gestion des organisations paysannes et GIE ainsi qu'au rapprochement de ces institutions avec le secteur bancaire.

19. **En matière de promotion des Caisses populaires d'épargne et de crédit (CAPEC)**, les résultats ont été l'implantation de quatre CAPEC inter-villageoises fonctionnelles, comprenant, en juin 2001, 1 262 adhérents permanents dont 44% de femmes. Le montant total des capitaux sociaux libérés s'élevait à 3 858 500 FCFA (pour 1 629 parts<sup>3</sup>), l'ensemble des ressources propres pour ces CAPEC se montait à 2 232 149 FCFA et le montant total des dépôts s'élevait à 51 millions. Au total, 171 prêts ont été accordés pour un montant total de 10 076 000 FCFA (85% des prêts octroyés à partir du 1<sup>er</sup> semestre 2001). Les crédits ont été consentis dans les secteurs productifs du commerce (82%), de l'agriculture (10%), de l'élevage et de pêche. Des crédits sociaux dits d'urgence ont également été dispensés dans des conditions de décision facilitée. Le plafond de ce type de crédit était fixé à 15 000 FCFA. De façon générale, le montant global des crédits apparaît faible au regard de celui des dépôts. Ceci traduit la politique prudentielle de démarrage des CAPEC et leur niveau actuel d'activités.

20. La démarche méthodologique a consisté à réaliser une enquête socio-économique puis de négocier avec les bénéficiaires le futur contenu. Quatre CAPEC (contre huit proposées à l'évaluation du projet) ont ainsi été retenues en raison notamment de l'étendue et des densités de population dans la zone. La démarche opérationnelle s'est divisée en trois étapes au cours desquelles l'animation, les formations et les visites d'échanges ont permis l'émergence de ces quatre CAPEC aujourd'hui fonctionnelles et reconnues par la Loi. Cette dynamique reste encore fragile, l'essentiel des frais généraux des CAPEC étant encore entièrement couvert par le PRODAM à la fin du projet. Le coût total pour cette composante «financement du monde rural» a été de 943 711 DTS hors accompagnement et infrastructures.

### **Renforcement des capacités locales**

21. **En matière de renforcement des capacités**, les principaux résultats ont été : i) la formation de 214 formateurs sur 24 thèmes différents ayant permis l'amélioration de leurs capacités techniques, professionnelles, d'encadrement et de communication auprès du monde rural ; ii) la formation en gestion et organisation de groupements de 1913 responsables paysans (dont 37% de femmes) et l'élaboration avec les bénéficiaires de leurs propres documents de gestion en fonction de leurs besoins réels ; iii) la formation technique (vulgarisation agropastorale et environnementale) des membres des GIE et Groupements de promotion féminine (GPF) pour la réalisation des activités de production agricole, maraîchère et de promotion féminine ; iv) l'alphabétisation et la post-alphabétisation de 9 663 auditeurs (dont 48% de femmes) à travers 145 centres et la réalisation de 42 documents ou manuels de support à la post-alphabétisation.

22. La méthodologie d'intervention, en matière de conseil agricole, a consisté à organiser un diagnostic participatif ciblé au sein des villages afin d'identifier les contraintes et solutions liées aux activités de production et à ensuite élaborer le contenu des programmes. Les activités de vulgarisation

---

<sup>3</sup> Le nombre de parts sociales est fixé à un minimum de une par personne physique et quatre par personne morale.



se sont articulées autour des visites de terrain, du conseil d'équipement, de la démonstration, des voyages d'échanges d'expériences et de la tenue de journées-bilan. En matière d'actions menées au profit des GPF (plus de 4 000 femmes au total), la méthodologie d'intervention a consisté à démultiplier les formations reçues par les agents d'encadrement ainsi que par quelques femmes leaders choisies par les groupements féminins. Les thèmes enseignés aux femmes ont porté sur le reboisement, la teinture, l'hygiène, la santé et la nutrition. Le coût total pour cette composante « Renforcement des capacités locales » a été de 333 431 DTS hors accompagnement et infrastructures.

## **Pistes**

23. Les principaux résultats ont été la construction de deux ponts de 113 mètres chacun afin de permettre la traversée en toute saison des deux principaux défluent du fleuve Sénégal, de deux dalots cadres, de cinq ouvrages busés et de deux radiers submersibles en béton. Les ressources budgétisées n'ont pas permis de réaliser tous les travaux (offre mieux disante de l'appel d'offres de 3 390 008 594 FCFA contre 1 559 000 000 FCFA disponibles). Il a donc été convenu de réaliser les ouvrages permettant l'accès à la zone du projet en toutes saisons dans cette première phase en attendant d'autres financements pour la réalisation des travaux de terrassement restants.

### **Impact, adéquation et efficience du programme**

24. L'évaluation a confirmé les nombreux impacts positifs du PRODAM parmi lesquels, il est à noter l'amélioration du capital productif des exploitations agricoles. Les 1 704 ha de PIV réhabilités ont bénéficié directement à 1 484 chefs de foyers et à 3 450 femmes (périmètres maraîchers) soit au total à 16 324 personnes. Ils ont permis un accès égalitaire à la propriété foncière au sein d'une communauté disparate (propriétaires, réfugiés, dépossédés..) et une multiplication par 4 des surfaces moyennes exploitées par les villageois sur ces espaces. Si les plus démunis et les rapatriés ont ainsi pu accéder au Walo, l'approche PRODAM en matière de modèles d'aménagement sur le fleuve Sénégal nécessite des études plus approfondies pour en certifier la durabilité économique.

25. L'aménagement des trois UP a permis l'exploitation en contre-saison de 210 000 ha de pâturage pour 95 000 UBT supplémentaires. Si les conditions sanitaires et la productivité des troupeaux semblent s'être améliorées, la stratégie des éleveurs, basée sur la thésaurisation, ne s'est pas modifiée. L'impact en termes d'augmentation des revenus et d'amélioration alimentaire de ce volet reste donc très faible.

26. L'accès à l'eau à travers les forages et installations mises en place a bénéficié aux animaux mais également aux hommes soulageant, dans certains villages, le labeur quotidien des femmes. La gestion institutionnelle de ces infrastructures nécessite plus de précision sur les rôles et devoirs de chacun pour en assurer la pérennité.

27. Le capital productif s'est également amélioré grâce à l'acquisition d'équipements (motopompes) ou d'animaux de traction via les OP. La sécurité alimentaire des ménages a progressé positivement avec des rendements en riz sur les PIV ayant triplé en cinq ans et un taux de couverture en céréales des familles deux fois supérieur à la norme plancher de la FAO. Cependant, ces résultats sont à relativiser au regard des résultats de l'enquête nutritionnelle révélant une malnutrition aiguë de 20% des enfants de moins de 5 ans dans le département et ceci sans différence notable entre les villages PRODAM et hors projet. Enfin, il importera de vérifier la durabilité financière de ce niveau d'intensification sur PIV qui ne semble pas évidente à la lumière de l'évolution des prix ces dernières années.

28. Dans le domaine de l'organisation et de la structuration des populations, le projet a initié une expérience remarquable liée à la promotion des réseaux et structures associatifs ainsi qu'à la mise en place d'outils institutionnels partenaires du projet. Ceci a concouru à l'éclosion de structures devenues des lieux de concertation, de mobilisation des ressources, d'autoprise en charge, de futures forces de pression et de propositions alternatives aux actions de développement durables dans la zone.

Cependant et malgré les acquis incontestables, des insuffisances persistent encore pour la pérennité même des actions réalisées notamment en matière de gestion et d'entretien des infrastructures.

29. Bien que les femmes jouent un rôle social et économique déterminant, leur implication dans le contrôle des ressources et l'accès au mécanisme décisionnel est loin d'être proportionnel à ce rôle. En termes de cohésion sociale, l'impact recherché semble atteint avec 79,5% des ménages rapatriés réinsérés. D'un point de vue économique, le revenu net par ménage s'est très fortement amélioré grâce au PRODAM et est estimé à 325 000 FCFA/ha net par parcelle, toutes spéculations confondues. L'impact sur l'environnement et la base des ressources naturelles a également été ressenti positivement par les populations avec notamment une baisse de l'importance des feux de brousse liée à une prise de la gestion par les organisations locales.

30. Pour l'ensemble de ces raisons, le programme a été jugé relativement efficient et en adéquation avec les problématiques locales même si 27,6 millions de USD n'auront finalement pu touché très directement que 12 villages et 16 500 personnes sans résoudre ni la problématique de l'exploitation durable, équitable et financièrement soutenable de la vallée du fleuve Sénégal, ni celle de l'organisation de la commercialisation par les producteurs.

### **Leçons de l'expérience**

31. Les principales leçons tirées de l'expérience du PRODAM peuvent se résumer comme suit :
- a) La responsabilisation des organisations à la base constitue une des conditions nécessaires à la durabilité et à la viabilité des investissements et des activités économiques appuyées par le projet;
  - b) la responsabilisation des organisations à la base doit être progressive et soutenue par le renforcement de leurs capacités d'organisation et de gestion;
  - c) l'intensification de la production rizicole et la diversification des revenus agricoles dans la zone du projet passent nécessairement par l'amélioration de l'accès aux marchés et à des services financiers de proximité adaptés.

### **Recommandations**

32. Les résultats positifs du PRODAM, la structuration avancée et la maturité des organisations paysannes y ayant participé, le niveau de préparation de l'unité de gestion du projet (UGP) et de ses partenaires locaux ainsi que les travaux réalisés au cours du processus d'évaluation populaire et de l'atelier d'Orossougui constituent autant de facteurs favorables à l'organisation d'un processus de formulation d'une seconde phase. Cette dernière devra être hautement participative et reconnaître pleinement les droits et capacités des acteurs locaux du développement rural.

33. Un don du FIDA (PCE/ONG) sera mis à disposition de l'ONG «USE» afin de permettre la continuité de l'appui de cette ONG aux CAPEC et aux organisations paysannes. Dans le cadre de ce don, une ligne budgétaire d'appui à la Fédération KNB sera étudiée par les parties prenantes afin de lui permettre d'assurer un service minimum auprès de ses membres.

34. En ce qui concerne les communautés en attente d'être incluses dans le PRODAM-II, la Fédération devra rester prudente et éviter de prendre des engagements qu'elle ne pourrait maîtriser. Auprès de toutes les organisations paysannes en situation d'arriérés de paiement à la CNCAS, elle devra poursuivre son travail de sensibilisation pour le règlement rapide des dettes. En règle générale, la Fédération et les CAPEC devront poursuivre la concertation avec la CNCAS.

**Republic of Senegal**  
**Agricultural Development Project in Matam**  
**(PRODAM)**  
**Interim Evaluation**

**Executive Summary<sup>1</sup>**

1. The **Agricultural Development Project in Matam** (PRODAM) originated in 1989 at the request of the Government of Senegal, following the events with Mauritania and the forced displacement of border populations that followed. Carried out in 12 villages, the project was consistent with the hydroagricultural development policy for the left bank of the Senegal River.
2. PRODAM was launched in 1995. The project was cofinanced by a loan from IFAD for USD 16.1 million (SRS 030 SE, 98% disbursed), a loan from the West African Development Bank (BOAD) for USD 7.3 million (PR SN 92 00, also 98% disbursed), and funding contributed by the Senegalese government and the beneficiary populations for an estimated USD 4.2 million. The total cost of the project was therefore USD 27.6 million. The IFAD and BOAD loans closed in June 2001.
3. With a view to the preparation of a new project – which both the beneficiary populations and the Senegalese government have requested and which IFAD, considering the results achieved by the project thus far, wishes to carry out – the Office of Evaluation (OE) was asked to undertake an interim evaluation of PRODAM.
4. The objective of the evaluation mission was, in a spirit of partnership and joint evaluation, to assess the relevance of the project's activities and approaches, to measure the impacts and changes produced and to identify lessons for the future, but also to strengthen the capacity for analysis, self-evaluation and formulation of proposals among the farmers' organizations that participated in PRODAM in order to facilitate their future role in the design and implementation of the second phase.
5. Given the abundance and the quality of the studies and evaluations already undertaken on this project, a classic external interim evaluation mission was not considered justified. Consequently, the centrepiece of the evaluation process was an innovative participatory evaluation workshop, which was complemented by a desk review and a comparative anthropometric survey of the nutritional status of children and their mothers in the PRODAM area.
6. The evaluation process took place between January and April 2002. The evaluation team was composed of three consultants, accompanied by the responsible officer from the Office of Evaluation (OE) of IFAD.

**Context and design of the project**

7. The department of Matam, located along the Senegalese frontier with Mauritania, had a population of 215 000 in 1988. The majority of this population consisted of rural households practicing agriculture, livestock production and, less often, river fishing. Over the last three decades, a dramatic decline in rainfall (from 496 mm to 250 mm/year) and changes in the flood pattern of the Senegal River caused by the Manantali Dam had pushed the families living in this area into a situation of increasing economic insecurity and poverty. Conditions got even worse following the events of 1989 and the repatriation of 7 000 refugees, who settled in the department.

---

<sup>1</sup> The evaluation mission consisted of: Mr Jacques Faye, rural sociologist/geographer (Team Leader); Mr Thierno Aliou Ba, sociologist-trainer (facilitator of the participatory evaluation); Dr Haidara Abdoulaye, physician, specialist in community health; and Mr Bouna Camara, demographic statistician. Mr J.Ph. Audinet, Evaluation Officer at IFAD participated in the preparatory mission and in the evaluation workshop. This Evaluation report has been written by Mr Hubert Boirard, agro-economist, IFAD consultant.

8. Although, as originally conceived in 1989, this project was an emergency intervention aimed at providing support for and facilitating the reintegration of the repatriated and dispossessed population in the area, it evolved into an agricultural development project whose initial activities did not get started until 1995.

9. Hence, in the context of the agricultural reform effort under way at the time, the overall objective of PRODAM was to enable the beneficiary farmers and herders to become highly productive agricultural operators, capable of ensuring food security for their families and improving their standard of living. The specific objectives for the project were to: (i) enhance income and food security; (ii) facilitate the resettlement of repatriates in their communities of origin; (iii) boost agricultural productivity through the rehabilitation of village-based irrigation schemes (*périmètres irrigués villageois – PIV*); (iv) introduce dual cropping in the irrigated areas; (v) improve the productivity of pastoralism and rationalize the distribution of animals in the Ferlo area; (vi) maintain and improve the environment; (vii) strengthen village institutions to enable them to manage the supply of inputs needed for farming and livestock production; and (viii) initiate the process of integrating small farmers and herders into the market economy through appropriate institutional and policy initiatives.

### **Implementation and evolution**

10. The basis for the strategy adopted was: (i) a village approach that took account of all segments of society so as not to provoke any tensions by specifically targeting the repatriates; (ii) a focus on communities with under 2 000 inhabitants, with no known land disputes and with a sufficient amount of land in the Walo area to develop or rehabilitate irrigation schemes; (iii) sound distribution of the available land for crop farming/livestock production; (iv) a willingness to intensify existing systems of production in order to achieve better market participation; (v) a strong emphasis on involvement and ownership by beneficiaries at all levels; and (vi) contracting out, to different private or public partners, the operational implementation of the various components.

11. Overall, the design of the project did not change in the course of its implementation, and both the main objectives and the modus operandi remained the same.

### **Principal results**

12. Twelve villages benefited from the activities of PRODAM (28% of the villages in the department), with the number of direct beneficiaries estimated at 16 500 people. The principal results for the five years of project execution were as follows:

13. **Development of irrigated agriculture.** A total of 1704.5 ha of village irrigation schemes were created and equipped with high-volume power pumps. Thirteen market gardens, with a total surface area of 58 ha, were created for women's groups, and 87 km of windbreaks were planted. Only 60% of the surface area was planted in winter rice, but the average yield per hectare was over 5 tons of paddy rice. Neither off-season rice-farming nor the planned diversification activities were truly embraced by the farmers. This is explained partly by the difficulty of obtaining credit to refinance a new crop when marketing of the previous one had not yet been completed. The financial institutions involved were disinclined to take risks, owing to their past experience with delinquent loans in the area. The financial and economic viability of the land use models put in place appears rather doubtful, particularly in view of the evolution of prices for paddy rice, on the one hand, and the cost of diesel fuel and other inputs, on the other hand, in recent years. Finally, the expected gains with regard to the organization of farmers for marketing do not appear to have been achieved. Nevertheless, net household income from irrigated rice-farming has been estimated at CFAF 270 000/ha. The average total income of households in the Walo is estimated at CFAF 610 000, of which 44% comes from irrigated rice-growing.

14. **The methodology for development of PIVs** consisted in: (i) carrying out baseline socioeconomic studies to determine the number of target families and identify the land to be developed (on the basis of 1 ha per household), commissioning feasibility studies and outsourcing the heavy works to companies. The beneficiaries were responsible for the finishing-off work. Local stakeholders (pump operators, mechanics) were trained in operation and maintenance, and support was provided for the establishment of rules of use for the village-based irrigation schemes. Consolidation and redistribution of land had been organized previously. This was done in a participatory manner, with rules imposed to ensure access to irrigated land for the entire target population. Agricultural consulting services were subcontracted to the Senegal River development agency, Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal (SAED). The average cost of these irrigation schemes was USD 4 300/ha, not including support for operation and training.

15. **Development of livestock production.** The main achievements were: (i) strengthening of the operating capacity of the livestock service through institutional support; (ii) creation of three new pastoral units covering 210 000 ha and capable of supporting 95 000 new tropical livestock units (TLUs)<sup>2</sup> (iii) construction of five cattle feed storage facilities and five vaccination pens; (iv) creation and support for the organization of three new economic interest groups (EIGs) and reorganization of five existing EIGs; (v) development of management plans for the three new pastoral units; (vi) zootechnic monitoring of 18% of the herds in the area by the Centre de Suivi Écologique [Ecological Monitoring Centre] (CSE); (vii) importation of 60 buffalo from Brazil, of which 20 buffalo were distributed on credit to farmers for animal traction; (viii) support for the Makhana farm; (ix) artificial insemination of 153 cows with Holstein or Montbéliarde semen with a view to improving milk production.

16. **The methodology for formulation and implementation of pastoral unit management plans** consisted in grouping together all villages and hamlets within a 25 km radius of the boreholes and assessing, in a mutually agreed and participatory manner, the estimated biomass resources and livestock count, and then redefining the rangeland. An assessment of the composition and production of vegetation carried out for each pastoral unit found that these areas were not degraded. Local organizations of livestock producers took responsibility for organizing livestock-grazing, fighting brushfires and preventing the unwarranted felling of trees. Through economic and zootechnic monitoring, it was possible to measure the improvement in the main parameters of livestock production, thus providing evidence of the impact of the training and advisory services provided to the EIGs. However, sales rates remained unchanged, indicating that producers did not alter their strategies in this area. The establishment of eight veterinary pharmacies helped to improve animal health, but lack of transparency in their management by the producers has weakened the functionality of these village pharmacies in recent years. The distribution of 20 buffalo among the groups made it possible to test this approach, but the results with regard to animal traction and increased productivity in village irrigation areas did not meet expectations. The artificial insemination activities did confirm the technical feasibility of this method, but its economic viability has yet to be demonstrated. The total cost for the "development of livestock production" sub-component was SDR 616 019, excluding support and infrastructure costs.

## **Rural financing**

17. **Implementation of the credit line by the Caisse nationale de credit agricole du Sénégal [National Agricultural Credit Fund of Senegal] (CNCAS).** As of 30 June 2000, a total of CFAF 533 million in loans had been granted to 65 EIGs (16 173 beneficiaries), with an average repayment rate of 97%. Of the 200 loans extended during the PRODAM execution period, 98% were seasonal credits and only 2% were loans for the purchase of equipment. Overall, irrigated agriculture received 90% of the total amount of credit allocated, against 8% for livestock production and 2% for conversion activities. The objective of serving 18 250 beneficiaries through PRODAM was thus 87%

---

<sup>2</sup> 35 000 TLUs for Malandou and Péthiel, 60 000 TLUs for Wendou diohi.

achieved. In 1996, seasonal credits were granted for nine months at an interest rate of 12.50% per year, with self-financing of 20%; subsequently, in 1997, the interest rate dropped to 7.5% and the personal contribution to 10% of the loan amount.

18. The methodology consisted of: (i) providing institutional support to CNCAS; (ii) placing at its disposal a credit line worth SDR 1 425 000 (increased to SDR 654 000 after the mid-term review); and (iii) subcontracting this sub-component (and its objectives) to CNCAS. At the start of the project, CNCAS was unwilling to grant credit to almost all the target groups because of their past and present failure to repay loans. Hence, the project's initial efforts – which continued until June 1996 – were directed towards restructuring the EIGs and settling their accounts with the banking sector. For its part, CNCAS agreed to extend the deadlines on pre-project debts. This sub-component thus helped not only to reorganize and strengthen the management of farmers' organizations and EIGs, but also to improve their relations with the banking sector.

19. **Promotion of credit unions (*caisse populaires d'épargne et de crédit* – CAPECs).** Results as of June 2001 included the creation of four functional inter-village CAPECs, with a total of 1 262 permanent members, 44% of whom were women. The value of the capital shares held totalled CFAF 3 858 500 (1 629 shares<sup>3</sup>), total assets of the CAPECs amounted to CFAF 2 232 149 and total deposits came to CFAF 51 million. Overall, 171 loans were granted for a total amount of CFAF 10 076 000 (85% of the loans granted after the first half of 2001). The loans approved were for commerce (82%), agriculture (10%), and livestock production and fishing. In some cases, so-called "emergency credits" were also extended on the basis of informed decision-making. The ceiling for this type of credit was set at CFAF 15 000. Generally speaking, the total amount of credits appears low compared to the amount of deposits, but this is a reflection of the CAPECs' prudent start-up policies and their present level of activities.

20. The methodology consisted of carrying out a socio-economic study and then negotiating future activities with beneficiaries. Four CAPECs (versus the eight proposed in the project appraisal) have been maintained, owing mainly to the population densities and distribution in the area. The operational approach was divided in three stages, in the course of which extension activities, training and exchange visits resulted in the emergence of the four CAPECs that are functional and recognized by law today. This area remains fragile, however, and most of the general expenses of the CAPECs were still being entirely covered by PRODAM at the end of the project. The total cost for the "rural financing" component was of SDR 943 711, excluding support and infrastructure costs.

### **Strengthening of local capacity**

21. **Strengthening of capacity.** The main results were: (i) training of 214 trainers in 24 different areas, which enhanced their technical, professional, training and communication skills for working in the rural environment; (ii) training in group management and organization for 1913 rural managers (of whom 37% were women) and formulation, with the beneficiaries, of their own management documents based on their actual needs; (iii) technical training (agro-pastoral and environmental advisory services) for members of EIGs and women's groups in order to enable them to carry out agricultural production, marketing-gardening and women's self-development activities; (iv) literacy and post-literacy training for 9 663 participants (48% women) through 145 centres and production of 42 post-literacy support documents or manuals.

22. The methodology for providing agricultural advisory services consisted in organizing a participatory assessment in the villages in order to identify constraints and solutions with respect to production activities and then developing the content of programmes. Extension activities included field visits, advice on equipment, demonstration, visits for the exchange of experiences and review days to take stock of progress. As for the activities aimed at the women's groups (more than 4 000 women in all), the intervention methodology consisted in multiplying the training received by

---

<sup>3</sup> The minimum number of shares is set at one for individual members and four for corporate members.

trainers and by women leaders chosen by the groups. The women were given instruction in topics relating to reforestation, fabric-dyeing, hygiene, health and nutrition. The total cost for the “strengthening of local capacity” component was SDR 333 431, excluding monitoring and infrastructure costs.

## **Roads**

23. The principal results were the construction of two 113 metre bridges to make it possible to cross the two main branches of the Senegal River at all seasons, two box culverts, five lined drainage channels and two submersible concrete aprons. The amounts budgeted were not sufficient to complete all the works (the lowest bid submitted was CFAF 3 390 008 594, while only CFAF 1 559 000 000 was available). It was therefore agreed that the works that would enable access to the project area during all seasons would be carried out in this first phase, and that the remaining terracing works would be postponed until further financing was received.

## **Impact, relevance and effectiveness of the project**

24. The evaluation confirmed that PRODAM has had numerous positive impacts, including, notably, the improvement of productive capital on the farms in the area. The rehabilitation of 1 704 ha of village irrigation schemes benefited 1 484 heads of household and 3 450 women (market gardens) directly, the overall number of beneficiaries totalling 16 324. The project facilitated equal access to land in disparate communities (consisting of owners, refugees, dispossessed persons) and increased fourfold the average amount of land being farmed by the villagers in these areas. While PRODAM did thus enable the most destitute members of the population and the repatriates to have access to the Walo, its approach to land use models for the Senegal River valley requires further study in order to establish its economic sustainability.

25. The creation of three new pastoral units has opened up 210 000 ha of land for off-season grazing by an additional 95 000 TLUs. While the health conditions and productivity of herds seem to have improved, the breeders’ strategy of herd accumulation did not change, and the impact of this sub-component in terms of higher incomes and greater food security was therefore very weak.

26. Access to water through the boreholes and infrastructure put in place under the project benefited not only the animals but the human population, lightening the daily burden of labour for women in some villages. However, a clearer definition of roles and responsibilities with regard to the institutional management of this infrastructure is needed in order to ensure its sustainability.

27. Productive capital also increased, thanks to the acquisition of equipment (power pumps) and draught animals via the producer organizations (OPs). Household food security improved as a result of the fact that rice yields on the irrigated lands tripled over five years. Families now have cereal supplies that are twice the food security threshold level set by the FAO. However, these results must be looked at in the light of the findings of a nutritional assessment which revealed that 20% of the children under the age of 5 in the department suffer from acute malnutrition, with no significant difference between PRODAM and non-PRODAM villages. Moreover, it remains to be determined whether this level of intensified farming on irrigated lands is financially sustainability, which is not a certainty, given the evolution of prices in recent years.

28. With regard to the organization and structuring of populations, the project launched a remarkable experience of promoting the formation of networks and associations, in addition to putting in place institutional tools in support of the project. This fostered the emergence of organizations that have become fora for consensus-building, resource mobilization, beneficiary empowerment, and the creation of future capacity to influence and propose alternatives for sustainable development activities

in the area. However, despite these indisputable achievements, some deficiencies persist with regard to the sustainability of the activities undertaken, notably in infrastructure management and maintenance.

29. Although women play a crucial social and economic role, their involvement in the control of resources and in decision-making is far from commensurate with that role. In terms of social cohesion, the desired impact seems to have been achieved, with 79.5% of the repatriated households having been resettled. From an economic standpoint, net household income has improved greatly thanks to PRODAM and is estimated at an average of CFAF 325 000/ha net per plot. The project's impact on the environment and the natural resource base has also been positive, particularly the decrease in brushfires which has resulted from the assumption of responsibility for management by local organizations.

30. For all these reasons, the project is deemed to have been relatively effective and responsive to local problems, although, ultimately, the USD 27.6 million directly benefited only 12 villages and 16 500 people, without resolving the problems surrounding equitable and financially sustainable land use in the Senegal River valley or the problems relating to organization of marketing by producers.

### **Lessons learned**

31. The main lessons learned from the PRODAM experience can be summarized as follows:
- a) Empowerment of grass-roots organizations is one of the necessary conditions for the sustainability and viability of the investments and economic activities supported by the project;
  - b) The empowerment of grass-roots organizations should take place gradually and should be supported by activities to strengthen their capacity for organization and management;
  - c) The intensification of rice production and the diversification of agricultural incomes in the project area will necessarily entail the improvement of access to markets and local financial services that are suited to their needs.

### **Recommendations**

32. The positive results of PRODAM, the well-developed structure and the effectiveness of the farmers' organizations that have participated in the project, the competence of the project management unit (PMU) and its local partners, and the work undertaken during the participatory evaluation process and the Orossougui workshop are all factors that speak in favour of the formulation of a second phase. This second phase should be highly participatory and should fully recognize the rights and capacities of local stakeholders in rural development.

33. A grant from IFAD (ECP/NGO) will be made available for NGO "USE" to enable this organization to continue providing support to the CAPECs and the farmers' organizations. In the framework of this grant, the parties will consider extending a budget line of support for the KNB Federation in order to enable it to provide a minimum level of service for its members.

34. With regard to the communities that are hoping to be included in PRODAM-II, the Federation should remain cautious and avoid taking on commitments that it might not be able to fulfil. As for the farmers' organizations with payment arrears to CNCAS, the Federation should continue to encourage them to settle their debts as soon as possible. In general, the Federation and the CAPECs should continue seeking to work in concert with CNCAS.



**République du Sénégal**  
**Projet de développement agricole dans le département de Matam**  
**(PRODAM) (Prêt n° SRS 030-SE)**  
**Évaluation intermédiaire**

**Rapport principal**

**I. INTRODUCTION**

**A. Contexte et objectifs de l'évaluation intermédiaire**

**Contexte**

1. Le Projet de développement agricole de Matam (PRODAM) a été identifié en 1989 à la demande du Gouvernement sénégalais suite aux événements avec la Mauritanie et aux déplacements forcés des populations frontalières qui s'en suivirent. Ce projet s'inscrivait également dans la politique d'aménagement hydro-agricole de la rive gauche du fleuve Sénégal. Il a été cofinancé par un prêt du Programme spécial pour l'Afrique du FIDA (16,1 millions de USD), par un prêt de la BOAD (7,3 millions de USD), par le Gouvernement sénégalais et la participation des populations bénéficiaires (4,2 millions de USD) pour un coût total estimé à 27,6 millions de USD.

2. **L'objectif du PRODAM** était l'amélioration des revenus ainsi que des conditions de vie des populations rapatriées ou résidentes dans le département de Matam. Cet objectif devait être atteint via la consolidation, la promotion et le développement des productions vivrières ou pastorales basées sur une gestion intégrée des terroirs villageois. Les actions du projet devaient ainsi permettre : i) la réhabilitation et la construction d'environ 1 444 ha de périmètres irrigués villageois destinés à la riziculture (double campagne) et la polyculture ; ii) l'amélioration de l'utilisation des pâturages déjà exploités grâce à la création et le soutien des groupements d'intérêt économique (GIE) d'éleveurs ; iii) l'extension de l'exploitation à 212 000 ha de zones de nouvelles pâtures grâce à l'implantation de trois nouveaux forages ; iv) le renforcement d'infrastructures d'élevage dans la zone du Ferlo ; v) l'importation de 120 bufflesses à diffuser en milieu paysan pour constituer le cheptel de base à la traction animale ; vi) la réalisation de nombreux modules de formation en direction des groupes cibles, des agents d'encadrement et autres techniciens du projet ; vii) la mise en place d'un volet Crédit pour appuyer la production agricole et les activités génératrices de revenus ; et viii) la réalisation de pistes rurales. Le groupe cible comptait 4 885 familles, soit 38 280 personnes. Dix-sept villages du bord du fleuve de moins de 2000 habitants, et dont au moins 20% de la population étaient alors constitués de rapatriés issus du conflit avec la Mauritanie , avaient ainsi été préidentifiés.

3. **Le prêt du FIDA**, approuvé en décembre 1991, est entré en vigueur en avril 1993. Les premières réalisations du PRODAM commencèrent en 1995. Le prêt du FIDA s'est clôturé en juin 2001 avec un taux de décaissement final de 93%.

4. **L'idée d'une seconde phase du PRODAM** a été évoquée dès 1999 par le Gouvernement sénégalais. Elle est ensuite apparue très explicitement dans le rapport d'évaluation d'impact réalisé en 2000 par le cabinet MGP Afrique. Ce n'est qu'au cours de l'année 2001 (soit après l'achèvement du projet) que la requête de financement d'une seconde phase a rencontré un accord de principe du FIDA. La Division de l'Afrique de l'Ouest et du Centre a alors appuyé la finalisation du rapport d'achèvement du PRODAM en y incluant un exercice d'évaluation participative (mission Koopman & Selmane, octobre 2001). La conduite d'une évaluation intermédiaire par le Bureau de l'évaluation (OE) du FIDA a finalement été sollicitée en octobre 2001 et programmée pour le premier trimestre 2002.

5. Cette évaluation est donc intervenue tardivement avec la particularité que les parties prenantes (Gouvernement sénégalais et FIDA) avaient d'ores et déjà convenu de poursuivre leur coopération dans le département de Matam sous la forme d'une deuxième phase du PRODAM (annonce publique du Président du FIDA à Matam en janvier 2002 lors de sa visite du projet).

### **Objectifs de l'évaluation intermédiaire**

6. L'évaluation avait principalement trois objectifs:

- i) **Identifier, si possible mesurer et surtout analyser ensemble les changements induits par le projet** dans les conditions de vie et les capacités de développement de la population rurale de la zone d'intervention. Cette évaluation des résultats et de l'impact sera comparée aux attentes des concepteurs du projet et à celles des populations rurales (hommes et femmes, agriculteurs du walo et éleveurs du ferlo) ainsi qu'aux moyens mis en oeuvre (efficacité, efficience).
- ii) **Tirer de l'analyse conjointe de l'expérience passée et de la situation actuelle tous les enseignements utiles à la conception et à la mise en oeuvre d'une deuxième phase du projet**, voire à l'adaptation de la politique de développement agricole dans la Moyenne et la Haute Vallée du fleuve Sénégal (cette évaluation de projet devra également contribuer à l'évaluation du programme national de coopération entre le FIDA et le Sénégal).
- iii) **Renforcer les capacités d'analyse, d'auto-évaluation et de proposition des organisations paysannes ayant participé au PRODAM**, facilitant ainsi le rôle de premier plan qu'elles devront jouer dans la conception et la mise en oeuvre de la deuxième phase.

Le document d'orientation est présenté en appendice 1.

### **B. Approche et méthodologie**

7. Le PRODAM avait déjà fait l'objet de plusieurs études d'impact, revues et évaluations externes. Il avait produit en 2001 un rapport d'achèvement très complet. Parmi les travaux les plus intéressants, il est à noter : i) l'évaluation de la composante « Développement de l'agriculture irriguée », réalisée dans le cadre de l'Évaluation du Programme spécial pour l'Afrique (FIDA/OE, 1997/98) ; ii) la revue à mi-parcours (BOAD - FIDA/PA, 1998) ; iii) le bilan du suivi et de la gestion des unités pastorales 94-99 (Centre de suivi écologique (CSE)/PRODAM, 2000) ; iv) l'évaluation d'impact économique du PRODAM (cabinet MGP Afrique/2000) ; et v) l'évaluation et l'analyse d'impact menée de façon participative (mission Koopman et Selmane, 2001). Le PRODAM a également fait l'objet d'un travail de recherche en 1998/99 par M. Name Ndiobo Diene pour une thèse de doctorat es Sciences Economiques à l'Université de Bourgogne (France). Cette thèse, intitulée «L'évaluation des politiques publiques : application méthodologique à un programme de développement rural au Sénégal », a été soutenue en mars 2000.

8. En janvier 2002, une mission préparatoire du Bureau de l'évaluation du FIDA (J.Ph. Audinet) a constaté que l'abondance et la qualité des études et des évaluations disponibles sur ce projet ne justifiaient pas une mission d'évaluation externe classique supplémentaire. Un processus comprenant les étapes suivantes a ainsi été adopté :

- Revue et synthèse de la documentation disponible sur le PRODAM, ses résultats et son impact.
- Réalisation d'un atelier d'évaluation populaire<sup>1</sup> facilité, mais essentiellement conduit par les populations des villages participant et leurs organisations.
- Enquête anthropométrique comparative (communautés bénéficiaires et non bénéficiaires du projet) visant à apprécier l'éventuel impact du PRODAM sur le statut nutritionnel des enfants et de leurs mères.
- Synthèse, échanges et rédaction du rapport.

9. La démarche d'évaluation s'est voulue conjointe, ouverte et menée de manière participative par les partenaires locaux autour de l'identification et l'analyse des changements induits (ou non) par le PRODAM sur leurs modes et conditions de vie depuis 1993. Pour sa part, le FIDA a cherché à appréhender l'impact du projet sur les groupes cibles dans six grands domaines, à savoir : i) les ressources matérielles et financières des ménages ; ii) les ressources humaines ; iii) le capital social et les capacités collectives ; iv) l'activité économique et la sécurité alimentaire ; v) l'environnement et la base des ressources communes ; et vi) les institutions ainsi que le cadre réglementaire et politique. Le Bureau de l'évaluation a également accordé une attention particulière à l'évolution du rôle des femmes (et des jeunes) dans ce projet et à l'analyse différenciée des bénéficiaires qu'ils ont pu en tirer. De même, il s'est attaché à bien comprendre les conditions de viabilité, de durabilité et de reproductibilité des investissements entrepris et des processus générés.

10. Le calendrier du processus d'évaluation s'est étalé entre janvier et avril 2002. L'équipe externe en charge de cette évaluation était composée de M. Jacques Faye, sociologue rural/géographe (chef de mission), M. Thierno Aliou Ba, sociologue formateur (facilitateur de l'évaluation populaire), M. Haidara Abdoulaye, médecin, spécialiste en santé communautaire (responsable de l'enquête nutritionnelle) et de M. Bouna Camara, statisticien démographe (enquête nutritionnelle). Cette mission a également été accompagnée par M. J. Ph. Audinet, agro-économiste (Chargé d'évaluation à OE, FIDA).

## **II. CONTEXTE ET CONCEPTION DU PROJET, MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS**

### **A. Zone, contexte d'intervention, dynamiques locales, pauvreté et groupe cible**

#### **Zone d'intervention**

11. La zone d'intervention du PRODAM était le département de Matam. Situé dans la région de St. Louis, ce département couvre 25 000 km<sup>2</sup>. Il est bordé par le fleuve Sénégal au Nord dont il constitue la Moyenne Vallée, par la région de Tambacounda à l'Est et au Sud, et par la région de Louga ainsi que le département de Podor à l'Ouest et au Nord-Ouest. La population du département était estimée en 1998 à 215 000 habitants. La densité, qui variait de 6 hab/km<sup>2</sup> dans le Ferlo à 66 hab/km<sup>2</sup> dans certaines zones de la vallée, était en moyenne de 9 hab/km<sup>2</sup>. Le PRODAM a ainsi concerné la vallée du fleuve Sénégal en aval de Matam pour le développement de la petite irrigation, et l'ensemble du Ferlo du département pour le développement pastoral (cf. carte).

#### **Contexte d'intervention et dynamiques locales**

12. La majeure partie de la population de la zone du projet était constituée de ménages ruraux pratiquant principalement l'agriculture et l'élevage. À titre secondaire, ils exerçaient d'autres activités comme la pêche sur le fleuve, l'artisanat et le commerce. L'agriculture traditionnelle a été longtemps

---

<sup>1</sup> Un atelier d'évaluation conjointe animé par une équipe restreinte (J.Ph. Audinet, J Faye, T.A. Ba) et regroupant les représentants des communautés, des organisations paysannes et des CAPEC, les cadres de FUGP, les partenaires locaux (ONG, CNCAS, SAED, Services de l'élevage...), les bailleurs de fonds (FIDA et BOAD) ainsi que la mission de formulation de la seconde phase s'est tenu à Matam du 10 au 12 avril 2002.

caractérisée par la double culture annuelle (pluviale sur les terres de Diéri<sup>2</sup>, de décrue sur le Falo<sup>3</sup> et les terres du Walo<sup>4</sup>). L'élevage se pratiquait de manière extensive avec un système d'exploitation basé sur une divagation plus ou moins contrôlée du bétail.

13. Au cours des trois dernières décennies, la zone du projet a subi (et continue de subir) de grands changements climatiques marqués essentiellement par une baisse de la pluviométrie (moyenne de 496 mm entre 1918 et 1971 – moyenne de 250 mm entre 1972 et 1989). En conséquence, les productions pluviales sur Diéri ont fortement régressé en se limitant quasiment aux aires très réduites des bas-fonds alimentés par les ruissellements provenant des bassins versants environnants. Les cultures de décrue (Walo et Falo) ont également perdu de leur importance en raison de la limitation et du caractère devenu aléatoire des crues qui s'est accentué avec les rétentions d'eau gérées par le barrage de Manantali sur le fleuve Sénégal. Cette dégradation climatique a aussi entraîné des phénomènes de désertification dans la zone sylvopastorale du Ferlo.



**Photo 1. Récolte du paddy**  
**FIDA, Roberto Faidutti**

14. Les villages le long du fleuve se trouvaient donc dans une situation très précaire, engendrant des modifications de comportement se traduisant par : i) un exode croissant de leur terroir d'une partie des actifs agricoles ; et ii) un intérêt de plus en plus marqué des paysans pour les cultures irriguées qui s'avéraient être les seules à pouvoir leur assurer leur sécurité alimentaire dans ce nouveau contexte.

15. Ainsi depuis 1974, dans la perspective de la réalisation des grands barrages sur le fleuve et pour pallier les sécheresses successives, le Gouvernement sénégalais a entrepris la construction de périmètres irrigués villageois (PIV) qui atteignaient au total 16 200 ha en 1991. La précipitation dans l'exécution des premiers périmètres, vu l'urgence et le souci d'en faire plus pour le même montant, s'est traduite par des ouvrages généralement réalisés sans études préalables. Mal construits (absence de compactage des canaux, de planage et de drainage), ils ont été progressivement abandonnés en totalité ou en partie. Par ailleurs, les paysans n'avaient pas souvent de formations pour faire face aux nouvelles tâches qu'engendrent l'entretien et la rentabilisation de ces PIV.

16. A la suite des événements de 1989, environ 7 000 Sénégalais rapatriés (chiffre officiel qui semble sous-estimé) sont venus s'installer dans le département de Matam, ajoutant encore à la précarité des conditions de vie des populations résidentes. Ceci a été d'autant plus accentué qu'un nombre important de paysans résidents dans le département de Matam ont alors perdu les terres qu'ils cultivaient sur la rive droite du fleuve Sénégal. Côté élevage et selon les données des services techniques de St. Louis, les éleveurs auraient rapatrié avec eux un cheptel estimé à 100 000 bovins et

---

<sup>2</sup> Le Diéri est la zone de coteaux jamais inondée où se pratiquent les cultures pluviales (mil essentiellement) et qui constitue la zone de transition avec la zone sylvopastorale voisine.

<sup>3</sup> Le "Falo" est constitué par les berges plus ou moins pentues du fleuve ou de ses "émissaires" où se pratique traditionnellement le maraîchage à la décrue.

<sup>4</sup> Les terres du "Walo" sont constituées par les grandes cuvettes argileuses du lit majeur du Sénégal, plus ou moins régulièrement inondées lors des crues du fleuve; ces terres se divisent en hollaldé, terres très lourdes de 55 à 70% d'argile.

200 000 petits ruminants, accentuant ainsi la charge par hectare de ces terres fragiles ainsi que le surpâturage autour des puits existants.

### **Pauvreté et groupes cibles**

17. Depuis l'Indépendance, la croissance économique a eu des difficultés à suivre le rythme de la croissance démographique. Au cours des années 70, l'économie a été fortement marquée par des phénomènes naturels et extérieurs qui, conjointement, ont précipité le pays dans une crise économique et financière. Pour infléchir sur cette dégradation économique, le gouvernement, avec l'appui des bailleurs des fonds internationaux, a lancé trois programmes successifs d'ajustement: i) un Programme de stabilisation à court terme en 1979; ii) un Plan de relance économique et financière à moyen terme (PREF de 1980 à 1985); et iii) un Plan d'ajustement économique et financier à moyen et long terme (PAML) pour 1985-1992.

18. Ces différentes mesures ont ainsi contribué à la réduction du déficit budgétaire, au renforcement de la position extérieure, à la réduction de la pression inflationniste et à une reprise de la croissance des revenus. Le déficit global a été ramené de 5,8% du produit intérieur brut (PIB) en 1983/84 à 2,6% en 1987/88. Cette tendance s'est néanmoins inversée en 1988/89 avec une remontée du déficit à 4% du PIB. L'inflation a été ramenée de 12% à 2% entre 1983 et 1989 permettant à l'économie sénégalaise d'améliorer sa relative compétitivité sur le marché extérieur. Cependant et en raison des coûts de production élevés, cette compétitivité est restée marginale.

19. En 1989, le PIB par habitant était estimé à 650 USD. Le secteur agricole (agriculture, élevage, pêche et sylviculture) contribuait pour environ 25% au PIB. Une dynamique de paupérisation des ménages s'observait donc depuis 1970 et plus spécifiquement en zone rurale.

20. **Le revenu moyen familial a ainsi fortement baissé au cours des années 1988/89** (sécheresse et conséquence du conflit cumulées). L'agriculture comptait alors pour 20 à 40% du revenu familial et les transferts financiers des émigrants pour 45%. Le revenu moyen des ménages dans les petits villages représentait environ 70% de celui des ménages des grands villages. Environ 80% du revenu familial étaient ainsi dépensés pour l'alimentation. En 1990, le revenu moyen par tête dans la zone de Matam n'excédait pas un quart du revenu moyen national par tête. La plupart des familles avait un revenu par personne inférieur à 200 USD par an.

### **Groupe cible**

21. Le groupe cible était constitué par les populations sénégalaises de la vallée du fleuve, qui ont été directement affectées par les événements survenus en 1989. **Les rapatriés** étaient composés de paysans sénégalais installés sur la rive droite du fleuve où ils avaient la totalité de leurs biens (maisons, terres et bétails), d'éleveurs Sénégalais vivant sur la rive droite et des expulsés (la population rapatriée ayant un statut non agricole). Les rapatriés avaient souvent des liens de parenté avec les familles habitant la rive gauche du fleuve. **Les dépossédés** étaient les paysans sénégalais qui vivaient dans les villages de la rive gauche du fleuve et ne pouvaient plus accéder aux terres qu'ils cultivaient sur la rive droite.

22. Les populations des villages de la zone cible étaient homogènes et presque entièrement constituées de Haal Pulaar avec des villages structurés autour des foyers familiaux. **Le foyer type comptait 10,4 personnes dont cinq ou six actifs**. La population était très jeune (65% de moins de 25 ans) et les femmes prédominaient dans les tranches d'âges actifs, en raison de l'émigration qui affectait une famille sur trois. Une minorité de chefs de famille était alphabétisée en français.

23. **Les rapatriés constituaient de 20 à 55% de la population résidente dans les villages** avec une moyenne de 28%. Environ un tiers des rapatriés a été accueilli par des familles résidentes et les deux autres ont établi leur propre foyer. Les ménages des résidents de ces mêmes villages ont perdu environ 40% de leurs terres de "Walo" et 30-60% de leurs terres de "Diéri" situées sur la rive droite.

Environ 80% des familles disposaient d'une parcelle dite « irriguée », dont la taille moyenne productive était de 0,40 hectare. Mais en réalité, l'absence de planage ne permettait pas une pratique véritable de l'irrigation.

24. **Le groupe cible initial comptait donc 4 885 familles, soit 38 280 personnes.** Les villages ayant un pourcentage de rapatriés important (supérieur à 20% de la population résidente) et ayant perdu la majeure partie de leurs terres de Diéri et Walo étaient prioritaires. Dix-sept villages répondant à ces critères furent finalement identifiés, soit au total 1 584 familles, soit 16 300 personnes, comprenant 320 familles de rapatriés agriculteurs, 1 200 familles résidentes (dont 70% avaient perdu des terres sur la rive droite) et 200 familles d'artisans. Les femmes qui devaient bénéficier d'activités spécifiques du projet n'ont pas été comptées à part dans le groupe cible étant donné qu'elles faisaient partie des familles des villages. Pour les activités de développement pastoral, 38 villages ou campements d'éleveurs avaient été identifiés représentant environ 3 300 familles (soit 21 780 personnes), dont environ 300 familles de rapatriés de Mauritanie.

## **B. Raison d'être du projet, stratégie d'intervention, objectifs et composantes initiaux**

### **Raison d'être du projet**

25. En 1989, le conflit qui a opposé dans la zone du projet les deux pays riverains s'est traduit par un afflux de populations au Sénégal estimé à 70 000 personnes dont environ 42 000 dans la région de St. Louis. Parallèlement, la situation des paysans résidents s'est également aggravée avec la perte de l'exploitation de leurs terres sur la rive droite du fleuve.

26. Pour faire face à cette situation, le Gouvernement sénégalais a adressé au FIDA le 9 juin 1989 une requête pour le développement de l'irrigation dans la vallée du fleuve Sénégal en vue de la réinsertion des familles de paysans rapatriés de Mauritanie. L'étude de cette requête a conduit à une approche globale, incluant notamment les aspects liés au pastoralisme, à la pêche et à l'artisanat dans la département de Matam.

27. Le PRODAM trouvait également sa raison d'être en contribuant à la réalisation de la stratégie de développement rural du Sénégal définie dans la Nouvelle politique agricole (NPA) et ceci notamment en matière : i) de recherche d'autosuffisance alimentaire ; ii) de promotion paysanne ; iii) de prise en charge par les populations de certaines activités jusque-là détenues par l'État ; et iv) de préservation de l'environnement.

### **Stratégie d'intervention**

28. Les rapatriés étant déjà réintégrés dans les communautés de la rive gauche, et un bon nombre d'entre eux vivant dans des familles résidentes, la stratégie adoptée pour les activités du projet a été axée sur une **approche «village»** afin de ne pas provoquer de tensions sociales en privilégiant spécifiquement les rapatriés. Ce type d'approche permettait au PRODAM d'atteindre également les familles ayant perdu leurs terres sur la rive droite.

29. La sélection des villages devait se faire de manière à atteindre le plus grand nombre de rapatriés et de dépossédés en tenant compte de l'organisation sociale des villages, du nombre de PIV à réaménager et des problèmes fonciers. Étant donné que des tensions sociales et des conflits fonciers avaient été signalés dans les grands villages, le projet devait se concentrer sur ceux **de moins de 2 000 habitants**.

30. La notion de **participation des bénéficiaires** occupait une position centrale dans les principes d'intervention du PRODAM. À partir des axes d'intervention déterminés dans le rapport de préévaluation, la déclinaison thématique des activités a été négociée avec les bénéficiaires, à la fois dans une optique de reformulation, mais surtout d'appropriation interne du projet par ces derniers.

Dans le cadre de **l'approche faire faire**, le programme ainsi déterminé a été contractualisé à différents types de partenaires privés ou étatiques.

31. Afin de garantir l'accès des terres dans les périmètres irrigués aux rapatriés et dépossédés, la stratégie retenue consistait également à organiser préalablement un **remembrement et une redistribution des parcelles aménagées** entre toutes les familles vivant effectivement et en permanence au village. Chaque famille ne pouvait recevoir qu'une seule parcelle aménagée, d'un hectare au maximum, dont la surface était calculée en fonction de leur capacité d'exploitation.

32. Afin d'assurer l'exploitation complète des périmètres, la stratégie du PRODAM encourageait **la double culture** (riz et maraîchage notamment) ainsi que l'introduction de la culture attelée et du battage mécanique. Une approche similaire devait être adoptée pour le développement pastoral où la stratégie consistait à ouvrir des pâturages sous-exploités afin de mieux **répartir la charge d'animaux dans la zone sylvopastorale du département de Matam**.

33. Enfin et surtout, l'approche consistait à **rendre les agriculteurs et les éleveurs autonomes** dans le processus de privatisation des activités de production issus du cadre des réformes initiées par le gouvernement sénégalais au niveau du secteur agricole. Le projet devait donc mettre **l'accent sur la formation** afin que les villages puissent prendre en charge la gestion de leurs PIV ainsi que la transformation et la commercialisation de leur production.

### **Objectifs et composantes de la conception initiale**

34. Dans le contexte de la réforme du secteur agricole, l'objectif du projet était «d'aider les paysans et les pasteurs à s'adapter au rôle nouveau que l'on attend d'eux, afin d'**accroître leur productivité, d'assurer la sécurité alimentaire et d'augmenter le revenu familial**». Les objectifs spécifiques du projet visaient à:

- accroître le revenu et la sécurité alimentaire de la famille;
- faciliter l'intégration des rapatriés dans leurs communautés d'origine;
- accroître la productivité agricole grâce au réaménagement des PIV, à l'introduction de la double culture sur les périmètres irrigués, à une meilleure gestion de l'eau, à une diversification des cultures et à l'adoption de la traction animale;
- améliorer la productivité de l'élevage pastoral et rationaliser la distribution des animaux dans le Ferlo de Matam tout en maintenant l'équilibre entre le nombre d'animaux et la capacité de charge des pâturages;
- maintenir et améliorer l'environnement;
- renforcer les institutions villageoises afin qu'elles prennent en charge l'approvisionnement des intrants nécessaires à la production agricole et à l'élevage; et
- amorcer le processus d'intégration des petits paysans et des pasteurs dans l'économie de marché, par le biais d'initiatives institutionnelles et de politiques appropriées.

35. Le PRODAM comprenait les quatre composantes suivantes:

- i) **Développement de l'agriculture irriguée et de l'élevage.** Cette composante devait intervenir dans le réaménagement ou l'agrandissement de PIV existants (1 236 ha identifiés à réhabiliter ou à étendre et 208 ha de nouveaux PIV à créer), dans l'appui à l'équipement (groupe motopompe de 500 m<sup>3</sup>/h, citernes gasoil de 3 000 litres, magasins de stockage de 250 tonnes de contenance) et la mise en valeur intensive de ces périmètres (double culture, association du petit élevage à l'agriculture). Elle devait également permettre l'introduction de la traction animale au niveau des systèmes d'exploitation (350 Gobra ou buffles adoptés dans les exploitations), le développement de jardins potagers (60 ha) destinés aux femmes et la promotion de 90 km de brise-vent plantés autour des PIV. Cette composante visait au niveau pastoral l'amélioration et l'extension des zones de pâturage (mise en place de trois forages équipés), la création et

l'accompagnement de GIE sur la gestion des espaces, des troupeaux et des nouvelles infrastructures prévues (parcs de vaccination, hangars...) ainsi que le renforcement des services techniques publics de l'élevage (réhabilitation des infrastructures, mobiliers, fonctionnement). Des actions de recherche-accompagnement étaient prévues sur les règles d'exploitation des terroirs et de préservation de l'environnement ainsi qu'un soutien à l'opération « buffles » auprès de la station de Makhana. La formation tenait un rôle central dans les actions de cette composante, à la fois sur les aspects techniques et de gestion mais également sur ceux liés à l'organisation et l'autonomisation des groupements et des PIV.

- ii) **Crédit et développement des caisses d'épargne.** Cette composante devait mettre en place un système de crédit viable, adapté aux conditions locales et répondant aux besoins du groupe cible. Le crédit à moyen et court termes devait être assuré par la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS). Des caisses d'épargne locales (huit prévues) devaient prendre en charge, à terme, le financement des activités individuelles et non agricoles.
- iii) **Appui institutionnel** Cette composante concernait l'Unité de gestion du projet (UGP), en charge de l'exécution du PRODAM et de sa gestion financière. Un appui institutionnel à la Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal (SAED) et au service de l'élevage était également prévu.
- iv) **Pistes rurales.** La composante prévoyait 127 km de pistes rurales et 50 km de pistes de desserte pour le désenclavement des villages isolés.

## C. Montage institutionnel et Partenariat

### Montage institutionnel

36. Le projet a été exécuté dans le cadre des institutions gouvernementales. Le Ministère du développement rural et de l'hydraulique (MDRH) était le maître d'ouvrage. La SAED assurait la tutelle technique pour les activités de développement de l'agriculture irriguée. La Direction de l'élevage du MDRH était chargée de l'exécution des activités de développement pastoral. La coordination et la gestion des activités étaient sous la responsabilité d'une UGP basée à Matam, dotée de l'autonomie financière et administrative, et habilitée à passer des contrats. Cette UGP comprenait trois cellules spécialisées. La première « Gestion des ressources naturelles et de la formation » était chargée de l'encadrement polyvalent (agriculture, élevage, culture attelée, santé, gestion villageoise et crédit), de la formation (y compris l'alphabétisation fonctionnelle) et du suivi interne de toutes les activités. La seconde « Aménagements et Infrastructures » était chargée de la supervision des travaux de génie civil (aménagements, forages, pistes, constructions) et la dernière « Administration et Finances » était chargée de la gestion administrative et financière de l'ensemble du projet. La BOAD en tant qu'institution coopérante a assuré semestriellement une mission de supervision englobant l'ensemble des domaines concernés par le PRODAM.

37. Un **Comité de consultation du projet**<sup>5</sup> (CCP) était chargé de définir les orientations et d'assurer la bonne exécution du projet dans le cadre de la politique de développement du Gouvernement. Le CCP comprenait des représentants de la Direction de l'élevage, de la SAED, de la DGRR, de la CNCAS et du MEFP. Le MDHR, ou son représentant, en était le Président, et le Directeur du projet, chef de l'UGP, le secrétaire. Le CCP se réunissait au moins une fois par an à Matam.

---

<sup>5</sup> Création par arrêté ministériel n° 011922 du 08 septembre 1992.



38. Un **Comité de coordination technique** (CCT) était lui, chargé d'assurer la bonne mise en place des activités au niveau régional. Le CCT comprenait les représentants départementaux du Service de l'élevage, de la SAED, et des autres organisations concernées par l'exécution du projet (notamment CNCAS, CSE, l'organisation pour le crédit mutuel), un représentant des conseils ruraux et trois représentants des GIE bénéficiaires désignés par les membres des CIE, dont au moins une femme. Le Préfet de Matam, ou son représentant, en était le Président, et le Directeur du projet, chef de l'UGP, le secrétaire. Le CCT devait se réunir trimestriellement à Matam.

39. **Le Programme de travail et budget annuel** (PTBA) était élaboré par l'UGP à partir des propositions préparées par les organismes d'exécution compétents. Ce PTBA était ensuite soumis à la SAED pour approbation puis au FIDA et à l'institution coopérante pour commentaires.

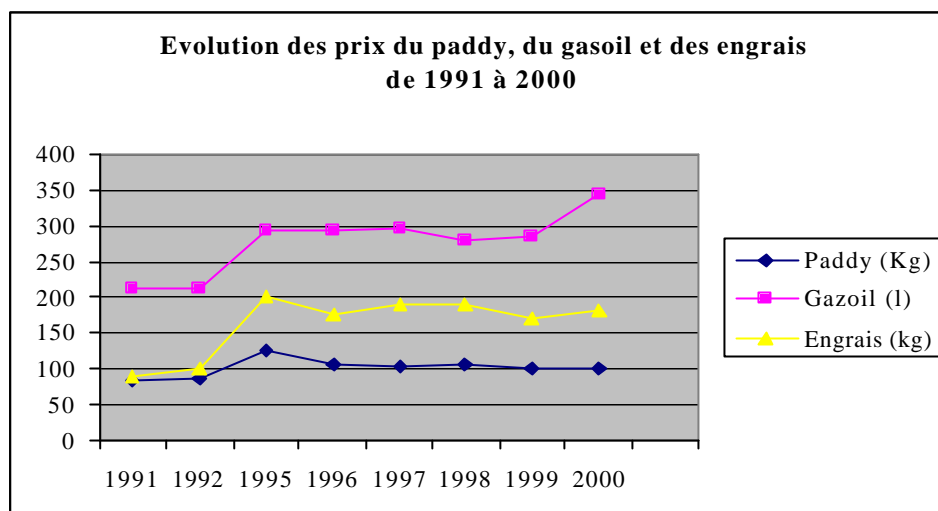
### **Partenariat**

40. Basée sur une approche *faire faire*, l'UGP devait conclure de nombreux protocoles de partenariat avec les structures de l'État, du privé et de la société civile. Parmi les plus importants, un accord d'exécution devait être passé entre la SAED et l'UGP pour établir les modalités de collaboration, notamment en ce qui concerne le soutien technique, logistique et de formation apporté au projet par la SAED, le détachement des agents d'encadrement de cette société, et le suivi-évaluation externe. Un accord d'exécution devait également être passé entre la Direction de l'élevage et l'UGP, pour établir les responsabilités du Service de l'élevage basé à St. Louis relatives à l'exécution des activités de production animale. Le Service de l'élevage devait aussi passer des protocoles d'accord avec la ferme de Makhana et avec la DGRH pour la construction des forages ainsi qu'un contrat avec le CSE pour le suivi écologique. Un accord d'exécution devait enfin être négocié avec la Direction des pistes de productions (DPP) du Ministère de l'équipement, des transports et de la mer en charge de la mise en oeuvre de la composante pistes rurales. Au total, le PRODAM a finalement contractualisé avec une quarantaine de partenaires.

### **D. Évolution du contexte au cours de la mise en œuvre**

41. Du point de vue économique et institutionnel, le contexte du projet a considérablement évolué au cours de la première moitié des années 90, c'est-à-dire entre l'année de conception du projet (1990) et celle de son démarrage (1995). Ceci s'est traduit à travers notamment la dévaluation du franc CFA, la libéralisation de la filière riz, le désengagement de la SAED, la crise de l'agriculture irriguée dans le département, la réduction du nombre de rapatriés et leur problème d'intégration.

42. La période de mise en œuvre du PRODAM (1995-2000) a ensuite été relativement stable dans la zone et dans le pays. L'évolution la plus remarquable entre 1995 et 2000 (mais elle était prévue) a été la régression puis la disparition des crues du fleuve du fait de l'entrée en fonction du barrage de Manantali. Des milliers d'hectares de terre de bas-fonds traditionnellement cultivés en sorgho de décrue ont dû être abandonnés. À noter en 2000, une nouvelle hausse du prix du gasoil alors que le prix de vente du paddy lui stagnait toujours à 100 FCFA/kg.



### E. Évolution de la conception du projet et capacité d'adaptation au cours de la mise en oeuvre

43. **Globalement la conception du projet n'a pas évolué au cours de sa mise en oeuvre.** Depuis 1993, les grands objectifs sont restés les mêmes ainsi que le mode opératoire<sup>6</sup>.

44. **L'UGP a néanmoins eu une bonne capacité d'adaptation qui a permis au PRODAM d'atteindre ses objectifs quantitatifs** tels que définis contractuellement et ceci en dépit parfois d'un contexte institutionnel pas toujours au niveau de celui décrit dans le rapport de préévaluation, surtout en ce qui concernait les organisations de la société civile.

### F. Moyens mis en oeuvre et principaux résultats obtenus

45. Les moyens mis en oeuvre et les principaux résultats sont présentés ci-après par volet à travers les quatre domaines d'intervention majeurs du PRODAM, à savoir : **i) développement de l'agriculture irriguée** (PIV, équipements, mise en valeur, jardins, brise-vent) **et de l'élevage** (zones de pâturage, forages, gestion de l'espace, traction animale, insémination, opération buffle) ; **ii) financement du monde rural** (CNCAS et CAPEC) ; **iii) renforcement des capacités locales** (renforcement institutionnel, OPA, GIE, formation) ; **et iv) pistes** (rurales et de dessertes).

#### Développement de l'agriculture irriguée

46. **En matière de développement de l'agriculture irriguée**, et d'après les chiffres transmis par le PRODAM, les résultats globaux obtenus en cinq années d'intervention sont : 1 704,5 ha de PIV aménagés (dont 1495 ha à l'entreprise et 126 exclusivement à l'initiative des bénéficiaires) au sein du terroir des 12 villages finalement sélectionnés, l'équipement de tous les périmètres avec des groupes moto-pompes (GMP) de débits variant de 540 m<sup>3</sup>/h à 720 m<sup>3</sup>/h suivant les superficies à irriguer, la construction de 21 magasins de stockage et 12 citernes de 3 000 litres, la réalisation de 13 périmètres maraîchers pour une surface totale de 58 ha au profit des groupements de promotion féminine répartis au sein de tous les villages concernés par le PRODAM ainsi que la mise en place de 87 km de brise-vent (sur 90 prévus).

<sup>6</sup> Seul le volet « Insémination artificielle » a été introduit en 1996 à la composante développement pastoral afin d'améliorer la production laitière de la race bovine locale.

47. **Le taux moyen des surfaces des PIV mises en valeur en riziculture d'hivernage a été de 60%** avec des rendements moyens par hectare supérieur à 5 tonnes de paddy au cours des 4 premières campagnes. **Il est à noter une chute de 40% de ces rendements en dernière année** (2000/01) due à des problèmes de panne des GMP, due au non-respect des calendriers agricoles et à un certain manque d'organisation au sein de quelques groupements. **La riziculture de contre-saison a fait l'objet d'une très faible adoption par les paysans** (65 ha en 1998, 0 ha en 1999 et 202 ha en 2000 à cause de la saison d'hivernage précédente ratée pour cause d'inondation chez certains paysans). Les rendements de cette double culture ont été très modestes et semblent avoir découragés les producteurs.

48. Le programme de diversification dans la mise en valeur des PIV (maraîchage et test gombo, arachide et pastèque) a permis sur la durée du projet une production estimée à 1,8 milliard de FCFA. En surface cumulée, ces productions ont été emblavées sur 1200 ha soit environ 20% des superficies totales exploitées en riz. Le gombo a connu un succès agronomique mais qui n'a pas véritablement pu être exploité pour des contraintes de marchés (éloignement et périssabilité). L'arachide et les pastèques n'ont pas donné les niveaux attendus de production. La production des jardins maraîchers a été principalement autoconsommée.

49. **Globalement, le revenu net par ménage tiré de la riziculture irriguée a été estimé à 270 000 FCFA/ha.** Le revenu net par hectare (y compris le maraîchage et les cultures de contre-saison) s'élèverait à 325 000 FCFA/ha. Le revenu total moyen annuel des ménages du Walo serait de 610 000 FCFA dont 44% proviendrait de la riziculture irriguée.

50. **La méthodologie d'intervention pour l'aménagement des PIV** a consisté : i) à réaliser les études socio-économiques de base afin de déterminer le nombre des familles cibles et les surfaces à aménager (sur la base d'1 ha par ménage), de faire réaliser les études de faisabilité et de confier la réalisation des travaux lourds (réseaux d'irrigation et de drainage, endiguement, planage, construction d'ouvrages de génie civil) à l'entreprise. Les travaux de finition étaient à la charge des bénéficiaires (diguettes intermédiaires et planage complémentaire). La conception de ces PIV a tenu compte de l'expérience et des leçons tirées de la première vague d'aménagement réalisée sur le fleuve Sénégal et introduit des innovations visant à réduire les risques de dysfonctionnement (autonomisation de petites surfaces) et facilité l'appropriation par les groupements d'utilisateurs. Les formations pour le fonctionnement et l'entretien (pompistes, mécaniciens) ont ensuite été dispensées à des acteurs locaux ainsi qu'un accompagnement à l'établissement des règles d'utilisation des PIV. Un remembrement et une redistribution des parcelles avaient été organisés préalablement et de manière participative, de façon à permettre l'accès aux terres irriguées au public cible. Le conseil agricole a été sous-traité à la SAED. La supervision, la formation et l'entretien des ouvrages hydrauliques ont été confiés à la direction de l'entretien et de la maintenance et dispensés auprès des organisations paysannes.

51. **Le coût total pour la réalisation de ces 1704,5 ha a été de 4,4 milliards de FCFA** (4,6 milliards prévus pour 1440 ha initialement) soit un coût moyen de 2 828 413 FCFA/ha<sup>7</sup> aménagés par le projet. **(environ 4 300 USD/ha)** hors accompagnement à la mise en valeur et formation.

52. **En matière de développement de l'élevage**, les résultats globaux obtenus par le PRODAM ont été : i) le renforcement des capacités opérationnelles du service de l'élevage dans le département de Matam (dotation d'une camionnette 4x4, de trois motos 125cc, du fonctionnement, réhabilitation de quatre postes vétérinaires et de l'équipement en mobiliers et médicaments) ; ii) la réalisation de trois nouvelles unités pastorales (UP) (8 forages de 280 mètres en moyenne de profondeur, abreuvoirs de 15 m<sup>3</sup> chacun, installation de 16 bornes fontaine, adduction d'eau potable), l'ensemble pouvant accueillir 95 000 UBT<sup>8</sup> ainsi que la réhabilitation de cinq anciennes UP (équipement notamment de moteurs trois cylindres sur les anciens forages, de réservoirs au sol de 700 m<sup>3</sup> et installations d'abreuvoirs de 15 m<sup>3</sup>) ; iii) la construction de cinq magasins de stockage d'aliment du bétail et de cinq parcs de vaccination ; iv) la création et l'appui à l'organisation de trois nouveaux GIE ainsi que

<sup>7</sup> Calcul effectué sur 1578 ha, les 126 ha aménagés par les paysans n'ayant pas engendré de surcoût au PRODAM

<sup>8</sup> 35 000 UBT pour Malandou et Péthiel, 60 000 UBT pour Wendou diohi

la réorganisation de cinq anciens GIE ; v) l'élaboration des plans de gestion des trois nouvelles unités pastorales ; vi) le suivi zootechnique de 18% des troupeaux de la zone par le CSE, l'importation de 60 buffles (15 mâles et 45 femelles du Brésil) du Brésil dont 20 buffles diffusés à crédit en milieu paysan ; vii) le soutien à la ferme de Makhana (construction d'une étable de 24 unités, réhabilitation d'une ancienne étable, acquisition de trois mobylettes et de petits outillages) ; viii) insémination de 153 vaches avec de la semence Holstein ou Montbéliarde dans le cadre de l'amélioration laitière et l'atteinte d'une production moyenne de 10l/jour pour les F1 en première lactation.

53. **La méthodologie d'intervention pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion des UP** ont consisté à regrouper tous les villages et hameaux dans un rayon de 25 km autour des forages et de définir, de façon participative et concertée avec les bénéficiaires et le CSE, l'estimation des ressources en biomasse, le décompte du bétail puis la redéfinition des parcours des animaux. Un suivi de la composition floristique et de la production végétale résultant du traitement de données satellitaires et de vérifications au sol a été réalisé pour chaque UP et matérialisé à travers des cartes de production végétale. Avec une production des pâturages oscillant entre 1 207 et 2 725 kg/ha, les études du CSE ont montré une non-dégradation actuelle de ces espaces. Le découpage en terroirs pastoraux, de villages et de hameaux exploitant traditionnellement les mêmes ressources, ainsi que la mise en place de comités de gestion composés d'éleveurs utilisateurs de ces espaces, ont été à la base de l'élaboration des plans de gestion des parcours. L'organisation des transhumants, la lutte contre les feux de brousse et la coupe abusive des arbres ont ainsi été prises en charge par ces organisations locales.

54. **Le suivi zootechnique et zoo-économique** sur un échantillonnage représentatif (18% des troupeaux) et tous les deux mois a permis de mesurer une amélioration des principaux paramètres d'exploitation des troupeaux (passage du taux de fécondité de 53 à 64%, du taux de mortalité de 13,1 à 6%, du taux d'exploitation de 10 à 15%) traduisant ainsi l'effet des formations et du conseil apporté aux groupements d'éleveurs. **Par contre, les taux de vente sont, eux, restés inchangés, démontrant un maintien des stratégies des éleveurs dans ce domaine .**

55. **Les plans de gestion des UP ont permis une nette amélioration et préservation de l'environnement** avec notamment aucun feu de brousse d'envergure recensé depuis leur mise en application.

56. La mise en place des huit pharmacies vétérinaires villageoises (PVV) a contribué à l'amélioration de la santé animale mais la gestion peu transparente de la dotation gratuite initiale (médicaments, seringues...), par les éleveurs eux-mêmes, a conduit une gestion déficitaire de ces PVV les dernières années du PRODAM.

57. La révision à la baisse des objectifs d'importation de buffles domestiques a néanmoins permis d'introduire 20 sujets à crédit via la CNCAS (remboursable en 3 ans) auprès de groupements et de tester la démarche. Si un suivi sanitaire a pu être effectué par les agents d'élevage, le niveau de mortalité des jeunes (56%), des adultes (13%) et des avortements (10%) dès la première année a demandé une observation plus rapprochée afin de garantir des conditions sécurisantes d'élevage de ces animaux en milieu rural, à terme, dans la zone. Enfin, les résultats attendus en matière de traction animale et d'augmentation de la productivité sur les PIV ne semblent avoir été à la hauteur des espoirs escomptés lors du lancement de cette opération.

58. L'insémination artificielle a été intégrée en 1996 à cette composante afin d'améliorer la production laitière de la race locale Gobra grâce à des croisements artificiels avec les races Holstein ou Montbéliarde. Via cette action, 784 000 litres de lait supplémentaires étaient attendus. **Cette démarche de recherche-action en milieu éleveur a démontré la faisabilité technique (mais non économique) de l'insémination artificielle** ainsi que l'importance d'un contexte socio-économique et spatial plus propice (niveau de formation des techniciens et éleveurs, niveau d'intensification et de concentration des élevages plus important) à la réussite de ce type de programme d'amélioration génétique en milieu réel.

59. Le coût total pour cette sous-composante « développement de l'élevage » a été de 616 019 DTS hors accompagnement et infrastructures.

### **Financement du monde rural**

60. Le financement du monde rural était envisagé dans le cadre du PRODAM à travers deux axes : i) la mise en place d'une ligne de crédit à gérer par la CNCAS pour l'octroi de prêts de campagne, d'équipements et de besoins à court et moyen termes pour des activités génératrices de revenus ; et ii) l'organisation et la formation des bénéficiaires pour la mise en place de caisses locales d'épargne et de crédit.

61. **En matière de mise en œuvre de la ligne de crédit par la CNCAS**, les principaux résultats ont été l'octroi global au 30 juin 2000 de 533 725 635 FCFA de crédit au profit de 65 GIE (16 173 bénéficiaires) avec un taux de remboursement moyen de 97%. Sur les 200 prêts au total consentis durant la période du PRODAM, 98% (soit 189 prêts) ont concerné des crédits à court terme (crédit de campagne<sup>9</sup>) et seulement 2%, des crédits à moyen terme (équipements). Globalement ; l'agriculture irriguée a bénéficié de 90% des montants totaux alloués de crédit (99% de remboursement) contre 8% pour l'élevage (86% seulement de remboursement) et 2% pour la transformation (97% de remboursement). L'objectif de 18 250 bénéficiaires touchés par le PRODAM a donc été atteint à 87%.

62. Les crédits de campagne ont été accordés en 1996 à un taux d'intérêt de 12,50% l'an, sur une durée de 9 mois et avec un autofinancement de 20%. Avec l'application des conditions particulières décidées par le gouvernement dans le cadre de la relance de la production agricole, le taux d'intérêt sur ces crédits est passé en 1997 à 7,5% et l'apport personnel a été rabaisé à 10% du montant de l'emprunt.

63. Un Protocole d'accord entre l'UGP et la CNCAS avait été signé le 14/09/93 suivi d'un accord de rétrocession d'une partie des fonds du Prêt FIDA pour un montant de 1 425 000 DTS tel que prévu dans le rapport d'évaluation. Celui-ci a été redimensionné à l'issue de la revue à mi-parcours (juillet 1998) à 654 000 DTS. Un montant de 495 000 000 FCFA correspondant à la totalité des ressources (après ré-allocation) de la ligne de crédit a été mobilisé par la CNCAS au final.

64. La méthodologie d'intervention a consisté à : i) fournir un appui institutionnel à la CNCAS. Celui-ci s'est traduit par la prise en charge d'un instructeur de crédit pour une durée de trois années, la fourniture d'un équipement informatique complet et d'un véhicule tout terrain pour le suivi des activités de crédit du projet ainsi que la prise en charge de ses frais de fonctionnement, d'entretien et de réparation<sup>10</sup> ; et ii) à sous-traiter ce volet crédit (et ses objectifs) au CNCAS.

65. Les conditions de financement sur la ligne de crédit ont donc été consenties en respect des dispositions suivantes, à savoir : i) que la CNCAS accordait ses concours "à ses risques et périls et suivant ses propres procédures" ; ii) que les requêtes sélectionnées par l'UGP devaient être soumises à l'avis favorable préalable d'un comité de crédit regroupant, autour du PRODAM et de la CNCAS, les représentants des producteurs ainsi que les services techniques départementaux compétents avant leur transmission à la CNCAS pour prise de décision de financement ; et iii) que les porteurs de projet étaient dans ce cadre soumis aux conditions habituelles de financement de CNCAS.

---

<sup>9</sup> Les crédits de campagne concernaient principalement les intrants pour le riz et le carburant pour les groupes de motopompes et dans le secteur de l'élevage, le commerce de bétail sur pied (bovins et petits ruminants), le ré-élevage de jeunes animaux sur pâturage hivernale, (taurillons et antenais), ainsi que le commerce d'aliments de bétail.

<sup>10</sup> Les dépenses arrêtées au 30 septembre 1997 pour cet appui s'élevaient à 37 160 962 FCFA.

66. En conséquence et dès le départ, le PRODAM s'est retrouvé face au refus de la CNCAS d'octroyer des crédits à la quasi-totalité des groupes cibles du fait de leurs impayés antérieurs et toujours en instance auprès de la CNCAS. Les premières actions du projet furent donc, et jusqu'en juin 1996, la restructuration des GIE et l'assainissement de leurs comptes vis-à-vis du secteur bancaire. De son côté, la CNCAS a accepté des reports d'échéances sur ces créances avant projet.

67. Globalement, ce volet a contribué à l'assainissement et la réorganisation de la gestion des OP et GIE ainsi qu'au rapprochement de ces institutions avec le secteur bancaire. 91% des encours ont ainsi pu être consentis pour l'intensification des cultures au sein des PIV. Le développement pastoral n'a pas connu le même succès (9% des encours) du fait essentiellement des modes de conduite transhumant des élevages et de la conduite d'exploitation très extensive des troupeaux. L'importance des impayés et la difficulté de recouvrement n'a pas encouragé la CNCAS dans cette voie. D'autre part, les retards d'impayés sur la traction animale ont bloqué l'extension de ce volet. Enfin, les femmes ont pu bénéficier de 6% du total des encours (tous domaines confondus). Ce relatif faible montant s'explique en partie à leurs difficultés à mobiliser le dépôt de garantie.

68. **En matière de promotion des caisses populaires d'épargne et de crédit (CAPEC)**, les résultats ont été l'implantation de quatre CAPEC inter-villageoises fonctionnelles comprenant, en juin 2001, 1 262 adhérents permanents dont 44% de femmes. Le montant total des capitaux sociaux libérés s'élevait à 3 858 500 FCFA (pour 1 629 parts<sup>11</sup>) et l'ensemble des ressources propres pour ces CAPEC (droits d'adhésion, ventes de livrets, intérêts payés par les bénéficiaires de crédits, intérêts des placements bancaires...) se montait à 2 232 149 FCFA. Bien que les opérations de dépôt n'aient commencé qu'en 2000 pour les CAPEC de Bilbasi et Beela et 2001 pour les autres, le montant total s'élevait à 51 millions dont 10,4 millions en dépôt à vue, 38,4 millions en dépôt à terme et 2,2 sous forme d'autres dépôts.

69. Pour un montant total de 10 076 000 FCFA, 171 prêts ont été accordés (85% des prêts octroyés à partir du 1<sup>er</sup> semestre 2001). Les crédits ont été consentis dans les secteurs productifs du commerce (82%), de l'agriculture (10%), de l'élevage et de la pêche. Des crédits sociaux dits d'urgence ont également été dispensés dans des conditions de décision facilitée. Le plafond de ce type de crédit était fixé à 15 000 FCFA. De façon générale, le montant global des crédits apparaît faible au regard de celui des dépôts. Ceci traduit la politique prudentielle de démarrage des CAPEC et leur niveau actuel d'activités.

70. La démarche méthodologique a consisté, au cours du premier trimestre de l'année 1995, à réaliser une enquête socio-économique conduite par l'UGP, puis de la restituer au groupe cible à travers un atelier organisé en juin de la même année afin de s'assurer d'une part de l'adhésion des populations à ce programme et, d'autre part, de convenir de manière participative des lieux d'implantation de ces futures CAPEC et de leurs plans d'action. Quatre CAPEC (contre huit proposées à l'évaluation du projet) ont ainsi été retenues en raison notamment de l'étendue et des densités de population dans la zone.

71. Une première agence d'exécution, le CEPIC<sup>12</sup> (mars 97, août 1999) a ensuite laissé, pour cause de défaillance, le marché de la mise en œuvre de ce volet au BAARU<sup>13</sup> (septembre 1999, décembre 2000). La démarche opérationnelle s'est divisée en trois étapes (phase pilote de 30 mois, phase d'extension de 13 mois puis phase de consolidation) au cours desquelles l'animation, les formations et les visites d'échanges ont permis l'émergence de ces quatre CAPEC aujourd'hui fonctionnelles et reconnues par la loi 95.03 portant réglementation des institutions mutualistes

---

<sup>11</sup> Le nombre de parts sociales est fixé à un minimum d'une par personne physique et quatre par personne morale.

<sup>12</sup> Le Consortium d'études de promotion industrielle et commerciale.

<sup>13</sup> Le Bureau d'appui à l'auto-promotion rurale.

d'épargne et de crédit au niveau du Ministère de l'économie et des finances. Cette dynamique reste encore fragile, l'essentiel des frais généraux des CAPEC étant encore entièrement couvert par le PRODAM à la fin du projet.

72. Le programme d'implantation des CAPEC était néanmoins prévu, à l'évaluation du projet, sur une durée de sept années (démarrage en même temps que les autres composantes du projet) mais la complexité de l'intervention (activité nouvelle dans la zone) et la précarité des conditions de vie des bénéficiaires (obsolescence de l'outil de production, non-exploitation des PIV dans plusieurs villages, créances importantes de la CNCAS...), rendait difficile une animation sur l'épargne dès cette date. Pour ces raisons, le programme d'implantation des CAPEC n'a connu de démarrage effectif qu'en mars 1997, après la mise en exploitation du premier lot des PIV.

73. Le coût total pour cette composante « financement du monde rural » a été de 943 711 DTS hors accompagnement et infrastructures.

### **Renforcement des capacités locales**

74. **En matière de renforcement des capacités**, les principaux résultats du PRODAM ont été :

i) la formation de 214 formateurs (agents de l'UGP et des services partenaires et spécifiquement les conseillers agricoles, les conseillères en promotion féminine et les agents techniques de l'élevage) sur 24 thèmes différents. Ces formations ont permis l'amélioration de leurs capacités techniques, professionnelles et d'encadrement ainsi que leur communication auprès du monde rural ; ii) la formation spécifique de 1 913 responsables (dont 37% de femmes) en gestion et en matière d'organisation des groupements menée auprès des membres des bureaux (présidents, trésoriers...) mais également des magasiniers, des aiguadiers, des pompistes, des groupements féminins, des auxiliaires d'élevage et des membres des comités de forage. Ces formations ont notamment permis l'identification avec les bénéficiaires des principaux documents de gestion correspondant à leurs besoins réels en la matière ; iii) la formation technique (vulgarisation agropastorale et environnementale) des membres de GIE et de groupements de promotion féminine (GPF) pour la réalisation des activités de production agricole, maraîchère et de promotion féminine dans la zone du Walo, Falo et Ferlo ; iv) l'alphabétisation et la postalphabétisation de 9 663 auditeurs (dont 48% de femmes) à travers 145 centres et la réalisation de 42 documents ou manuels de support à la postalphabétisation.



**Photo 1. Jeune participante à l'atelier d'évaluation conjointe.**  
**FIDA, J.P. Audinet**

75. La méthodologie d'intervention, en matière de conseil agricole, a consisté à organiser un diagnostic participatif ciblé au sein des villages afin de faire participer les agriculteurs à l'identification des contraintes liées aux activités de production et de trouver avec eux des solutions adaptées. Deux constats majeurs sont ressortis, à savoir, au niveau des aménagements, la vétusté des périmètres et des groupes motopompes (GMP) engendrant des pannes fréquentes, des tours d'eau longs mais également l'état prononcé de dégradation de ces aménagements, la petite taille des parcelles, la cherté du gasoil et le manque de mécaniciens. Au niveau des cultures, les contraintes ont été identifiées et les thèmes techniques retenus pour chacune d'elles. Le contenu des programmes a été ensuite élaboré prenant en compte l'ensemble de ces aspects mais également ceux plus larges concernant l'exploitation et l'encadrement des GIE, notamment sur les aspects liés à l'organisation, à la gestion, au partenariat et au contact avec les opérateurs privés. C'est ainsi que le projet a joué un rôle de facilitateur en amenant par exemple les producteurs et les commerçants à discuter de la commercialisation du paddy. Les activités de vulgarisation se sont articulées autour des visites de terrain, du conseil d'équipement, de la démonstration, des voyages d'échange d'expériences et de la

tenue de journées-bilan. Le programme de formation technique des membres et de vulgarisation a touché tous les villages bénéficiaires de périmètres irrigués dans la zone Walo, ainsi que les groupements d'éleveurs des unités pastorales et des villages polarisés par les anciens forages dans la zone Ferlo.

76. En matière d'actions menées au profit des GPF, la méthodologie d'intervention a consisté à démultiplier les formations reçues par les agents d'encadrement ainsi que par quelques "novatrices" choisies par les groupements féminins. Les thèmes enseignés aux femmes ont porté sur le reboisement, la teinture, l'hygiène, la santé et la nutrition. Chaque groupement féminin (plus de 4 000 femmes au total) a désigné des "novatrices" dans les différents secteurs d'activité chargées d'assurer la démultiplication des techniques acquises aux autres membres du groupement.

77. En matière d'alphabétisation, l'objectif global poursuivi initialement par le projet était de former les responsables de groupements afin qu'ils maîtrisent l'écriture, le calcul et qu'ils soient capables d'interpréter et de tenir correctement les documents liés à la gestion de leurs activités. Cet objectif a été ensuite élargi aux autres membres afin que tous les bénéficiaires des programmes de formation aient des compétences en écriture, lecture et calcul leur permettant de recevoir et d'appliquer les modules de formations techniques et socioprofessionnels leur étant dispensés. La méthodologie était basée sur l'alphabétisation fonctionnelle via des centres d'alphabétisation. Chaque centre était géré par un comité d'alphabétisation responsable du fonctionnement des classes, de la sensibilisation des populations à l'action d'alphabétisation et du recensement des participants. Le comité était désigné par la population et choisi parmi les participants. L'appui du PRODAM pour le fonctionnement des centres consistait en l'achat du matériel didactique, l'équipement des classes (tableaux noirs, tables, bancs...), la formation des alphabétiseurs, l'appui financier aux comités, la supervision et l'évaluation des programmes. Les populations se chargeaient de construire l'abri, d'acheter leurs fournitures (cahiers, craies, bics...) et d'entretenir les équipements. L'exécution des différentes campagnes a été sous-traitée à des opérateurs locaux<sup>14</sup>. À la fin de chaque campagne, un test de niveau était organisé. Les meilleurs candidats étaient sélectionnés et recevaient une formation complémentaire de quelques semaines afin de rendre autonome à terme le fonctionnement des centres et de former, après les relais, des alphabétiseurs et parmi les meilleurs d'entre eux, les superviseurs locaux. La méthode mise au point par ACOPAM/BIT et dénommée Programme d'alphabétisation fonctionnelle pour l'autogestion des périmètres irrigués (PAAP), testée en 1996 au niveau de huit centres du Walo, a donné de bons résultats surtout au plan de la mobilisation des adultes. Le taux d'assiduité a été relevé à plus de 70%. Cette méthode d'alphabétisation a mis l'accent sur la gestion des activités, et permis en partie de résoudre le problème crucial du fonctionnement correct des organisations paysannes (transparence et gestion démocratique).

78. Le coût total pour cette composante «renforcement des capacités locales» a été de 333 431 DTS hors accompagnement et infrastructures.

## **Pistes**

79. En matière de pistes, les principaux résultats du PRODAM ont été la construction de deux ponts de 113 mètres chacun (et de 3,5 m de largeur) à N'Douloumadji et Diowol afin de permettre la traversée en toute saison des deux principaux défluent du fleuve Sénégal (le Diamel et le Yédia). Deux dalots cadres, cinq ouvrages busés et deux radiers submersibles en béton ont également été construits par le projet.

80. Initialement, il était prévu de réaliser des pistes de production afin d'assurer la liaison des villages concernés par le programme à la route longitudinale (Matam - Koundel - Woudourou - Gababé - Diorbivol - Horéllondé) ainsi que le rattachement de cet axe périphérique à la route

---

<sup>14</sup> (GIE PUDAL de Matam, Association pour le développement de Ourossogui (ADO), Fédération des associations du Fouta pour le développement (FAFD), Projet intégré de Podor (PIP) et Fedde-Services-Développement de Ndiourn (F.S.D.)



nationale n°2 par des bretelles transversales (Diobivol - Horéfondé, Gaol - Thilogne, Woudorou-N'Douloumadji) avec traversée du Diamel. Cependant, les ressources disponibles n'ont pas permis de réaliser tous ces travaux (offre mieux disante de l'appel d'offres de 3 390 008 594 FCFA contre 1 559 000 000 FCFA d'enveloppe disponible). Il a donc été convenu de subdiviser les travaux en deux phases: i) la réalisation des ponts et ouvrages permettant un accès à la zone du projet en toute saison avec un minimum de désagrément ; et ii) celle des travaux de terrassement (construction de la piste avec couche de roulement en latérite) facilitant la circulation en toute saison, convenue de mettre en œuvre dès disponibilité des financements :

81. La méthodologie utilisée a été celle de la mise en concurrence par appel d'offres et la réalisation des travaux à l'entreprise. La finalisation des axes (traitement des points critiques) reste à réaliser ainsi que la mise en place d'un système local et autonome d'entretien des pistes.

82. Le coût global de ce volet s'est élevé à 1 559 000 000 FCFA pour les ouvrages de franchissement et à 76 000 000 FCFA pour le début des traitements latéritiques.

### III. IMPACT DU PROJET

#### A. Impact sur les ressources matérielles et financières des ménages

##### Capital productif des exploitations familiales

83. Le capital productif des exploitations familiales est principalement composé de la terre, de l'accès à l'eau, du cheptel, du matériel et des petits équipements. Depuis cinq ans, il a été noté des changements globalement positifs au sein de la zone d'intervention du PRODAM sur l'ensemble de ces domaines. Ainsi, 4 934 personnes ont finalement été concernées par l'aménagement des périmètres irrigués villageois dont 1 484 chefs de foyers et 3 450 femmes au niveau des périmètres maraîchers. Au total, 16 324 personnes environ ont très directement bénéficié de l'aménagement des PIV et des terroirs pastoraux.

84. La réalisation des PIV et l'approche foncière menée par le PRODAM ont généré de nombreux points positifs. L'un des impacts les plus significatifs du projet par rapport à cette problématique foncière a été la **promotion effective de l'égalité de l'accès à la propriété foncière**. Traditionnellement, la propriété de la terre était commune au lignage, mais elle était concentrée aux mains des grandes familles. Ces dernières décidaient ainsi des partages et de la distribution des espaces cultivables.

85. **L'introduction par le PRODAM des GIE**, composés de l'ensemble des ménages, et la distribution des parcelles selon le nombre des foyers (ménage étendu) **ont créé une égalité certaine dans l'accès à la terre et permis aux catégories sociales marginalisées et exclues du processus traditionnel de décision d'avoir leur terre au même titre que les autres**. Ceci a induit non seulement une égalité dans l'accès mais aussi une égalité dans la propriété et dans l'occupation de l'espace productif en uniformisant le critère à travers la formule « un hectare par ménage étendu ».

86. **Les changements induits par le PRODAM, dans l'esprit d'appropriation collective des aménagements, sont soulignés avec force par les bénéficiaires**, et ceci comparativement à leur expérience avec la SAED. Au temps de cette dernière, même si les aménagements étaient exploités collectivement, ils étaient souvent liés à des individualités. En fait, l'aménagement « appartenait » à la personne qui avait pris l'initiative de former un GIE et de contacter la SAED pour « avoir un périmètre aménagé ». Aujourd'hui les PIV appartiennent à l'ensemble des ménages du GIE et chacun se l'approprie. Il n'y a pas de préséance ou de gradation dans la propriété. Il n'y a pas surtout de primauté de décision individuelle liée à l'initiative.

87. Indirectement, l'égalité dans l'accès à la terre et **la mise en place des outils institutionnels** organisant les populations dans des GIE, c'est-à-dire dans des structures formelles, **ont eu pour conséquence de promouvoir et d'enclencher une tendance de démocratisation des rapports sociaux et ont ouvert des perspectives de participation et d'accès au pouvoir décisionnel pour les couches les plus défavorisées.**

88. De plus, **la réorganisation ou restructuration des groupements a corrigé, dans le sens de l'égalité et de l'efficacité, la mise en valeur des aménagements.** Les anciens GIE étaient souvent organisés sur une base familiale ou plus précisément certaines familles s'organisaient en GIE. La réhabilitation introduite avec le recensement, la définition et l'identification précise des «foyrés» avec les populations locales ont permis de reconstituer les GIE sur des bases plus saines.

89. **La stratégie de valorisation des aménagements, basée sur le principe de la mise en commun des ressources des ménages, à travers les GIE, s'est révélée une approche très pertinente pour promouvoir le développement et la résolution des problèmes des PIV.** En effet, aucun ménage pris isolément n'avait les moyens de prendre en charge les coûts d'exploitation de sa parcelle mais l'ensemble des ménages, en accédant au crédit comme GIE, a ainsi pu collectivement mobiliser les ressources nécessaires.

90. Dans l'analyse comparative de leur situation, **les populations soulignent également un changement majeur par rapport aux expériences précédentes lié à l'augmentation de l'espace affecté à chaque foyré.** « Avec le PRODAM nous avons plus de terre. Chacun de nous a un hectare ce qui est suffisant normalement pour une famille moyenne. Avant, nous n'avions que 0,25 ha et donc la production ne couvrait aucunement nos besoins alimentaires ».

91. **Néanmoins** et bien que les aménagements aient eu des impacts positifs majeurs sur les populations cibles du projet, **un certain nombre de points problématiques sont restés en suspens.**

92. **Le problème premier est celui de l'équité, conséquence de l'uniformisation de la taille de la parcelle octroyée au sein du PIV.** En effet, quelle que soit sa taille, le foyré n'a droit qu'à un seul hectare. Des foyrés composés de 20 membres avec plusieurs ménages ont le même espace que ceux composés de cinq et avec un seul ménage. Or, la taille des foyrés détermine leurs besoins et impliquerait une adaptation des ressources en conséquence.

93. **L'enjeu économique suscité par les aménagements peut devenir alors source de situations conflictuelles entre familles.**

94. **La marginalisation des femmes dans les mécanismes décisionnels de la gestion des PIV** s'est observée alors que le travail de ces dernières est déterminant dans l'exploitation de ces périmètres. Les hommes décident de l'utilisation de la production et des revenus tirés de cette production. L'absence de femmes dans les bureaux des PIV affecte leur motivation en particulier pour la contre-saison parce qu'elles préfèrent en général se consacrer aux activités agricoles leur permettant d'avoir leur propre revenu.

95. **La pleine valorisation des investissements et l'exploitation des aménagements souffrent des difficultés d'écoulement de la production. Ces problèmes de commercialisation affectent donc négativement les niveaux de rentabilité des périmètres aménagés. Ceci constitue directement un obstacle sérieux à la double culture qui était un des changements attendus du PRODAM.** Ceci accentue également les difficultés de remboursement des crédits ainsi que l'obtention de nouveaux prêts pour une campagne de contre-saison dont la rentabilité est généralement moindre.

96. **La croissance régulière des coûts d'exploitation des PIV** (croissance du prix du gasoil et des intrants et stagnation du prix du paddy) a néanmoins permis l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire des familles bénéficiaires mais **les coûts d'entretien de ces PIV** (mouillage régulier en

saison sèche) **expliquent en partie la non-mise en application des recommandations à ce niveau par les GIE. La durabilité à terme de ces investissements risque donc d'en être affectée.**

97. **Enfin, le non-suivi pédologique des aménagements ne permet pas, à ce stade, de connaître l'évolution de la salinité des sols et les risques d'abandon temporaire des parcelles (« technique d'irrigation itinérante de la vallée du fleuve ») tel que cela s'est produit avec les aménagements précédents.**

98. **L'aménagement des terroirs pastoraux a permis une augmentation significative et l'extension des surfaces de pâturage exploitable.** La charge hectare s'est ainsi élevée dans le département à 95 0000 UBT supplémentaires via notamment la mise en place, l'ouverture et la mise en exploitation de trois unités pastorales équipées de points d'abreuvement (forages de grandes profondeurs). Le suivi écologique n'a montré aucune évolution négative du couvert végétal sur les 85 741 ha observés entre 1998 et 1999. Les paramètres d'exploitation des troupeaux se sont améliorés. Les plans de gestion des parcours, élaborés et mis en œuvre par les organisations pastorales sont actuellement menés de façon rationnelle. Il est à noter à ce jour une exploitation et un attrait croissant de ces zones par les troupeaux des villages avoisinants.

99. **Au niveau du capital productif, l'accès à l'eau s'est amélioré** en quantité et en qualité pour les aspects liés à la production végétale et animale dans les 12 terroirs touchés par le PRODAM. Ce changement est dû à la mise en place des PIV ainsi que des forages pastoraux. Par contre, l'arrêt des crues favorables aux cultures dans le walo, suite à la mise en service du barrage de Manantali en amont de cette zone, a très fortement réduit les surfaces et donc les productions issues des cultures de décrue ainsi que les volumes de poissons récupérés annuellement par la population locale. De même, cette forte modification du régime hydrique du fleuve a contribué à la non-recharge de la nappe aquifère superficielle et au tarissement de nombreux puits dans la zone. En conséquence, certains foyers sont agrandis par des membres élargis de la famille attirés par ces espaces devenus plus productifs et sécurisés.

100. Le **cheptel** a aussi globalement augmenté en volume ces cinq dernières années. Ce changement a été induit d'une part avec l'arrivée des troupeaux des réfugiés mais également par la croissance du cheptel en place. Cette amélioration est due en partie à la mise en service des unités pastorales mais aussi des PVV. Le renforcement des capacités des services techniques et des capacités organisationnelles des GIE a donné de bons résultats notamment en matière de lutte contre les feux de brousse et en santé animale. La qualité principalement laitière du cheptel bovin de certaines fermes a aussi progressé grâce à l'opération « insémination ».

101. **Le matériel d'exploitation** s'est développé au cours de cette période mais essentiellement autour de la mise en valeur des PIV (motopompe, tracteur de la fédération, buffles pour quelques GIE). L'approche semblerait avoir permis en grande partie de toucher effectivement le groupe cible. Il est à noter par contre une faible évolution du matériel de culture sur Dieri au niveau régional s'expliquant à la fois par la faiblesse des moyens des agriculteurs, par les spéculations essentiellement vivrières emblavées pour l'autoconsommation ainsi que par la quasi-absence d'offres de services dans la zone.

#### **Autres éléments du capital d'exploitation, infrastructures de communication et accès aux marchés**

102. L'habitat et les autres biens durables au sein des exploitations familiales et villageoises ne semblent pas avoir changé de manière significative depuis le démarrage du PRODAM. Les infrastructures routières sont restées à l'identique excepté les quelques ouvrages de franchissement réalisés par le projet permettant aujourd'hui un accès quasi permanent sur certains axes. L'accès aux marchés et notamment celui concernant les cultures maraîchères ne s'est donc pas véritablement amélioré posant ainsi le problème de l'écoulement à un prix rémunérateur des marchandises et ceci malgré les appuis du projet aux GIE sur ce domaine

## Patrimoine économique et financier

103. Le patrimoine économique des exploitations familiales semble avoir légèrement évolué depuis 1995. Les activités rurales restent sensiblement les mêmes avec toutefois un développement de la riziculture irriguée et de l'élevage. Le maraîchage ainsi que le petit commerce ont également vu leur niveau d'activités s'amplifier et concernent essentiellement les femmes. Ce changement est en partie dû aux actions du PRODAM en matière d'aménagement et de crédits dans le département de Matam.

104. Le patrimoine financier a lui aussi changé positivement sur la zone du projet. La capacité d'épargne et de thésaurisation a augmenté grâce, en partie, à l'amélioration de la situation climatique depuis 1990 mais le transfert des revenus issus des émigrés reste toujours très important au niveau de la zone. Cet argent est principalement investi dans le domaine de l'élevage mais aussi dans les formules d'épargne des institutions financières comme les CAPEC (voir résultats sur dernier semestre du projet). L'endettement auprès d'institutions financières s'est étendu avec la mise en place du réseau de quatre caisses inter-villageoises et la possibilité d'accès aux prêts du CNCAS suite à la quasi-épuration de la situation antérieure. La portée sociale de ce changement en cinq ans est importante et concerne pratiquement tous les ménages des villages du programme mais à des degrés variables. Ces revenus monétaires supplémentaires sont généralement destinés à améliorer la qualité de la nourriture et faire face aux problèmes de santé avec moins de difficultés.

105. Le PRODAM a contribué d'une façon majeure à ces changements en donnant notamment aux institutions financières les moyens de développer leur réseau ou de renouer le dialogue avec les paysans et organisations paysannes. Cette dynamique bien que toujours fragile semble s'orienter vers une certaine durabilité.

## B. Impact sur les ressources humaines

### Sécurité alimentaire et nutritionnelle

106. Selon les assemblées populaires villageoises menées dans le cadre de l'évaluation (présence des hommes, femmes et jeunes dans une même réunion), les rendements du riz ont presque triplé dans le walo, passant de 2,5 tonnes/ha à 7 tonnes/ha avec des pointes de 11 tonnes/ha depuis l'avènement du PRODAM, et ceci, notamment au cours des premières années. L'objectif de départ qui était de 8 000 tonnes de paddy devrait osciller autour de 12 000 tonnes en année de croisière. Les paysans qui ont fait du maraîchage n'ont pas eu besoin de vendre leur riz pour avoir de l'argent. Les revenus monétaires ont augmenté et l'argent circule dans la zone. Le PRODAM a donc contribué significativement à l'amélioration de la sécurité alimentaire au sein des villages cibles.

107. Dans le cadre de ce même processus d'évaluation, une enquête anthropométrique et socio-économique a été conduite a posteriori aux interventions du PRODAM et séparément dans les zones du Walo et du Ferlo. Cette étude visait à mesurer, de manière indirecte, l'impact du PRODAM sur les états nutritionnels des enfants de 6 à 59 mois et de leurs mères biologiques ou non au sein des villages ciblés par le projet. Elle a utilisé la méthode de comparaison avec des villages témoins qui n'ont pas connu les mêmes types d'intervention. Au total, 3 600 sujets dont 900 enfants ont ainsi été enquêtés.

108. **Dans la zone du Walo, cette enquête révèle une malnutrition aiguë très importante chez les enfants de moins de cinq ans** avec une prévalence de 25,8% dans les zones PRODAM et de 28,9% dans les zones témoins (10,2% de formes sévères et 15,6% de formes modérées en zones PRODAM contre 9,3 et 19,6% respectivement en zones témoins) posant un problème assez sérieux en termes de morbidité et de mortalité infantile. **La différence entre zone PRODAM et hors intervention est peu significative.** La malnutrition chronique est de 13,4% des enfants en zone PRODAM et de 18,4% des enfants des villages témoins. Il est à noter ici le caractère précoce

d'installation de la malnutrition chronique dans les deux zones. La malnutrition globale, elle, est de 33,5% dans les zones PRODAM et 36,7% dans les zones témoins. Il est entendu que les interventions menées dans les zones PRODAM ne ciblaient pas spécifiquement la lutte contre ce type de malnutrition, bien que certains facteurs de risque pouvaient être réduits grâce à des interventions rendant disponibles les produits alimentaires en quantité et en qualité. L'état nutritionnel des mères révèle également chez ces dernières un déficit énergétique chronique sans différence importante entre la zone PRODAM et la zone témoin.

109. **Dans la zone du Ferlo**, le taux global de malnutrition aiguë dans les villages PRODAM est estimé à 37,4% pour 23,7% dans les villages témoins. La forme sévère intéresse 14,7% et la forme modérée 22,7%. Il donne un taux global de malnutrition chronique de 24,7% dans les villages PRODAM et 27,7% dans les villages témoins. La distribution du déficit énergétique chronique intéresse 20% des femmes des villages PRODAM pour 31,2% des villages témoins. Les différences sont ici non négligeables. La tendance de la distribution est quasi similaire, les femmes des zones PRODAM ayant une plus grande tendance vers le surpoids.

110. **En termes de sécurité alimentaire** et sur la zone du Walo, la production de riz est écoulée dans 50% des cas selon les enquêtées. En ce qui concerne la production agricole, en général, elle permet aux bénéficiaires dans 63% des cas de se procurer de l'argent mais la disponibilité régulière dans l'année de céréales a été évoquée que par 23% des enquêtées. La période de soudure peut s'expliquer par la vente de cette production agricole (remboursement d'emprunts, achats de première nécessité...). Elle peut expliquer également en partie les résultats de la situation nutritionnelle présentée ci-avant.

111. Au niveau du Ferlo, le FIDA aurait contribué à l'amélioration de l'alimentation de 85% des enquêtées. Dans cette frange, cette amélioration a été quantitative dans 53,3% des cas, qualitative pour 97,6% des enquêtées, et a permis une diversification dans 60% des cas. Mais ces résultats sont à prendre avec précaution au dire même des responsables de l'étude<sup>15</sup>. Les spécificités agro-écologiques de ce milieu et des résultats incertains du point de vue des récoltes peuvent compromettre la sécurité alimentaire et de la disponibilité de l'offre alimentaire. Les 93,3% des enquêtées disent ne pas disposer de céréales toute l'année (période de soudure). Cependant, selon la durée de l'indisponibilité de céréales, un deuxième déterminant de la sécurité alimentaire, c'est-à-dire la stabilisation de l'offre se trouve affectée. Les effets conjugués de ces deux contraintes à une alimentation correcte peuvent expliquer dans un court délai les fortes prévalences de malnutrition aiguë.

112. L'impact du PRODAM n'aura donc pas, dans ce domaine, permis de changer significativement les situations même si les niveaux de production et de rendement semblent avoir triplés sur le Walo lors des premières années d'aménagement et l'importance du cheptel s'être fortement accentuée sur les nouvelles aires de pâturage.

### **Santé et accès à l'eau**

113. Les données cumulées montrent un accès à l'eau en provenance des puits qui est plus répandu (94%) par rapport au forage (6,38%) en zone de Walo.

114. Dans le Ferlo, 27,4% des femmes ont recours aux puits et 40,5% utilisent le forage.

115. L'accès à l'eau est important tant pour la productivité agricole que pour l'hygiène de l'environnement. En ce qui concerne l'hygiène hydrique, il est un déterminant connu pour les maladies diarrhéiques, la malnutrition et d'autres infections. L'analyse ici est limitée en raison de l'absence de données épidémiologiques sur la situation sanitaire dans les zones concernées.

---

<sup>15</sup> « ...En effet la validité des résultats concernant la quantité est à prouver d'autant qu'il existe des méthodes plus appropriées pour explorer cet aspect... ».

Néanmoins, sur le plan sanitaire, les populations semblent être plus vulnérables au paludisme avec la présence de l'eau stagnante dans les rizières.

### Capacités locales

116. Dans l'analyse comparative de l'évolution de leur situation et de l'impact du projet, les populations mettent en avant **le renforcement des capacités institutionnelles et techniques par la formation et l'alphabétisation**. Les programmes de formation adaptés et ciblés **ont permis la maîtrise et l'utilisation des outils de gestion administrative et comptable des organisations de base et une plus grande maîtrise de l'économie et des dépenses familiales**. L'alphabétisation, en plus de ces effets sur la promotion des droits sociaux à l'éducation, a joué comme support essentiel pour l'assimilation des formations techniques thématiques. Elle a probablement un impact positif sur l'égalité des statuts sociaux grâce, en partie, à l'éducation.

117. **L'impact en termes de renforcement des capacités est d'autant plus porteur dans ce domaine que ce sont les femmes et les jeunes qui en ont le plus bénéficié**. Le choix au sein des villages des relais jeunes pour dispenser les cours d'alphabétisation renforce le statut social de ces derniers (hommes et femmes) et leur confère une autorité intellectuelle certaine. De plus, la formation dispensée est une formation qualifiante pouvant assurer une source de revenus au-delà de la durée du projet. Certains de ces jeunes ont été engagés et payés par des ONG comme alphabétiseurs. Similairement, les organisations féminines ont vu leurs performances augmenter car « elles gèrent mieux leurs rentrées et sorties, gèrent mieux le budget familial et savent combien et comment elles doivent rembourser leur crédit ». Néanmoins, l'évaluation populaire révèle une propension à l'émigration pour certains animateurs et alphabétiseurs relais formés depuis la fin du projet tandis que des retours sont notés à l'instar de cet « émigré de Gabon qui a confirmé que son retour était lié à l'aménagement du PIV. ».

### C. Impact sur le capital social et les capacités collectives

#### Capital social et organisations rurales

118. **Dans le domaine de l'organisation et de la structuration des populations, le projet a initié une expérience remarquable liée à la promotion des réseaux et structures associatifs ainsi qu'à la mise en place d'outils institutionnels partenaires du projet**. Ces derniers ont permis un renforcement du capital socio-organisationnel des communautés ainsi qu'une mise à contribution effective de ce dernier. Les GIE, les groupements féminins, les comités de gestion des infrastructures, les comités pour l'alphabétisation, les unités pastorales, les mutuelles de crédit ont ainsi tous constitué des espaces de communication et d'échanges qui ont renforcé la cohésion communautaire et ouvert des perspectives à la participation citoyenne.

119. **Le renforcement des capacités et la promotion des réseaux associatifs a pu également concourir à l'éclosion de structures devenues des lieux de concertation, de mobilisation des ressources, d'auto-prise en charge, de future force de pression et de proposition alternative**. À cet égard, le cas de la fédération, mise en place par les GIE partenaires du PRODAM, est intéressant. Dynamique, elle a d'abord joué une fonction de lien entre les différents villages la composant dans le cadre de la diffusion de l'information, de la résolution des problèmes et de la médiation sociale. Parmi les initiatives importantes à son actif, il est possible de mentionner l'organisation de la régularité de l'approvisionnement en intrants agricoles (engrais) qui a eu pour effet de baisser les prix et de lutter contre la spéculation des fournisseurs. Elle a également permis de solutionner le problème de la maintenance et des réparations sur les motopompes par contractualisation avec un mécanicien pour chacune des zones ou groupes de villages. La fédération a agi aussi en tant que facilitateur entre les mutuelles de crédit et les GIE et contribué à la résolution des conflits. Elle a même demandé et a été reçue en audience par le Président de la République pour plaider en faveur d'une deuxième phase du

PRODAM. «Nous constatons que la majorité des agriculteurs, quand ils ont des problèmes s'adressent à la Fédération, ce qui prouve bien son utilité et son importance».

120. **Cependant et malgré les acquis incontestables, des insuffisances persistent** encore et leur prise en compte est cruciale pour la pérennité même des actions réalisées. **Les performances des organisations des usagers varient et certaines ont des difficultés manifestes à gérer et à bien entretenir les infrastructures. Les outils de gestion fournis par le projet et sur lesquels les usagers ont été formés ne sont pas systématiquement tenus ou mal tenus.** Beaucoup de présidents des GIE et des comités de gestion ont été réticents aux programmes d'alphabétisation et n'ont donc pas pu profiter des formations thématiques. Les livres de compte sont tenus par une autre personne qui assiste le Président et en cas de départ de cette personne le système comptable peut s'arrêter. En outre, les instances de ces organisations ne sont pas renouvelées et le fonctionnement administratif laisse parfois à désirer. Ceci montre l'importance de la formation de base qui donne les éléments essentiels nécessaires à la compréhension et au fonctionnement des organisations et donc permet aux membres de mieux contrôler la gestion des bureaux. Cependant, l'optimisme est de mise, et l'apprentissage actuel permettra de consolider les acquis et de développer les performances et les capacités gestionnaires des organisations.

### **Problématique des femmes**

121. **Dans la zone du projet, la contribution des femmes à la survie des ménages est essentielle.** En plus des tâches domestiques et de l'éducation des enfants qui leur sont traditionnellement dévolues, elles constituent avec les jeunes le gros de la main-d'œuvre familiale qui travaille dans les PIV. Les femmes font le repiquage, la collecte et le transport des produits dans les parcelles, le battage et d'autres activités. Ce sont elles qui se chargent de la corvée d'eau.

122. **Bien que ces femmes jouent un rôle social et économique déterminant, leur implication dans le contrôle des ressources et l'accès au mécanisme décisionnel est loin d'être proportionnelle à ce rôle. Elles sont sous-représentées dans les bureaux des GIE.** Dans le recensement des Foyrés, les femmes retenues comme chefs de ménage sont seulement les veuves.



**Photo 2. Les représentantes des groupements féminins à l'atelier d'évaluation conjointe FIDA, J. Ph. Audinet**

Pourtant il n'y a pas que les veuves qui sont dans une situation précaire, il y a aussi les femmes divorcées mères de famille et qui ont le plus souvent en charge l'éducation, la santé et la nourriture de leurs enfants. Même quand les femmes sont membres des instances dirigeantes, leur avis ne compte pas beaucoup parce qu'elles sont minoritaires et le système d'organisation avec ses traditions et ses pesanteurs sociologiques les oblige à des réserves vis-à-vis des hommes. À titre d'exemple, le bureau de la fédération ne comporte qu'une seule femme sur huit membres.

123. **Le PRODAM a cependant eu, selon les femmes, des impacts très importants sur leur groupe social via le renforcement des capacités des organisations féminines par la formation et l'alphabétisation et la promotion des activités économiques.** Les PIV gérés par des groupements féminins ont permis aux femmes d'avoir un revenu qui leur est propre et dont elles

peuvent disposer pour la satisfaction de leurs besoins et ceux de leurs enfants et de faire face à leurs responsabilités familiales (parents de la femme) et obligations sociales.

### **Cohésion sociale**

124. **L'approche village semble avoir été pertinente au vu du contexte et de la justification du PRODAM.** En effet, même si les rapatriés et les dépossédés étaient issus généralement de la zone et que finalement le réel démarrage du projet n'ait pu intervenir que six ans après le conflit, la méthode d'intervention n'a pas engendré de situation d'exclusion au sein de la communauté. L'impact en termes de réinsertion semble donc avoir été atteint. Ainsi, 79,5% des ménages rapatriés ont pu recevoir une parcelle dans les PIV, les autres n'étant plus présents lors de la redistribution.

125. **Par contre, l'approche « top down » concernant la redistribution du foncier à travers la formule « un foyer, un hectare » ne se rattachait à aucune véritable demande villageoise.** Elle était simplement précisée dans le document de préévaluation. Or un foyer variant de trois à 25 personnes, d'après discussions ont eu lieu avant acceptation de ces conditions par les paysans. Certaines familles semblent alors avoir perdu d'importantes surfaces de walo dans cette approche. Aussi et au démarrage du PRODAM, ce type d'incompréhension n'a pas engendré un renforcement du tissu social communautaire. Néanmoins, l'approche basée sur la participation des bénéficiaires a ensuite permis d'améliorer cette situation

### **Exode rural**

126. Aujourd'hui et d'une manière quasi unanime, ce flux d'émigration semble s'être fortement ralenti. L'amélioration des conditions de vie dans la région par rapport aux années 95 est une des raisons à cette nouvelle tendance. La situation nutritionnelle et alimentaire s'est améliorée grâce à un retour plus normal de la pluviométrie ainsi qu'aux actions du PRODAM.

127. D'autre part, la situation internationale et sous-régionale n'est plus très porteuse en termes d'émigration. Aussi et même si les revenus des ressortissants envoyés régulièrement aux familles restées au village pèsent très fortement sur l'économie locale, la saturation et les expériences malheureuses freinent les départs permanents. Le profil des jeunes qui décident de tenter leur chance semble néanmoins évoluer vers des personnes plus qualifiées ne trouvant pas de travail localement à hauteur de leurs compétences et ambitions.

128. Le PRODAM a donc eu un impact positif en la matière mais limité à sa zone d'intervention, soit 12 villages de moins de 2 000 habitants.

## **D. Impact sur la sécurité alimentaire et économique des ménages**

129. **Les impacts économiques et les changements dans le sens de l'amélioration des conditions de vie ont clairement été cités par les populations lors de l'évaluation. Les effets induits du projet concernent en premier lieu l'augmentation des revenus, elle-même fruit de l'augmentation de la production.** Un agriculteur dans un village non touché par le PRODAM compare sa production à celle des PIV. « Ici on produit 500 kg par hectare, alors qu'eux ils produisent 5 000 kg ». L'aspect important retenu par les villageois est la sécurité alimentaire. Les aménagements ont permis aux ménages de produire suffisamment pour assurer leur sécurité pendant la plus grande partie de l'année. L'autonomie en besoins alimentaires a, en partie, résolu le problème de l'endettement et donne plus de liberté dans la commercialisation et la rentabilisation de la production. Avant les aménagements, les familles étaient obligées de recourir aux crédits des commerçants pour faire vivre leur famille et l'essentiel de ce qu'ils produisaient était destiné au remboursement de cette dette.



130. La valorisation de la main-d'œuvre familiale est passée à 4 000 FCFA/j selon les rapports du bureau du suivi-évaluation de la SAED comparé à l'objectif initial du projet fixé à 2320 FCFA<sup>16</sup>. Selon l'évaluation de l'impact économique du PRODAM réalisé par MGP Afrique, le revenu brut des périmètres irrigués villageois serait de 500 000 FCFA pour un objectif de départ de 400 000 FCFA.

131. **La diversification des activités agricoles a créé des sources de revenus complémentaires** et contribué à l'amélioration de l'état nutritionnel notamment par la consommation des légumes.

132. **L'activité maraîchère a permis de faire des économies sur les dépenses quotidiennes de nourriture.** «Avec le maraîchage nous donnons moins d'argent aux femmes pour l'achat de la ration quotidienne. Les légumes qu'on achetait avant, nous les produisons actuellement et nous les consommons».

133. **L'intervention du projet a suscité une dynamique d'ensemble de développement d'échange entre villages et entre la zone d'intervention et son environnement.** Elle a jeté les bases de l'intégration des populations à l'économie nationale, régionale et départementale. Elle a aussi créé de nouvelles opportunités de génération de revenus et de création d'emplois : emplois dans les PIV qui dans certains cas utilisent la main-d'œuvre des villages avoisinants n'ayant pas bénéficié de l'intervention du projet, emplois liés aux besoins de fonctionnement des organisations des usagers, emplois liés à l'entretien et au fonctionnement des technologies utilisées.

134. **Les actions de désenclavement répondent à des besoins et à des priorités de développement réellement ressentis.** Les populations sont unanimes que le désenclavement a eu des effets majeurs sur les conditions de vie. Ces effets se traduisent d'abord par la rupture de l'isolement de la zone qui est coupée du reste du pays pendant toute la durée de l'hivernage. La construction des ponts et des voies de passage a révolutionné les moyens de transport. Les véhicules sont beaucoup plus utilisés actuellement qu'auparavant. Les populations sont culturellement et intellectuellement également moins isolées et ont plus accès à la diffusion de l'information et des innovations. Le désenclavement a aussi engendré une baisse des coûts des produits de première nécessité et surtout de leur approvisionnement. Il a en outre contribué à l'amélioration de l'état sanitaire des populations qui, faute de structures ad hoc dans leur localité, étaient obligées de se déplacer vers Matam ou les grands villages pour se soigner.

135. **Sécurité alimentaire et nutritionnelle** (voir paragraphe B de ce chapitre).

136. **Production et revenus agricoles.** Comme vu précédemment, une unanimité s'est dégagée sur le fait que la production agricole avait augmenté ces cinq dernières années. Ceci s'est vérifié sur les cultures céréalières, sur l'élevage et sur la production maraîchère. Les techniques culturales ont évolué. Contrairement au passé, les surfaces irriguées par exploitation ont augmenté, globalement pour tous, en raison de la politique menée par le PRODAM.

137. **Les agriculteurs se sont engagés dans un processus d'intensification.** Leur regroupement en GIE leur a permis d'accéder aux crédits de campagne et à la formation. Ils se sont ainsi donnés les moyens de passer à des rendements de l'ordre de 5 tonnes de paddy par hectare leur assurant ainsi la sécurité alimentaire. Celle-ci a d'ailleurs été renforcée par le caractère non aléatoire de la production irriguée (sous réserve du bon entretien des investissements). Au cours de ces cinq dernières années, la production moyenne globale de paddy issue des PIV a été de 4 994 tonnes.

138. **Par contre le potentiel contre-saison est resté très peu exploité**, apparemment pour faute de moyens (nécessité de remboursement des prêts de la première campagne avant l'obtention d'un second) mais également en raison des rendements très modestes obtenus au cours de la première campagne de 1998.

---

<sup>16</sup> Avant l'évaluation.

139. **La couverture des besoins en céréales s'est avérée globalement bonne avec, en moyenne et après cinq années d'exploitation des PIV, une production par habitant et par an de 461 kg de paddy.** Il est à noter tout de même des différences significatives entre village (851 kg à Ndiaffane Belthindé pour seulement 344 kg/an/habitant à Nguidjilone).

140. La quantité de paddy nécessaire aux remboursements du crédit s'élevant en moyenne à 111 kg, **la production de riz disponible pour la consommation a donc atteint en moyenne 350 kg/habitant et par an sur la zone PRODAM soit environ le double de la norme FAO** en matière de taux de couverture qui est de 185 kg. Valorisés à 100 FCFA du kg, les PIV ont produit au cours des cinq années d'exploitation (hivernage et contre-saison) 2,62 milliards de FCFA. Le produit brut hectare est estimé à 502 000 FCFA et celui des ménages à environ 429 000 FCFA.

141. Les jardins potagers ont permis, dans le cadre du programme de diversification des cultures, une production par les femmes de spéculations maraîchères à forte valeur ajoutée telle que le gombo, la pastèque et d'autres légumes, ainsi que de productions faciles à écouler sur le marché local et national (arachide de bouche) et constituant une alternative intéressante à une campagne de riz de contre-saison. **La production globale de produits maraîchers a atteint 1,8 milliard de FCFA sur la période 1997-2000.** D'importants problèmes de commercialisation ont été rencontrés pour l'écoulement des produits périssables.

142. **Les productions du volet pastoral auraient permis de générer par ménage un revenu estimé à 1,46 million de FCFA<sup>17</sup> par an** soit un montant total global de 4,9 milliards de FCFA pour les 3 300 ménages de la zone du Ferlo. Ces résultats seraient dus à l'amélioration de la productivité du bétail, en particulier grâce à la réduction des taux de mortalité et l'augmentation des taux de la fécondité.

143. **Au total, le revenu net par ménage tiré de la riziculture irriguée est estimé à 270 000 FCFA et le revenu net par ha à 325 000 FCFA/ha** (toutes spéculations confondues). Celui des ménages d'éleveurs est donc beaucoup plus élevé (1 465 000 FCFA).

### **Vulnérabilité alimentaire et économique**

144. Depuis 1995, la zone d'intervention n'a pas connu de disette marquée et le niveau de sécurité nutritionnelle et alimentaire a évolué positivement. Les revenus monétaires se sont également améliorés. L'évolution du taux de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté dans le département de Matam n'est pas connue mais est estimée actuellement (et sur la base notamment des résultats de l'enquête nutritionnelle), à 15% environ.

### **E. Impact sur l'environnement et la base des ressources naturelles**

145. De l'avis de tous les acteurs concernés et rencontrés, le couvert végétal de la zone du PS CES/AGF ne semble pas s'être dégradé au cours de ces cinq dernières années.

146. Les études menées sur la zone PRODAM par le CSE ont montré une évolution de 4% des surfaces cultivées entre les périodes 1996 et 1998.

147. La constitution du couvert végétal (savane arbustive claire, savane arborée claire, savane arbustive, savane arborée) n'a pas évolué sur les aspects quantitatifs et qualitatifs. Il semble en être de même sur la faune non domestique même si aucune étude spécifique n'est disponible sur ce sujet.

148. La composition floristique et l'importance de la biomasse des trois unités pastorales du PRODAM ne se sont pas dégradées après leur mise en exploitation. Il est même à noter une sous-

---

<sup>17</sup> Rapport d'achèvement p. 69.

charge en UBT de ces zones aménagées. La présence actuelle du zornia, à très petite échelle, et sa tendance à l'envahissement des pâturages devra néanmoins être surveillée.

149. Les périmètres irrigués villageois n'ont également pas généré de leur côté d'impacts environnementaux négatifs. Les niveaux d'intensification, les types et quantités d'intrants très limités utilisés par les paysans n'ont pas engendré de modifications perceptibles des écosystèmes.

150. L'érosion éolienne est très importante dans le Walo, notamment dans les périmètres irrigués où l'ensablement des canaux d'irrigation constitue un problème permanent. Dans le ferlo, le système de gestion institué par les unités pastorales et le souci de préserver les pâturages (ressource commune) ont permis de limiter la dégradation de l'environnement.

151. Il semblerait que la mobilité des animaux sans pression excessive contribue à la régénération des sols et à la repousse des espèces ligneuses. Cette forme de mise en valeur serait à approfondir (cf le Projet sénégalo-allemand de Widou Thiengoly dans les départements de Dagana Linguère).

152. Les comités de vigilance de lutte contre les feux de brousse institués dans les terroirs pastoraux ont également participé à la protection de l'environnement.

#### **F. Impact sur les institutions, les politiques et diffusion des innovations**

153. Basé sur le *faire faire*, le PRODAM a eu de nombreux impacts positifs sur les institutions publiques et privées dans la région de Matam.

154. Son mode d'actions a ainsi permis d'améliorer le fonctionnement des services techniques du ministère et particulièrement de ceux de l'élevage. D'autres organismes, telle que la SAED ont également pu bénéficier des conséquences positives inter-relationnelles que le PRODAM a su nouer dans sa zone d'intervention. Enfin, les modalités de fonctionnement, de prise de décision et d'orientation du projet, à travers notamment les CCP et CCT ont engendré un renforcement et un rapprochement des services centraux du ministère avec le terrain.

155. Cette politique de *faire faire*, couplée aux actions de formations et d'accompagnement a permis au PRODAM de faire significativement évoluer l'offre de services privés dans son rayon d'action. De nombreux métiers (pompistes, mécaniciens, fournisseurs d'intrants, alphabétiseurs..) ont ainsi été promus et perdurent à ce jour.

**156. L'impact du PRODAM en matière de renforcement institutionnel s'est également observé à travers la capacité actuelle des organisations paysannes à mieux tenir leurs rôles et leurs fonctions vis-à-vis à la fois des paysans et des services publics. La fédération Krawal, structuré à partir de véritables groupements existants antérieurement au Projet, a ainsi vu son rôle fonctionnel s'affirmer auprès de ces membres, notamment en matière de commercialisation et d'approvisionnement en intrants.**

157. D'autre part, les résultats obtenus dans le cadre de l'exécution du PRODAM ont pu être diffusés par le biais de divers canaux de communication, notamment par des contacts directs avec les autres structures, la presse écrite ou audio-visuelle. Cette visibilité a contribué à influencer sur les politiques et favoriser la diffusion des innovations du PRODAM en facilitant les échanges avec d'autres structures et l'adoption de méthodes ou programmes développés dans le cadre du Projet.

158. Concernant la diffusion des innovations et en matière d'irrigation de périmètres irrigués villageois, le modèle vulgarisé par le Projet constitue une référence dans la région. L'utilisation du siphon comme mode de prise à la parcelle a permis un meilleur dosage des quantités d'eau appliquées, amélioré la gestion de l'eau et contribué à une plus grande durabilité des aménagements par la préservation des cavaliers. L'adoption et l'engouement des populations vis-à-vis de ce système vont

conduire à une généralisation de son utilisation dans d'autres programmes d'aménagements prévus ou mis en oeuvre par la SAED.

159. Depuis 1999, les programmes d'insémination artificielle ont tendance à se généraliser et ceci après les expériences probantes du PAPEL et du PRODAM dans le domaine. La Direction de l'élevage a d'ailleurs mis en place un programme national d'insémination dont le lancement a été fait par le Président de la République à Saint-Louis.

160. De nombreux projets et programmes à l'échelle nationale se sont rapprochés du PRODAM pour mettre en oeuvre, en synergie, des programmes spécifiques dans sa zone d'intervention, tels que :

- Le Programme de gestion intégrée des écosystèmes des aires protégées du Sénégal (Projet biodiversité) et le Projet biodiversité Sénégal-Mauritanie financés par le PNUD/FEM (Fonds mondial pour l'environnement) pour des actions concertées de promotion rurale et d'activités génératrices de revenus dans le Ferlo de Matani.
- Le Projet de lutte contre la pauvreté en coopération avec l'ONUDI pour la promotion de micro-entreprises de transformation des produits agricoles (appui complémentaire aux mini-laiteries de Ourosogui et Horéfondé).
- Le Programme vivres contre travail (VCT) du Programme alimentaire mondial avec un soutien aux actions de reboisement, d'alphabétisation et de formation des responsables d'organisations paysannes.

161. Enfin, le PRODAM a permis de rapprocher la CNCAS des paysans et des GIE et de relancer les crédits de campagne dans la zone. Il a également été à la base de la création de quatre nouvelles institutions de microfinance inter-villageoise, les CAPEC, porteuses d'une nouvelle dynamique d'épargne et de crédit local.

### G. Appréciation globale de l'impact du projet

162. Dans les villages d'intervention riverains du fleuve (walo) l'impact du PRODAM est important. La quasi-totalité des 1 484 ménages - y compris les plus pauvres - a maintenant équitablement accès à une parcelle irrigable d'une superficie (1 ha) et d'un rendement (5 t/ha) suffisants pour assurer l'autosuffisance vivrière.

163. Cette situation ne doit pas être comparée à celle de la zone dans les années 80 mais à ce qu'elle serait aujourd'hui en l'absence du projet. De ce point de vue, la différence est énorme. Les effets des événements de 1989 (pertes de terres et déplacement de population), la dégradation des anciens PIV (moribonds dès 94/95) et l'évolution dramatique de l'agriculture de décrue (incapacité du barrage de Manantali à assurer les crues artificielles nécessaires et prévues) se sont en effet succédés et combinés au cours des années 90 en une sorte de scénario catastrophe pour l'agriculture locale, que le PRODAM a permis d'éviter dans ces 11 villages d'intervention.

164. Au-delà de l'accès immédiat des ménages à une production vivrière suffisante, le PRODAM a eu un impact positif sur le «système PIV-GIE». À travers les choix techniques d'aménagement, la démarche socio-foncière égalitaire, la réhabilitation et le renforcement des organisations d'exploitants, le développement de leur capital social, le PRODAM a permis des progrès importants vers la maîtrise et la viabilité de l'agriculture irriguée dans la zone. Des progrès importants... mais qui restent encore loin d'être suffisants surtout **que la durabilité économique et financière des PIV n'est toujours pas démontré à ce jour et que la tendance d'évolution des prix du gasoil et du paddy ces dernières années ne permettent pas d'être optimiste sur le long terme sur ce type d'investissement.**

165. Le PRODAM n'aura pas réussi à développer significativement les cultures de contre-saison sur les PIV. La recherche-développement en la matière s'est avérée faible. Les besoins financiers pour cette deuxième campagne n'ont pas pu être financés par le crédit pour des raisons de bouclage des cycles (production, commercialisation, remboursement, nouvel emprunt) et d'antécédents ayant rendu la CNCA très prudente en la matière. Le risque agricole et la vulnérabilité alimentaire des ménages se sont donc réduits mais n'ont pas cependant été éliminés pour les raisons évoquées plus haut.

166. L'impact en matière de pastoralisme s'est révélé très positif. La gestion et l'ancrage institutionnel de ces infrastructures hydrauliques (3 forages) nécessiteraient néanmoins un travail complémentaire afin de s'assurer de la durabilité de ces investissements.

167. Avec 11 millions de USD investis en cinq ans sur cette zone (et plus particulièrement sur 11 villages soit 1 million de DTS par village de moins de 2000 habitants), le PRODAM a été un projet «action» avec des résultats réels en matière de périmètres irrigués villageois et aménagement d'unités pastorales. Il a engendré de nombreux changements sociaux positifs, notamment au niveau des femmes et des jeunes sur leurs renforcements de capacités et pouvoir économique. Il a également permis la mise en place de quatre CAPEC, encore très jeunes mais qui semblent prometteuses.

168. La pérennité des actions dépendra en partie des capacités des organisations paysannes à entretenir les infrastructures mises en place. Ceci dépendra certainement de la rentabilité du système à long terme et de leur capacité ou non à développer les cultures de contre-saison sur les PIV.

#### IV. ANALYSE DES PERFORMANCES DU PROJET ET DU PARTENARIAT

##### A. Pertinence des objectifs et adéquation de la stratégie

169. **Pertinence des objectifs.** Le PRODAM a été conçu comme un programme d'urgence en vue de venir en aide aux rapatriés de Mauritanie et aux paysans expropriés de leurs terres situées sur la rive mauritanienne. L'essentiel des actions prévues concernait la zone du walo où ces familles se trouvaient concentrées.

170. La priorité a donc été donnée à l'agriculture irriguée, à la création de PIV pour installer les paysans et aux activités connexes. Le projet est devenu progressivement un projet de développement rural intégré. Il concerne les activités agricoles au sens large les plus importantes (élevage, cultures maraîchères, transformation des produits) et les trois zones qui constituent la nouvelle région de Matam : le dieri, le ferlo en plus du walo

171. L'objectif global du PRODAM qui était «de promouvoir la mutation des agriculteurs et des pasteurs en opérateurs agricoles hautement productifs, capables d'assurer la sécurité alimentaire de leurs familles et d'améliorer leur niveau de vie » était donc pertinent face au contexte de 1989-1995 et à l'évolution observée. Il en est de même pour les objectifs spécifiques. Par contre, la définition des objectifs quantitatifs, en termes de répartition des surfaces au niveau des PIV (1 foyré = 1 hectare) sans tenir compte de la taille de ces familles, ne s'est pas avérée des plus adéquates par rapport à l'objectif d'autosuffisance recherché, même si cette formule avait le mérite de la simplicité.

172. **Adéquation de la stratégie.** Globalement la stratégie d'intervention du PRODAM était pertinente, à la fois sur l'approche village et équitable au niveau des différentes catégories sociales présentes, mais également sur l'aspect fortement participatif de la démarche et la volonté du maître d'ouvrage de *faire faire* la mise en oeuvre en s'appuyant ou en renforçant au plus les compétences locales paysannes, privés ou publiques.

173. Néanmoins, la sélection de 12 villages sur les 42 de la zone semble avoir généré beaucoup d'interrogations et certaines frustrations car les bases du choix n'ont pas toujours été très claires pour les populations.

174. D'autre part, il semble dommage que la stratégie du PRODAM en matière de diversification des productions et d'augmentation des ressources en contre-saison ne se soit pas appuyée sur une étude de marché et d'écoulement des productions avant d'engager les paysannes et paysans dans des spéculations qu'ils n'ont pas pu écouler en grande partie par la suite.

175. Enfin, la stratégie de diffusion des buffles ne s'est pas révélée pertinente vu les résultats obtenus par rapport à ceux escomptés en termes d'intensification des périmètres irrigués.

## **B. Efficacité de la mise en oeuvre, performance des partenaires et du partenariat, adéquation des méthodes**

176. La mise en œuvre d'une démarche participative réelle prenant en compte le souci de répondre aux demandes des populations et aux nouveaux besoins apparus dans le sillage de la dynamique du projet a été incontestablement limitée par la formulation initiale du projet lui-même. En effet, le montage du projet se traduit par la définition claire des actions à entreprendre, des objectifs spécifiques visés et des résultats attendus et la direction du projet répond d'abord de ceci. Elle a obligation d'exécuter les actions définies en fonction de l'affectation des ressources et non pas nécessairement en fonction des nouvelles priorités qui peuvent apparaître ou de nouveaux besoins ressentis par les populations. La stratégie de mise en œuvre n'est pas suffisamment flexible pour concilier les impératifs de l'approche participative avec la réalisation d'actions et d'objectifs de développement préalablement définis par une analyse de la situation. Or, tout projet de développement communautaire crée une nouvelle dynamique, de nouveaux changements qui ne peuvent précisément être appréhendés à l'avance.

177. Malgré cette limite structurelle, la mise en œuvre du projet s'est caractérisée par l'adoption et la primauté de l'approche participative. La responsabilisation des populations a été le moteur de la démarche du PRODAM. L'impact de la responsabilisation et de la participation effective des populations a bien été compris par ces dernières. Pour les populations rencontrées, les avantages de leur participation se sont manifestés par une plus grande appropriation des actions, la propension des familles à mobiliser les ressources humaines et matérielles au profit du développement local et de la valorisation de leur savoir et expériences.

178. Concrètement la mise en œuvre de l'approche participative s'est faite à travers le diagnostic et l'analyse avec les populations des problèmes, la définition des solutions et la délégation des responsabilités aux communautés pour définir de façon consensuelle les règles et modes de fonctionnement. Ainsi par exemple, ce sont les populations elles-mêmes qui ont décidé des modalités de distribution des parcelles dans les PIV, de la définition du Foyré et des ménages qui doivent se situer dans cette catégorie. La constitution des GIE a procédé de la même approche, en laissant aux populations le soin de s'organiser et de désigner les instances des GIE sans aucune interférence du projet. Les organisations communautaires de base, émanation réelle des populations, ont ainsi bénéficié d'une légitimité sociale solide parce qu'elles ont été l'expression du consensus entre les différents acteurs.

179. La dynamique de responsabilisation des populations a eu incontestablement un effet positif dans le sens de l'émergence de l'esprit d'auto-prise en charge et de promotion de l'initiative endogène. En témoignent les initiatives prises par certaines communautés sous forme de cotisations pour régler des problèmes spécifiques qui se posent ou sous forme de recherche de partenariat avec le secteur privé pour l'écoulement de la production ou encore des contacts avec les services du gouvernement ou d'autres intervenants en développement.

180. Le processus de mise en oeuvre du PRODAM recèle des enseignements importants qui doivent être capitalisés dans une perspective d'extension du projet. Ce qui est remarquable est que le processus s'est construit lui-même par les allers-retours et les échanges entre équipe du projet et populations. C'est un processus d'analyse et de négociation dans lequel la notion de partenariat est fondamentale. Les solutions n'ont pas été imposées mais suggérées et discutées, et parfois proposées par les communautés elles-mêmes. Le processus est aussi pédagogique et la pédagogie est le facteur déterminant dans le changement des comportements profondément ancrés chez des populations qui ont des antécédents avec les aménagements et qui ont développé des habitudes et des perceptions parfois contradictoires avec la vision et les exigences d'un développement durable. L'introduction de nouveaux changements dans le remboursement du crédit, l'appropriation, l'auto-prise en charge et l'organisation dans des structures opérationnelles sont quelques-uns des acquis les plus porteurs.

181. Le processus est aussi un processus d'amélioration corrective qui se situe dans la continuité. Il part de l'expérience des communautés pour analyser les problèmes et les contraintes et apporter les mesures de changements nécessaires. Il n'a pas été fait fi de l'existant, il a été capitalisé en le restructurant ou le réhabilitant. Le PRODAM n'a pas cherché à créer de nouvelles formes organisationnelles dans les PIV mais de remédier aux problèmes des GIE qui existaient en le restructurant dans le sens de la fonctionnalité et la représentativité sociale même si la représentativité des femmes est faible.

182. L'appropriation des infrastructures et leur fonctionnement s'expliquent en partie par la bonne préparation qui a précédé l'exécution des activités. Cette étape d'information, de familiarisation avec la communauté et de connaissance du milieu crucial a été généralisée à l'ensemble des villages cibles du projet. Après les phases de préparation et de réalisation, les infrastructures sont rétrocédées aux populations dans le cadre d'une convention entre elles et le projet. Aujourd'hui, ce sont des associations d'usagers ou de producteurs qui gèrent les infrastructures et cette expérience de gestion responsabilisant les populations est plutôt concluante. Dans un village, les femmes veillent au bon fonctionnement de leur motopompe par l'entretien et la maîtrise des coûts de production liés au carburant.

183. S'il y a un aspect dans le processus sur lequel les populations ont beaucoup insisté, c'est bien l'établissement d'une relation de confiance qui les sécurise, assure leur adhésion et contribue à l'adoption et la diffusion des innovations. «La façon de travailler avec les paysans est importante pour nous. La clé du succès de l'expérience du projet réside en grande partie dans la transparence et le respect des engagements ».

184. La responsabilisation entière des populations ne s'est parfois pas accompagnée d'une démarche de participation et d'échange interactif promotrice du changement social. La constitution des GIE sur la base des chefs de foyer a eu un effet négatif sur la participation et l'accès des femmes et des jeunes aux mécanismes décisionnels et a renforcé le pouvoir économique et l'autorité des hommes chefs des familles. La reproduction du système d'organisation sociale et familiale pervertit l'objectif stratégique de promotion des groupes vulnérables en particulier les femmes et les jeunes. La faible proportion de ces deux groupes dans les instances dirigeantes des GIE est à cet égard révélatrice. Cette situation est fortement remise en cause par les femmes qui réclament une plus grande représentativité dans les instances des GIE.

185. Le manque de participation financière des populations dans la réalisation des infrastructures est une option à revoir, surtout que cette participation est un facteur contributif important dans l'appropriation. Les populations en général s'approprient plus et entretiennent mieux les réalisations dans lesquelles elles ont investi leur argent.

186. Si la responsabilisation des bénéficiaires et leur participation ont constitué les conditions de démarrage et de mise en oeuvre des actions, en l'occurrence le processus interactif n'a pas toujours prévalu. Le travail d'animation, d'encadrement et d'appui/conseil qui doit être continu pour maximiser les retombées de l'approche participative et amener les populations à une autonomie

définitive n'a pas suivi. On voit par exemple que des canaux ne sont pas entretenus ou des livres de compte ne sont pas bien tenus faute d'animation et d'appui de proximité. En outre, il n'est pas évident que les services techniques partenaires chargés de l'encadrement technique et les animateurs et animatrices du projet aient la culture et les compétences nécessaires en approches participatives.

187. L'unité de gestion a fait preuve d'esprit d'initiative en procédant à une relecture du document du projet pour adapter son contenu aux exigences de terrain et aux réorientations rendues nécessaires par l'évolution du processus. La composante alphabétisation a été par exemple entièrement révisée pour mieux répondre aux besoins spécifiques et préoccupations quotidiennes des bénéficiaires. L'évaluation de la composante a conduit à la réorientation du programme vers des méthodes plus adaptées et des méthodologies opératoires qui impliquent les populations dans le choix des thèmes, l'élaboration des manuels et leur traduction.

188. **Le processus d'évaluation a noté une bonne efficacité de l'Unité de coordination du projet (UCP) dans la mise en œuvre du PRODAM, notamment dans le respect des engagements contractuels et l'obtention des résultats quantitatifs tels que prévus.** La complexité de ce programme notamment liée aux aspects fonciers et crédits fait que la mission a apprécié la performance de l'équipe de direction. Cette dernière a su travailler en synergie et de manière relativement participative avec ces différents partenaires.

189. **La performance des partenaires et du partenariat s'est révélée globalement satisfaisante dans le temps et entre opérateurs.** Excepté pour le CEPIC avec lequel l'UCP a dû rompre la collaboration. Une analyse détaillée est fournie au sein du document «Évaluation de l'impact économique du PRODAM – MGP Afrique».

190. **Les acteurs bénéficiaires du programme, à savoir les villageois à travers leurs organisations locales (GIE, GPF, GE), ont été positionnés comme de véritables responsables et souvent mis en capacité de négociation avec le PRODAM.** Généralement, ils semblent s'être avérés performants dans leurs prestations. Ils ont mobilisé autant que faire se peut la main-d'œuvre nécessaire, appliqué les formations reçues et mobilisé les contributions demandées.

191. **Les services techniques ont été des partenaires importants du programme. Leurs performances peuvent être considérées comme moyennes.**

192. Les relations avec la SAED, partenaire au plan de la vulgarisation agricole et du suivi évaluation ont respecté les termes contractuels concernant l'appui institutionnel. Cependant, l'évaluation externe a été limitée au niveau de la production des aménagements hydro-agricoles, et les résultats de la dernière année n'ont pas été mis à disposition du projet. L'évaluation de l'impact des PIV sur les bénéficiaires n'a été prise en compte que la dernière année avec une méthodologie et une qualité d'analyse révélant la faiblesse de ce type de compétence au sein de cette structure. L'appréciation du dispositif de vulgarisation, à la fois par le projet et les OP, a été très mitigée et largement en deçà des attentes des producteurs. La SAED s'est d'ailleurs beaucoup plus intéressée aux problèmes d'aménagement que de mise en valeur et de rentabilité de ces derniers.

193. La DIREL (Direction de l'élevage) était responsable de la mise en œuvre du volet pastoral du PRODAM et à ce titre, deux volets caractérisaient leur relation : le volet «appui institutionnel» par lequel le projet dotait la DIREL de moyens pour exercer sa mission et le volet «buffles» en relation avec la ferme de Makhana. Les discussions ont été ouvertes et les critiques constructives plus faciles à aborder car les éléments contractuels étaient prédéfinis dans le rapport d'évaluation. Néanmoins, l'évaluation de l'impact économique du PRODAM a relevé que le personnel d'encadrement de ces services publics avait souvent une approche très routinière et administrative des questions de développement et se situait rarement en force de proposition et d'innovation. Cette approche ne s'est donc pas révélée la meilleure option de conception en termes de partenariat équilibré et responsable.



194. Le travail réalisé par le CSE a été apprécié tant sur la quantité que sur la qualité par l'ensemble des partenaires et s'est poursuivi dans le cadre de la mise en place du système d'information géographique mis en place.

195. Les performances de la CNCAS dans le cadre de la gestion de la ligne de crédit rétrocédé par le prêt FIDA n'ont pas été particulièrement remarquables. L'intégration de cette ligne dans les ressources propres du CNCAS a finalement fait que les procédures appliquées aux demandes de prêts des bénéficiaires du PRODAM étaient les mêmes que pour les clients ordinaires.

196. Les organisations internationales, ONG, associations qui ont travaillé avec le PRODAM ont été satisfaites généralement des relations entretenues avec le PRODAM et vice versa. Les contrats non reconduits ont été expliqués.

### C. Efficience

197. L'état des financements prévu sur le prêt FIDA et par catégorie au 31/12/2000 (en DTS) ainsi que le pourcentage d'exécution par ligne à cette date était le suivant :

CATÉGORIES	Total montant initial	Montant Réalloué suite à la RMP	Total montant final	Pourcentage du montant total alloué	Pourcentage du montant total exécuté par ligne
GÉNIE CIVIL	4 670 000	1 024 782	5 694 782	48	102,1
VÉHICULES, ÉQUIPEMENTS, BUFFLES	1 750 000	206 979	1 956 979	17	110,46
LIGNE DE CRÉDIT	1 425 000	- 770 544	654 456	5	99,2
ASSISTANCE TECHNIQUE, MISSION D'APPUI, ET FORMATION	1 070 000	499 150	1 569 150	13	86,71
SALAIRES, INDEMNITÉS, ET COÛTS DE FONCTIONNEMENT	1 625 000	- 14 858	1 610 142	15	93
NON ALLOUÉ	1 160 000	- 945 509	214 491	2	0
<b>TOTAUX</b>	<b>11 700 000</b>	<b>0</b>	<b>11 700 000</b>	<b>100</b>	<b>98,15</b>

198. À cela s'ajoutait 2 120 000 000 de FCFA du prêt BOAD n° PR SN 92 00 pour la construction de forages (476 millions), salles de formations (15 millions) et pistes rurales (1 629 millions). Il a été exécuté à 98,17% des prévisions. La contribution du Gouvernement sénégalais s'élevait à 738 millions de FCFA et celle des bénéficiaires était estimée à 391,5 millions de FCFA.

199. Globalement et de l'avis de l'ensemble des partenaires, l'efficience du PRODAM a été considérée comme bonne.

## V. CONCLUSIONS ET LEÇONS À TIRER DE L'EXPÉRIENCE

### Conclusion

200. Exécuté dans l'approche du *faire faire*, le PRODAM a réalisé tous les objectifs spécifiques qui lui étaient assignés, à la satisfaction des bénéficiaires, des superviseurs du projet et de l'Emprunteur.

201. Les investissements structurants et institutionnels mis en place dans un cadre participatif ont eu un impact socio-économique notable sur les bénéficiaires ruraux à travers le désenclavement partiel du Département, l'augmentation de la productivité agricole, la maîtrise des itinéraires de production végétale et laitière, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le renforcement des capacités institutionnelles des organisations paysannes dont les rapports avec les institutions financières ont été assainis.

202. Ces résultats obtenus à partir d'une approche systémique ont permis de jeter les bases organisationnelles d'une véritable auto-promotion soutenue par une dynamique interne dont l'approfondissement et la consolidation pourront apporter, de manière durable, les transformations socio-économiques attendues.

203. Les rapatriés et dépossédés ont été réinsérés dans les communautés villageoises avec des conditions leur permettant d'assurer, au même titre que les résidents la promotion socio-économique de leurs ménages. Une attention particulière a été portée sur les femmes chefs de ménages afin que leur statut de propriétaire terrien leur soit reconnu par la communauté villageoise.

204. Opération inédite, environ 1.500 ha de terres ont été démembrés et distribués avec la participation des propriétaires terriens, et chaque ménage de la zone concernée a été attributaire d'un hectare aménagé des PIV, soit une augmentation de 0,60 ha par rapport à la situation de référence.

205. L'application des itinéraires techniques, la formation continue des organisations paysannes et l'approche village ont permis de réaliser l'objectif de sécurité alimentaire au niveau de l'ensemble des ménages bénéficiaires. Le rendement moyen obtenu en riz est de 5,5 t/ha/ménage, assurant largement la couverture céréalière du ménage et le remboursement des dettes évaluées en moyenne à 1,2 tonne de paddy par campagne. Le développement des activités de contre-saison (gombo, oignons, pastèques, etc ...) contribue à la génération de revenus et consolide la sécurité alimentaire dans la zone même si les débouchés restent encore aujourd'hui à être plus sécurisés.

206. Les GIE de producteurs, pratiquement interdits de crédit au démarrage du projet par la CNCAS suite aux dettes accumulées, sont redevus éligibles au crédit, et l'institution financière a même récupéré des crédits jugés a priori irrécouvrables. Au total, 186 prêts portant sur environ 522 millions de FCFA ont été accordés par la CNCAS avec un taux de remboursement supérieur à 98% en l'an 2000.

207. Au sein de cette dynamique d'expansion et de relance des affaires commerciales dans un environnement assaini, quatre groupements d'épargne et de crédit ont été créés avec les organisations villageoises. Ces institutions financières sont actuellement opérationnelles et s'insèrent dans la satisfaction des besoins de crédit non couverts et développent les prémices d'un réceptacle privilégié des flux financiers de l'immigration.

208. La réhabilitation institutionnelle, préalable de toutes les interventions du projet, a été couronnée de succès, car les organisations paysannes (OP) restructurées ont subi d'importantes réformes organisationnelles qui ont amélioré la gestion, la participation et la transparence. Aujourd'hui, la gestion est introduite dans les OP comme facteur de production et les effets sur la productivité de l'agriculture sont relativement positifs. Aussi les OP organisées ont-elles créé une

organisation faitière, la Fédération Kawral Ngenar e Boseya qui gère les fonctions transversales de négociation, d'approvisionnement, de commercialisation, de promotion de la femme, d'entretien des aménagements au bénéfice de ses groupements membres. Cette expérience très positive est d'ailleurs en train de s'étendre à l'ensemble du département de Matam où les tendances fédératives des organisations rurales deviennent pressantes.

209. Dans la zone sylvopastorale où le substrat technique était très faible et les investissements structurants déficitaires, trois unités pastorales d'une superficie totale de 210 000 hectares ont été créées avec les communautés de pasteurs organisées autour des terroirs villageois et des comités de gestion des forages. Huit forages gérés suivant des principes rigoureux ont été construits et suivis directement par les OP responsables de l'application des plans de gestion.

210. La productivité de l'élevage exprimée à travers les paramètres zoo-économiques et zootechniques a été relativement augmentée. Le taux de fécondité est passé de 50 à 64%, le taux de mortalité de 16 à 8% et le taux d'exploitation de 10 à 14%. L'impact de l'amélioration de ces paramètres se ressent sur le volume de l'exploitation dans les marchés et la quantité de lait disponible. Certaines unités de conditionnement et de transformation laitière gérées par des groupements féminins dans les grandes agglomérations constituent des indicateurs encourageants de l'amélioration de l'environnement de la production.

211. L'enclavement de la zone (Ferlo et Walo), facteur d'expansion et d'accélération de la pauvreté rurale, a commencé à connaître des améliorations notables dans la zone du Dandé Mayo. Des ouvrages majeurs (2 ponts, 9 dalots) permettant de traverser les défluent du fleuve Sénégal en toute saison ont été construits. Cependant, les pistes d'accès restent à réaliser pour parachever le désenclavement de la zone et accélérer le processus d'intégration économique du Walo et du Diéri.

### **Principaux enseignements**

212. Pour ne pas reproduire le système d'organisation sociale et ses inégalités, la responsabilisation des populations doit s'accompagner d'une démarche de participation interactive et d'animation tendant vers plus de promotion et d'implication des groupes sociaux défavorisés. Il s'agit de concilier deux impératifs : un impératif opérationnel de composition avec la réalité sociale et de mise à contribution des capacités de mobilisation du leadership pour une plus grande adhésion et un impératif de justice sociale et de développement et de participation effective des groupes vulnérables. Cette conciliation ne saurait se faire sans une pédagogie interactive d'accompagnement.

213. Dans la programmation et le calendrier d'exécution des activités, le désenclavement doit être envisagé comme action initiale de par son impact sur la facilité des déplacements et sur la réduction des coûts des prestations et de réalisation des ouvrages.

214. Les stratégies de mise en œuvre et les modes opératoires ne doivent pas être très contraignants mais flexibles pour ne pas s'inscrire en faux contre les principes même de l'approche participative.

215. Les objectifs stratégiques de promotion et de participation des femmes et des jeunes dictent l'adoption des méthodologies de diagnostic, d'analyse et de planification participative et des approches genre et développement. La mise en œuvre de ces méthodologies nécessite des profils nouveaux dans l'UGP par exemple le recrutement d'un personnel féminin et d'un spécialiste en approche et techniques participatives.

216. Le développement du capital socio institutionnel est un facteur important dans l'optimisation des investissements et de leur pérennisation ainsi que dans l'émergence des capacités de prise en charge par les populations.

## VI. RECOMMANDATIONS

217. Le vendredi 12 avril, s'est tenu au siège du PRODAM à Matam une réunion du Partenariat d'évaluation conjointe du PRODAM élargie aux membres de l'UGP et de la mission de formulation du PRODAM-II.

218. Cette réunion faisait suite à l'atelier d'évaluation intermédiaire du PRODAM ayant rassemblé plus de 80 participants à Ourosogui, du 10 au 12 avril.

219. Les points suivants ont fait l'objet d'un consensus et constituent les éléments préliminaires de l'accord conclusif de l'évaluation du PRODAM.

### LE PROCESSUS DE FORMULATION DU PRODAM-II

220. Les résultats positifs du PRODAM-I, la structuration avancée et la maturité des organisations paysannes y ayant participé, le niveau de préparation de l'UGP et de ses partenaires locaux ainsi que les travaux réalisés au cours du processus d'évaluation populaire et de l'atelier d'Orossogui constituent autant de facteurs favorables à l'organisation d'un processus de formulation de la deuxième phase du PRODAM hautement participative, reconnaissant pleinement les droits et capacités des acteurs locaux du développement rural.

221. Un comité local de préparation du PRODAM-II sera établi avec la participation de représentants des populations rurales des zones du Walo et du Ferlo. Outre les dirigeants des Fédérations d'OP (en particulier la Fédération Kawral Ngenar e Boseya), il comprendra des représentants des femmes et des jeunes.



**Photos 3 et 4. Le Président de la fédération Kawaral Ngenar et Bosséa et le Président du Comité de forage et de l'Unité pastorale de Malandou à l'atelier d'évaluation conjointe.  
FIDA, J.Ph. Audinet**

222. Via l'UGP du PRODAM, les membres de ce comité local seront informés en temps réel des progrès des travaux de préparation au même titre que les membres du «PDT» basés au siège du FIDA. Ils recevront notamment par courrier électronique les drafts des rapports de formulation et de préévaluation et pourront y réagir.

223. La mission de préévaluation, prévue en juillet 2002 commencera par une restitution du rapport de formulation et une présentation de ses termes de référence au comité local de préparation qui sera ainsi en mesure de participer activement à la conception du PRODAM-II.

## LA PÉRIODE DE TRANSITION

224. Le PRODAM ne dispose plus de financements externes depuis plus d'un an et devra sans doute attendre au moins une année de plus avant d'accéder aux ressources d'un nouveau prêt du FIDA. Le financement sur budget national permet d'assurer la continuité de l'UGP et un suivi minimum sur le terrain, mais est insuffisant pour poursuivre l'indispensable effort d'appui/conseil/formation aux OP et surtout aux CAPEC. Ces dernières rencontrent un engouement évident et sont fortement sollicitées par leurs membres. On note que l'encours de crédit des CAPEC existantes est passé en un an de 1,2 million de FCFA (pour 29 crédits) en décembre 2000 à 21,7 millions de FCFA (pour 203 crédits) en décembre 2001. Les CAPEC sont pourtant encore très fragiles. Le manque d'expérience d'une part, les tensions entre certains GIE et la CNCAS d'autre part les exposent à des risques importants. Un appui/conseil spécialisé est nécessaire dans les plus brefs délais.

225. La préparation du PRODAM-II sera conduite dans les délais les plus courts compatibles avec les procédures du FIDA et du gouvernement. Le prêt du FIDA pour le PRODAM-II sera présenté à la session de décembre 2002 du Conseil d'administration du Fonds.

226. Les conditions d'entrée en vigueur du nouveau prêt seront adaptées et simplifiées de manière à ce que l'entrée en vigueur puisse intervenir dans un délai de trois mois après la signature de l'accord de prêt.

227. D'ici à l'entrée en vigueur du nouveau prêt, le Gouvernement sénégalais devra assurer sur financement du budget de l'État la permanence d'une UGP opérationnelle à Matam.

228. Un don du FIDA (PCE/ONG) sera mis à disposition de l'ONG «USE» au plus vite, si possible avant la fin du mois de mai 2002. Il devra permettre la continuité de l'appui de cette ONG aux CAPEC et aux OP. Dans le cadre de ce don, une ligne budgétaire d'appui à la Fédération KNB sera étudiée par les parties prenantes, qui lui permettrait d'assurer un service minimum auprès de ses membres. En ce qui concerne les communautés en attente d'être incluses dans le PRODAM-II, la Fédération devra rester prudente et éviter de prendre des engagements qu'elle ne pourrait maîtriser. Auprès de toutes les OP en situation d'arriéré de paiement à la CNCAS, elle devra poursuivre son travail de sensibilisation pour le règlement rapide des dettes. En règle générale, la Fédération et les CAPEC devront poursuivre la concertation avec la CNCAS.

## LE PRODAM-II

229. La mise en oeuvre du PRODAM-II sera conçue et organisée de manière à poursuivre et assurer progressivement un transfert effectif de ses fonctions à des institutions et acteurs locaux pérennes (OP, banques et services financiers décentralisés (SFD), prestataires de services privés et publics, collectivités locales,...). L'ensemble de ces transferts et prises en charge devra être effectif et «rodé» bien avant l'achèvement du projet.

230. Les missions prises en charge par les OP et leurs fédérations seront sélectionnées avec attention sur la base de leurs priorités et de leurs capacités financières et organisationnelles. Les rôles, prérogatives et capacités des collectivités locales devront également être pris en compte.

231. La durée du prêt pour le PRODAM-II et son processus de désengagement devront être adaptés à l'objectif de viabilité sociale, financière et institutionnelle des investissements et du partenariat de développement appuyé par le PRODAM. À cet égard, il est recommandé qu'une phase d'accompagnement décroissant de deux années suive la phase d'investissement classique de cinq à six ans. La durée totale du prêt du FIDA pour le PRODAM-II serait donc de sept à huit ans.

### **Perspectives**

232. Les axes prioritaires retenus à l'issue des entretiens avec les populations s'articulent autour des principaux éléments suivants :

- La consolidation des actions réalisées et l'extension du projet pour couvrir les villages qui ne sont pas encore touchés et faire bénéficier l'ensemble des ménages des villages touchés des aménagements agricoles.
- La sécurisation des acquis de développement institutionnel par la poursuite des programmes de renforcement des capacités adaptées destinées aussi bien aux organisations des bénéficiaires qu'à l'UGP.
- La prise en compte plus clairement exprimée de la problématique Genre et ceci aussi bien en termes de ciblage qu'en termes de définition d'actions spécifiques de promotion féminine. La deuxième phase du projet doit nécessairement inclure une composante stratégie de promotion féminine. La prise en compte de cette problématique fait appel à l'adoption de techniques socio-anthropologiques participatives pour bien s'assurer de l'implication des groupes vulnérables dans toutes les étapes du projet du diagnostic des problèmes, l'identification des besoins et la définition des solutions, à la mise en oeuvre et l'évaluation.
- L'élargissement du champ d'intervention du projet pour répondre à la demande en services sociaux de base, notamment santé et éducation.
- Le développement d'activités génératrices de revenus doit occuper une place centrale dans la deuxième phase du projet. En ce sens, il y a lieu de mettre en place un fonds spécial pour la promotion et le développement des AGR
- La généralisation de l'expérience du volet pastoral à l'ensemble du département de Matam de façon à éviter une concentration du bétail dans les points d'eau réalisés et une pression excessive sur les pâturages et donc une dégradation de l'environnement de la zone.
- La poursuite et la consolidation des actions de désenclavement.

## Appendice 1

### DOCUMENT D'ORIENTATION DE L'ÉVALUATION INTERMÉDIAIRE DU PRODAM (Mars – Avril 2002)

#### INTRODUCTION

Le PRODAM a été identifié en 1989 à la demande du Gouvernement sénégalais, suite aux événements d'avril 1989 avec la Mauritanie voisine et aux déplacements forcés de populations frontalières qui s'en était suivi. Le projet s'inscrivait également dans la politique d'aménagement hydro-agricole de la rive gauche du fleuve Sénégal. Il a été principalement cofinancé par un prêt du Programme spécial pour l'Afrique du FIDA (dont ce projet illustre la stratégie et les priorités) et par un prêt de la BOAD.

Le prêt FIDA s'élevait à 16,1 millions de dollars pour un coût total du projet estimé à 27,6 millions de dollars. La BOAD cofinçait le projet pour un montant de 7,3 millions de dollars et assurait sa supervision.

Pour diverses raisons, le prêt du FIDA approuvé en décembre 1991 n'est entré en vigueur qu'en avril 1993 et les premiers travaux de construction et réhabilitation de périmètres irrigués villageois (PIV, une des principales composantes du projet) n'ont pu commencer qu'en 1995/96.

Le prêt du FIDA a été clôturé en juin 2001 avec un taux de décaissement final de 93% (10,8 SDRm/ 11,7 SDRm).

L'idée d'une seconde phase du PRODAM a été évoquée dès 1999 par le Gouvernement sénégalais et apparaît très explicitement dans le rapport d'évaluation d'impact réalisé en 2000 (cabinet MGP Afrique pour le compte du PRODAM). Cependant, ce n'est qu'au cours de l'année 2001 - après l'achèvement du projet - que la requête de financement d'une seconde phase a rencontré un accord de principe de la Division Afrique occidentale et centrale du FIDA qui a alors appuyé la finalisation du rapport d'achèvement du projet en y incluant notamment un exercice d'évaluation participative (mission Koopman & Selmane, octobre 2001). La conduite d'une Évaluation intermédiaire par le Bureau de l'évaluation (OE) du FIDA a été sollicitée qu'en octobre 2001 et programmée pour le premier trimestre 2002.

Cette évaluation intervient tardivement et doit donc être conduite rapidement. Il est en effet d'ores et déjà convenu par toutes les parties prenantes que le Gouvernement sénégalais et le FIDA poursuivront leur coopération dans le département de Matam sous la forme d'une deuxième phase du PRODAM (le Président du FIDA l'a publiquement annoncé à Matam en janvier 2002, lors de sa visite du projet). Les populations locales, les cadres et partenaires du projet et le Gouvernement sénégalais attendent avec impatience le lancement des travaux de formulation.

Le PRODAM a déjà fait l'objet de plusieurs études d'impact, revues et évaluations externes et a produit en 2001 un rapport d'achèvement très complet et documenté. Parmi les travaux les plus intéressants, on peut citer dans l'ordre chronologique :

- Évaluation de la composante de développement de l'agriculture irriguée, dans le cadre de l'Évaluation du Programme spécial pour l'Afrique et de l'étude « Thematic Study on small-scale irrigation and water control activities » (FIDA/OE, 1997/98).

- Revue à Mi-Parcours (BOAD – FIDA/PA, 1998).
- Bilan du Suivi et de la Gestion des unités pastorales 94-99 (Centre de suivi écologique/PRODAM, 2000).
- Évaluation d'impact économique du PRODAM (travail exhaustif réalisé par le cabinet conseil MGP Afrique pour le compte du PRODAM au cours de l'année 2000).
- Évaluation participative et analyse d'impact, à l'initiative de la division PA du FIDA (mission Koopman & Lemine Selmane, 2001).
- Le PRODAM a également été l'objet d'un important travail de recherche en 1998/99 de M. Name Ndiobo Diene pour une thèse de doctorat es Sciences Économiques à l'Université de Bourgogne (France). Cette thèse, intitulée « L'évaluation des politiques publiques : application méthodologique à un programme de développement rural au Sénégal », a été soutenue en mars 2000 (en présence du Chargé d'Evaluation du FIDA pour le Sénégal, membre du jury).

En janvier 2002, une brève mission préparatoire de l'OE, FIDA (J. Ph. Audinet) a pu constater que l'abondance et la qualité des études et évaluations disponibles sur ce projet ne justifient pas une mission d'évaluation externe classique supplémentaire. Les bons résultats du projet, notamment son impact remarquable sur la zone du *walo* et sur l'organisation des exploitants des PIV, sont unanimement reconnus et compris. Les points faibles des acquis actuels sont également connus de l'équipe du PRODAM et de ses partenaires, notamment en matière de transformation et commercialisation des produits, de diversification et intensification de la mise en valeur des PIV, d'entretien et amortissement des infrastructures et équipements d'irrigation et des forages pastoraux.

Enfin, la qualité de l'équipe de gestion du PRODAM<sup>1</sup> et la progression remarquable du niveau d'appropriation du projet par les organisations paysannes regroupées dans la fédération *Kawral Ngenar e Boseya* autorisent une forme d'évaluation conjointe hautement participative dans laquelle le BEE jouera essentiellement un rôle de facilitateur (tout en gardant son autonomie et sa liberté de jugement dans son propre rapport d'évaluation intermédiaire).

Dans ces conditions, il est proposé un processus comprenant les quatre démarches suivantes:

1. Une revue et synthèse de la documentation disponible sur le projet, ses résultats et son impact (avec complément et actualisation des données à l'année 2001 fournis par l'UGP du PRODAM).
2. Une « évaluation populaire » animée par un facilitateur, mais essentiellement conduite par les populations des villages participants et leurs organisations (en particulier la Fédération Kawral). La conduite de ce travail est confiée à M. Thierno Aliou Ba de l'ONG « USE ».
3. Une enquête anthropométrique comparative (communautés bénéficiaires et non bénéficiaires du projet) visant à apprécier l'éventuel impact du PRODAM sur le statut nutritionnel des enfants et de leurs mères. Ce domaine n'ayant jamais été exploré jusqu'à présent dans la zone du projet. Cette enquête est confiée au Dr Haidara et sera exécutée par des enquêteurs locaux formés sur le tas.

---

<sup>1</sup> Le rapport de revue du portefeuille pour l'année 2000 de la division Afrique occidentale et centrale classe le PRODAM parmi les deux ou trois meilleurs projets de la région en termes de performance dans la mise en oeuvre.



4. Un atelier d'évaluation conjointe animé par une équipe restreinte (J.Ph. Audinet, J. Faye, T.A. Ba) et regroupant les représentants des communautés, des organisations paysannes et des CAPEC, les cadres de l'UGP, les partenaires locaux (ONG, CNCAS, SAED, Services de l'Élevage...), les bailleurs de fonds (FIDA et BOAD) ainsi que la mission de formulation de la seconde phase. Cet atelier se tiendra à Matam du 10 au 12 avril.

## OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

L'évaluation a principalement trois objectifs:

- Identifier, si possible mesurer et surtout analyser ensemble les changements induits par le projet dans les conditions de vie et les capacités de développement de la population rurale de la zone d'intervention. Cette évaluation des résultats et de l'impact sera comparée aux attentes des concepteurs du projet et à celles des populations rurales (hommes et femmes, agriculteurs du *walo* et éleveurs du *ferlo*) ainsi qu'aux moyens mis en oeuvre (efficacité, efficience).
- Tirer de l'analyse conjointe de l'expérience passée et de la situation actuelle tous les enseignements utiles à la conception et à la mise en oeuvre d'une deuxième phase du projet, voire à l'adaptation de la politique de développement agricole dans la moyenne et la haute vallée du fleuve Sénégal (cette évaluation de projet devra également contribuer à l'évaluation du programme national de coopération entre le FIDA et le Sénégal).
- Renforcer les capacités d'analyse, d'auto-évaluation et de proposition des organisations paysannes ayant participé au PRODAM, facilitant ainsi le rôle de premier plan qu'elles devront jouer dans la conception et la mise en oeuvre de la deuxième phase.

Dans une démarche d'évaluation conjointe et participative, c'est avant tout aux partenaires locaux d'identifier, d'analyser et de discuter les changements induits (ou non) par le projet dans leurs modes et conditions de vie, en fonction de leur perception et compréhension. Le processus d'évaluation populaire sera donc entièrement ouvert. **Pour sa part, OE cherchera à appréhender l'impact du projet sur ses groupes cibles dans six grands «domaines»:** 1. Les ressources matérielles et financières des ménages, 2. Les ressources humaines, 3. Le capital social et les capacités collectives, 4. L'activité économique et la sécurité alimentaire, 5. L'environnement et la base de ressources commune, 6. Les institutions et le cadre réglementaire et politique. Dans ce cadre, on espère que les résultats et l'analyse de l'enquête nutritionnelle comparative pourront illustrer l'impact du projet en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages (qui semble incontestable dans la zone du Walo<sup>2</sup>).

OE accordera également **une attention particulière à l'évolution du rôle des femmes (et des jeunes) dans ce projet et à l'analyse différenciée des bénéficiaires qu'elles ont pu en tirer.** À cet égard, le travail entrepris par J. Koopman en octobre 2001 sera mis à profit.

Il s'agira ensuite de bien comprendre **les conditions de viabilité, de durabilité et de reproductibilité des investissements entrepris et des processus générés.** Ce point est fondamental dans un projet comme le PRODAM où le capital investi par ménage a été relativement élevé (aménagements et équipements hydro-agricoles et pastoraux, infrastructures,...) dans un domaine où beaucoup de difficultés ont été rencontrées par le passé pour assurer l'entretien et la reproduction du capital productif (en particulier pour les PIV et les forages). À cet égard, les conditions de mise en valeur et

---

<sup>2</sup> On reste ici au conditionnel. En effet, il n'existe pas de données de références sur la malnutrition dans les villages du département de Matam avant le démarrage du PRODAM. L'analyse statistique comparative entre situation des villages bénéficiaires et villages témoins en 2002 pourrait cependant être révélatrice d'impact. Elle sera de toute façon utile pour comparer les niveaux de pauvreté entre la zone du walo et celle du ferlo et pour servir de situation de référence pour la phase 2.

de gestion des PIV et des forages seront analysées en détail, tant du point de vue technique et économique que du point de vue organisationnel, financier et institutionnel. Les questions prioritaires pour la zone du walo seront :

- Le degré d'appropriation collective et de maîtrise de la gestion du capital investi dans et autour des PIV (réseau d'irrigation, matériel de pompage, magasins, cuves de stockage carburant, ....) et la capacité des GIE propriétaires et exploitants des PIV (et de leur Fédération) à entretenir, amortir et renouveler ce capital (d'un point de vue organisationnel, technique, financier et de compétence en gestion). Dans la perspective d'extension du projet à de nouveaux villages, on se prononcera sur la question du financement des investissements (presque entièrement subventionnés dans le cadre du PRODAM-I) et sur le rôle que la Fédération Kawral pourra et devra jouer dans la phase 2.
- La capacité de mise en valeur optimum et durable des périmètres. Notamment, la question de la deuxième campagne et de l'intensification, la recherche de nouvelles spéculations sous irrigation et la question des services de conseil et de recherche nécessaires pour progresser dans ce domaine.
- La capacité de commercialisation optimum des produits des PIV: qu'elle soit collective pour la partie de la production commercialisée par les GIE pour couvrir les coûts de production, ou individuelle pour la commercialisation des surplus vivriers dont disposent les ménages. Ce problème de la commercialisation (et de la transformation) sera analysé dans le contexte de la filière riz au niveau local et national.
- L'adéquation, l'efficacité et la pérennité des services financiers aux producteurs (CNCAS et CAPEC).

Il s'agira enfin de tirer de l'expérience du PRODAM tous les enseignements utiles à la conception et à la mise en oeuvre d'une deuxième phase dont on sait déjà qu'elle ne devra pas seulement consolider l'existant, mais étendre son intervention aux autres communautés dans le département. À cet égard, l'atelier d'avril sera l'occasion de joindre les processus d'évaluation participative et de formulation de la seconde phase.

#### LE CALENDRIER DU PROCESSUS D'ÉVALUATION

- Janvier 02 : 1. Mission préparatoire (OE) parallèlement à la visite du Président du FIDA au PRODAM.
- Mars 02: 2. «Evaluation populaire» par les organisations paysannes  
3. Enquête nutritionnelle  
4. Synthèse de la documentation existante sur le PRODAM et son impact
- Avril 02: 5. Mission de synthèse de OE (5 – 15 avril) et atelier d'évaluation conjointe (10-12 avril) en présence de la mission de formulation de la phase 2. Un draft d'« accord conclusif » préliminaire sera préparé et discuté avec les membres du partenariat d'évaluation conjointe (CLP) en fin d'atelier.  
6. Rédaction du rapport d'évaluation intermédiaire (15-30 avril). Ce rapport suivra le nouveau plan de rédaction établi par OE.
- Mai 02: 7. Présentation et discussion du rapport dans le CLP PRODAM-I/PDT PRODAM-II et finalisation de l'Accord conclusif.

## LE PARTENARIAT D'ÉVALUATION CONJOINTE

Le partenariat d'évaluation conjointe (CLP) est un groupe restreint chargé d'une part, de discuter et d'approuver les objectifs et la démarche de l'évaluation et d'autre part, de se prononcer sur les conclusions et recommandations principales issues de l'exercice et proposées par OE du FIDA. Il comprend des décideurs en mesure de s'engager par rapport aux recommandations de l'Accord conclusif qui sanctionne l'achèvement du processus d'évaluation.

Les personnes invitées à faire partie de ce groupe restreint sont :

Le Directeur du PRODAM (Thierno Ba)  
Le Président de la Fédération Kawral Ngenar e Boseya  
Le représentant du Ministre de l'agriculture  
Le chargé d'évaluation à OE, FIDA (J.Ph. Audinet)  
Le Chef de Mission d'évaluation (J. Faye)  
Le chargé de portefeuille du Sénégal au FIDA (M. Ben Senia)  
Le responsable de la supervision du PRODAM à la BOAD

## L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION EXTERNE

19. L'équipe d'évaluation de OE/FIDA comprend :

- Jacques Faye, sociologue rural/géographe (chef de mission)
- J.Ph. Audinet, agro-économiste (Chargé d'évaluation)
- Thierno Aliou Ba, sociologue formateur (facilitateur de l'évaluation populaire)
- Haidara Abdoulaye, médecin, spécialiste en santé communautaire (enquête nutritionnelle)
- Bouna Camara, statisticien démographe (enquête nutritionnelle)



CADRE COMMUN D'ÉVALUATION DE PROJET: IMPACT SUR LA PAUVRETÉ, DURABILITÉ ET RÉPLICABILITÉ, EFFICACITÉ DU PROJET PAR RAPPORT À SES OBJECTIFS

PRINCIPAUX DOMAINES D'IMPACT	Questions clef pour l'évaluation d'impact dans les communautés rurales affectées par le projet (changements auxquels le projet a contribué)	Identification et mesure des changements (1) <i>(Les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> colonnes ne sont à remplir que sur les lignes où des changements significatifs sont constatés)</i>			Portée sociale des changements (3)				Appréciation de la dynamique actuelle du changement ** (4)	Perspective de durabilité *** (5)
		Changement (+) (0) (-)	Qu'est-ce qui a changé? (Indicateurs précis)	Mesure du changement* 4/3/2/1	Combien de ménages (ou d'individus)	Quelles catégories (+/- pauvres/vulnérables)	Impact sur les femmes 4/3/2/1	Contri. du projet 4/3/2/1	4/3/2/1	4/3/2/1
<b>I. Ressources matérielles et financières des ménages</b>	1.1 Le capital productif des exploitations familiales a-t-il changé (terres, eau, bétail, équipement et matériel agricole, etc)? - accès aux terres de Walo - accès aux terres de Ferlo - accès à l'eau pastorale -niveau d'équipement -cheptel -matériel agricole	+ + + + + + + + 0	Aménagement PIV Périmètres maraîchers Unités pastorales Forages pastoraux Bornes fontaines Groupes motopompes Magasins de stockage Buffles Capacités du pâturage Outillage d'exploitation	1704 ha 13 3 8 16 12 21 60 95 000 UBT 1	1495 ménages 3450 femmes + de 1495 men + de 1495 men + de 1495 men 1495 familles 1495 familles 20 ménages + de 1495 men Tous	Tous types Tous types Moins pauvres Moins pauvres Idem Tous types Tous types Moins pauvres Moins pauvres Tous types	1 3 2 2 3 3 2 1 2 1 2	4 4 4 4 4 4 4 4 4 1 1	2 3 3 3 3 3 2 1 3 4 1	1 2 2 2 2 1 2 1 2 2 1
	1.2 D'autres éléments du patrimoine matériel des ménages ont-ils changé (habitat, moyens de transport privés, radios, etc.)?	+	Equipement des ménages	2	Tous	Moins pauvres	1	2	2	2
	1.3 Les infrastructures de communication et l'accès au marché ont-ils changé (routes, moyens de transport communs, information et communication)? - niveau de désenclavement - moyens de transport commun - niveau d'information et facilité de communication	+ + +	Ouvrages de franchissement Fréquence et coût Accès à l'information	9 3 3	Tous de la zone et hors zone Idem idem	Tous types Idem idem	2 3 3	3 1 3	3 2 2	3 3 2
	1.4 Le patrimoine financier des ménages a-t-il changé (épargne, etc.)? - niveau de revenu - capacité d'épargne	+ +	Revenu/ha du walo Placé en IMF	610 000 fcfa 3	1495 ménages idem	Tous types Moins pauvres	2 2	3 3	3 3	2 2
	1.5 L'accès des ruraux aux services financiers a-t-il changé? (crédit, épargne, etc.) - accès aux institutions de microfinance - accès aux crédits CNCA - accès au crédit CAPEC - épargne CNCA - épargne CAPEC	+ + + + +	Création de CAPEC Montant prêté Montant prêté Montant collecté Montant collecté	4 CAPEC 533 m fcfa 10 m fcfa NC 51 m fcfa	1262 adhérents 200 crédits 171 crédits 16 173 individus 1262 individus	Moins pauvres 65 GIE Moins pauvres En GIE Moins pauvres	44% 2 3 2 3	4 3 4 3 4	3 3 3 3 3	3 2 3 2 3

PRINCIPAUX DOMAINES D'IMPACT	Questions clef pour l'évaluation d'impact dans les communautés rurales affectées par le projet (changements auxquels le projet a contribué)	Identification et mesure des changements (1) <i>(Les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> colonnes ne sont à remplir que sur les lignes où des changements significatifs sont constatés)</i>			Portée sociale des changements (3)				Appréciation de la dynamique actuelle du changement ** (4)	Perspective de durabilité *** (5)
		Changement (+) (0) (-)	Qu'est-ce qui a changé? (Indicateurs précis)	Mesure du changement* 4/3/2/1	Combien de ménages (ou d'individus)	Quelles catégories (+/- pauvres/vulnérables)	Impact sur les femmes 4/3/2/1	Contri. du projet 4/3/2/1	4/3/2/1	4/3/2/1
<b>II. Ressources humaines</b>	2.1 Le statut nutritionnel des enfants a-t-il changé?	0	Malnutrition aiguë	26% enfants – de 5 ans	Un tiers des ménages	Plus pauvres	1	1	1	3
	2.2 L'accès des ménages à l'eau potable a-t-il changé?	0	Accès eau potable	1	Tous	Tous type	3	1	1	3
	2.3 L'accès des ménages aux soins de santé primaire et à la prévention a-t-il changé ?	0	Accès dispensaire	1	Tous	Tous type s	3	1	1	3
	2.4 La prévalence du HIV a-t-elle changé ?	0	Nombre séropositif	1	tous	Tous types	4	1	1	3
	2.5 Les taux de mortalité infantile et maternelle ont-ils changé ?	0	Nombre de décès des – de 5 ans	1	tous	Plus pauvres	3	1	1	2
	2.6 L'accès à l'éducation primaire a-t-il changé ?	0	Nombre d'enfants scolarisés	2	tous	Plus pauvres	2	1	1	2
	2.7 Le taux de scolarisation des filles a-t-il changé ?	0	Nombre de filles scolarisées	1	tous	Plus pauvres	2	1	1	3
	-2.8 La charge de travail des femmes et/ou des enfants a-t-elle changé?	0	Nombre d'heure travaillé	1	tous	Plus pauvres	3	1	1	3
	2.9 Le taux d'alphabétisation des adultes et/ou l'accès à l'information et à la connaissance a-t-il changé?	+	Alphabétisation Capacités techniques Capacités de gestion	3 3 3	1495 ménages idem idem	Toutes Idem idem	3 3 3	3 3 3	2 2 2	2 2 2
<b>III. Capital social et capacités collectives</b>	3.1 Les organisations et institutions des ruraux ont-elles changé?	+	Niveau d'opérationnalité	3	1495 ménages soit 65 GIE	toutes	3	4	3	2
	3.2 La cohésion sociale, la capacité d'entraide et de solidarité des communautés	+	Capacité de gestion et d'organisation communautaire	3	idem	idem	3	4	2	2
	3.3 L'équité dans les rapports entre hommes et femmes et en particulier la condition des femmes dans les ménages et les communautés a-t-elle changé?	0	Importance dans la prise de décision	2	idem	Idem	2	4	2	2
	3.4 Les ruraux perçoivent-ils un changement de leur capacité de négociation et d'influence vis-à-vis des pouvoirs publics et des partenaires au développement ?	+	Capacité de lobbying	3	1495 ménages	Toutes mais moins pauvres en particulier	3	4	3	3
	3.5 Les producteurs ruraux perçoivent-ils un renforcement de leur influence sur les marchés?	0	Sur les prix	1	Tous	Toutes	1	4	2	1
	Ont-ils un meilleur contrôle de l'approvisionnement en intrants ? et de la commercialisation de leurs produits?	+	Disponibilité et prix	3	1495 ménages	Moins pauvres	2	4	3	2
	0	Niveau de prix obtenu	1	tous	toutes	1	4	2	1	

PRINCIPAUX DOMAINES D'IMPACT	Questions clef pour l'évaluation d'impact dans les communautés rurales affectées par le projet (changements auxquels le projet a contribué)	Identification et mesure des changements (1) (Les 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> colonnes ne sont à remplir que sur les lignes où des changements significatifs sont constatés)			Portée sociale des changements (3)				Appréciation de la dynamique actuelle du changement ** (4)	Perspective de durabilité *** (5)
		Changement (+) (0) (-)	Qu'est-ce qui a changé? (Indicateurs précis)	Mesure du changement* 4/3/2/1	Combien de ménages (ou d'individus)	Quelles catégories (+/- pauvres/vulnérables)	Impact sur les femmes 4/3/2/1	Contri. du projet 4/3/2/1	4/3/2/1	4/3/2/1
IV. Sécurité alimentaire et économique	4.1 Le niveau de sécurité alimentaire des ménages a-t-il changé?	+	Production de paddy Production maraîchère	+ 4 tonnes 3	1495 ménages idem	Toutes idem	3 4	4 4	3 3	2 2
	4.2 Les pratiques et techniques agricoles ont-elles changé?	+	Irrigation	3	1495 ménages	Toutes	3	4	3	3
		+	Intensification	3	idem	idem	3	3	3	3
		+	Contre-saison	1	très faible		1	2	2	2
	4.3 L'accès aux produits alimentaires de base et la fréquence des disettes ont-ils changé?	+	Sécurisation alimentaire	3	1495 ménages	toutes	3	2	2	3
	4.4 La production agricole des ménages a-t-elle changé (superficie, rendement, risque, diversité des produits, etc.)	+	Céréales, légumes, viandes et lait	3	1495 ménages	toutes	3	3	2	2
V. Environnement	5.1 L'état des ressources naturelles locales (terres, eaux, forêts, pâturages, stocks de poisson...) a-t-il changé ?	+	Erosion éolienne	2	Tous	Toutes	1	2	2	1
		+	Niveau phréatique	2	Idem	Idem	2	1	2	3
		-	Volume pêche fleuve	4	Idem	Idem	2	1	3	3
		0	Niveau forêt	2	idem	idem	2	1	3	1
	5.2 Le niveau d'exposition aux risques environnementaux a-t-il changé (inondations, maladies, ravageurs, incendies, etc.) ?	+	incendie	3	Tous	toutes	3	4	3	2
VI. Institutions, politique et cadre réglementaire	6.1 Les institutions financières rurales ont-elles changé?	+	Accès au CNCA Accès au CAPEC	3 4	16 173 individus 1263 adhérents	Moins pauvres Moins pauvres	2 3	4 4	3 3	3 3
	6.2 Les institutions et services publics locaux ont-ils changé?	+	SAED Service élevage	3 3	1495 ménages idem	Toutes idem	2 2	3 3	2 2	2 2
	6.3 Les politiques sectorielles/nationales affectant les populations rurales ont-elles changé?	0								
	6.4 Les cadres législatifs et réglementaires affectant les ruraux ont-ils changé?	0								

<sup>1</sup> Cette colonne doit contenir des mesures quantitatives des changements observés dans les indicateurs retenus. Dans les cas où des changements sont évidents mais n'ont pas pu être mesurés, on peut insérer une estimation qualitative 4/3/2/1 :

= Élevé; 3= Substantiel; 2= Modeste; 1= Négligeable \*\*\* 4= Hautement probable, 3= Probable; 2= Improbable; 1= Hautement improbable.\*\* Cas dans lesquels même si l'impact est modeste ou négligeable, le projet concerné a mis en place des processus dynamiques positifs entraînant éventuellement un impact substantiel. En fonction du cas spécifique, il appartiendra aux évaluateurs d'identifier l'existence de ces processus.

PRINCIPAUX DOMAINES D'IMPACT	Questions clef pour l'évaluation d'impact dans les communautés rurales affectées par le projet (changements auxquels le projet a contribué)	Objectifs/Effets attendus du projet selon le rapport de préévaluation et par rapport aux questions clés				Appréciation de l'efficacité 4/3/2/1 (comparaison entre changement effectif et changements attendus)			
		Pour quelles catégories?	Changer quoi?	Dans quelle mesure?	Pour combien?	Ciblage de l'impact	Objet de l'impact	Mesure de l'impact	Portée de l'impact
<b>I. Ressources matérielles et financières des ménages</b>	1.1 Le capital productif des exploitations familiales a-t-il changé (terres, eau, bétail, équipement et matériel agricole, etc)? - Aménagements hydro agricoles	Réfugiés et pauvres	Sécurité alimentaire	1 ha par famille	1444 familles	3	3	2	3
	- Equipements motopompes et stockages produits et intrants agricoles	Idem mais élargi à l'ensemble des 12 villages	Niveau d'intensification et de revenu	Double cultures et commercialisation	Idem	2	4	3	2
	- Traction animale (Gobra et buffles)	Paysans leader de GIE	Productivité du travail	Mise en valeur des PIV	350 ménages	2	3	2	1
	- Aménagements maraîchers	Groupements féminins	Alimentation et revenu	0,02 ha par membre autour PIV et PM	Tous membres	4	4	3	3
	- Brise vents	Toutes catégories	Erosion éolienne	création de 3 unités	80 km	2	3	3	1
	- Aménagements d'unités pastorales	Eleveurs	Surface exploitation pastorale		95 000 UBT	3	3	3	3
1.2 D'autres éléments du patrimoine matériel des ménages ont-ils changé (habitat, moyens de transport privés, radios, etc.)?									
1.3 Les infrastructures de communication et l'accès au marché ont-ils changé (routes, moyens de transport communs, information et communication)? - Construction de pistes rurales et de desserte	Toutes les catégories	Niveau de désenclavement	Amélioration, échanges, commercialisation et appro	127 km de pistes rurales et 50 km de desserte	4	4	3	3	
1.4 Le patrimoine financier des ménages a-t-il changé (épargne, etc.)?									
1.5 L'accès des ruraux aux services financiers a-t-il changé? (crédit, épargne, etc.) - Facilitation du crédit à la production via la CNCA (crédit MLT)	Plus pauvres et femmes	Accès au crédit et niveau de revenus	PIV, élevage et maraîchage	1444 familles	3	3	2	2	
- Mise en place de CAPEC pour le crédit CT	Idem	Epargne et crédit sur le court terme	Activités CT et pb sociaux	Idem	3	3	2	2	
<b>II. Ressources humaines</b>	2.1 Le statut nutritionnel des enfants a-t-il changé?								
	2.2 L'accès des ménages à l'eau potable a-t-il changé?								
	2.3 L'accès des ménages aux soins de santé primaire et à la prévention a-t-il changé ?								
	2.4 La prévalence du HIV a-t-elle changé ?								
	2.5 Les taux de mortalité infantile et maternelle ont-ils changé ?								
	2.6 L'accès à l'éducation primaire a-t-il changé ?								
	2.7 Le taux de scolarisation des filles a-t-il changé ?								
	2.8 La charge de travail des femmes et/ou des enfants a-t-elle changé ?								
	2.9 Le taux d'alphabétisation des adultes et/ou l'accès à l'information et à la connaissance a-t-il changé ? - Alphabétisation - Formation technique - Formation en gestion	Membres GIE	Niveau de base	Gestion OPA	ND	3	3	2	2
	Idem	Idem	Amélioration produc.	ND	3	3	2	2	
	Idem	Idem	Gestion OPA	ND	3	3	2	2	



PRINCIPAUX DOMAINES D'IMPACT	Questions clef pour l'évaluation d'impact dans les communautés rurales affectées par le projet (changements auxquels le projet a contribué)	Objectifs/Effets attendus du projet selon le rapport de préévaluation et par rapport aux questions clés				Appréciation de l'efficacité 4/3/2/1 (comparaison entre changement effectif et changements attendus)			
		Pour quelles catégories?	Changer quoi?	Dans quelle mesure?	Pour combien?	Ciblage de l'impact	Objet de l'impact	Mesure de l'impact	Portée de l'impact
<b>III. Capital social et capacités collectives</b>	3.1 Les organisations et institutions des ruraux ont-elles changé? - Renforcer les institutions villageoises	Toutes catégories	Capacités de prise en charge	approvisionnement	12 villages	2	3	3	2
	3.2 La cohésion sociale, la capacité d'entraide et de solidarité des communautés - Amorcer un processus d'intégration des petits paysans et réfugiés	Plus démunis et rapatriés	Niveau d'intégration	économique	ND	3	3	2	3
	3.3 L'équité dans les rapports entre hommes et femmes et en particulier la condition des femmes dans les ménages et les communautés a-t-elle changé?								
	3.4 Les ruraux perçoivent-ils un changement de leur capacité de négociation et d'influence vis-à-vis des pouvoirs publics et des partenaires au développement ? - Amorcer un processus d'intégration des petits paysans et des pasteurs dans l'économie de marché	Plus pauvres en GIE	Poids économique et politique	Commercialisation, revendications	ND	2	4	3	2
	3.5 Les producteurs ruraux perçoivent-ils un renforcement de leur influence sur les marchés? Ont-ils un meilleur contrôle de l'approvisionnement en intrants et de la commercialisation de leurs produits?	idem	idem	idem	idem	2	4	3	2
<b>IV. Sécurité alimentaire et économique</b>	4.1 Le niveau de sécurité alimentaire des ménages a-t-il changé?	Plus pauvres et réfugiés	Sécurité alimentaire	PIV, maraîchage, élevage	1444 ménages	2	3	3	2
	4.2 Les pratiques et techniques agricoles ont-elles changé?	Idem	Technique d'irrigation	Double culture	1444 ménages	2	3	3	2
	4.3 L'accès aux produits alimentaires de base et la fréquence des disettes ont-ils changé?	Idem	Sécurisation de la production	Irrigation contrôlée	1444 ménages	3	3	3	3
	4.4 La production agricole des ménages a-t-elle changé (superficie, rendement, risque, diversité des produits, etc.)	Idem	Niveau de production en riz et maraîchage	+ 4 tonnes / ménage	1444 ménages	3	3	3	3
<b>V. Environnement</b>	5.1 L'état des ressources naturelles locales (terres, eaux, forêts, pâturages, stocks de poisson...) a-t-il changé ?								
	5.2 Le niveau d'exposition aux risques environnementaux a-t-il changé (inondations, maladies, ravageurs, incendies, etc.) ?								
<b>VI. Institutions, politique et cadre réglementaire</b>	6.1 Les institutions financières rurales ont-elles changé?	Toutes catégories	Facilité d'accès	Augmentation de la production	1444 ménages	3	3	3	2
	6.2 Les institutions et services publics locaux ont-ils changé?								
	6.3 Les politiques sectorielles/nationales affectant les populations rurales ont-elles changé?								
	6.4 Les cadres législatifs et réglementaires affectant les ruraux ont-ils changé?								



### **Appendice 3**

**Rapport d'évaluation populaire  
du  
Projet de développement agricole dans la région de Matam (PRODAM)**

PAR  
THIERNO ALIOU BA  
AGRO-SOCIOLOGUE  
DOCTEUR EN SCIENCE DE L'EDUCATION  
1ER AVRIL 2002



**ÉVALUATION POPULAIRE  
DU  
PROJET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LA RÉGION DE MATAM  
(PRODAM)**

**Table des matières**

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
	A. Les domaines d'impact	2
	B. La démarche suivie	4
<b>II.</b>	<b>RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS</b>	<b>5</b>
	A. L'unité de gestion du projet	7
	B. Les réalisations physiques	8
	C. Le contexte	9
<b>III.</b>	<b>DIAGNOSTICS POPULAIRES</b>	<b>10</b>
	A. Problèmes de mise en valeur	11
	B. Entretien et amortissement des PIV	11
	C. Opportunité et problèmes d'exploitation des PIV en contre-saison	12
	D. Entretien et amortissement des infrastructures	12
	E. Transformation et commercialisation des produits agricoles (paddy)	13
	F. Capacité de planification de négociation et de gestion des OP	13
	G. Potentiels et aspirations	13
	H. Autres	13
<b>IV.</b>	<b>ANALYSES POPULAIRES DES DOMAINES D'IMPACT</b>	<b>14</b>
	A. Ressources matérielles et financières des ménages	15
	B. Ressources humaines	15
	C. Capital social et collectivités locales	16
	D. Activité économique et sécurité alimentaire	17
	E. Environnement et base de ressources commune	17
	F. Institutions et cadre réglementaire et politique	18
	G. Paix et relations de bon voisinage	19
<b>V.</b>	<b>PERCEPTIONS POPULAIRES DES IMPACTS</b>	<b>20</b>
	A. Aménagement des périmètres	21
	B. Equipements et infrastructures	21
	C. Brise-vent	22
	D. Entretien des ouvrages et pistes	23
	E. Forages	23
	F. Parcs à vaccination	24
	G. Cases de santé	24
	H. Gestion des espaces pastoraux	25
	I. Formation	25

J. Participation	26
K. Activités féminines génératrices de revenus	28
L. Appui aux Fédérations Walo –Ferlo	29
M. Crédit rural	30
N. Intrants agricoles	31
O. Appui institutionnel	31
<b>VI. PROBLÉMATIQUE ET QUESTIONNEMENT</b>	<b>32</b>
A. Accès à la terre	32
B. Diversification et intensité culturelles	32
C. Transformation et commercialisation des produits	33
D. Entretien et amortissement des infrastructures et équipements	33
<b>VII. APPRÉCIATIONS GÉNÉRALES ET RECOMMANDATIONS DU CONSULTANT</b>	<b>33</b>
<b>VIII. CONCLUSION GÉNÉRALE</b>	<b>39</b>

## SIGLES ET ACRONYMES

AVD	Association villageoise de développement
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
CAPEC	Caisse populaire d'épargne et de crédit
CEPIC	Consortium d'études et de promotion industrielle et commerciale
CNCA	Commission nationale des contrats administratifs
CNCAS	Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal
GIE	Groupement d'intérêt économique
GPF	Groupement de promotion féminine
OP	Organisation paysanne
PIV	Périmètre irrigué villageois
PASR	Programme d'ajustement structurel de la filière rizicole
PRODAM	Projet de développement agricole dans le département de Matam
SAED	Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal
UGP	Unité de gestion du projet
UP	Unité pastorale





# Rapport d'Évaluation Populaire du Projet de développement agricole dans la Région de Matam

## I. INTRODUCTION

1. Ce document est le résultat de l'évaluation intermédiaire du Projet de développement agricole dans le département de Matam (PRODAM) réalisée sous la maîtrise d'œuvre du Bureau de l'évaluation (OE) du FIDA. Il a été convenu "d'organiser un processus d'évaluation populaire du PRODAM par les organisations paysannes ayant participé à son exécution – les groupements d'intérêt économique (GIE) d'irrigation et leurs fédérations, les groupements féminins, les caisses d'épargne et de crédit, les groupements pastoraux et l'ensemble des populations des villages concernés".

2. Le premier objectif est de recueillir et de documenter l'évaluation que les populations bénéficiaires du PRODAM font elles-mêmes de cette expérience (en termes d'impact sur leurs conditions de vie et leur capacité de développement, de durabilité des acquis actuels, d'appréciation des potentialités et des contraintes) ; les leçons tirées de cette évaluation permettront également aux organisations paysannes de faire des propositions concertées et de participer réellement à la formulation du prochain projet.

3. **Une attente** : « Ces résultats doivent nourrir l'atelier d'évaluation qui rassemblera les partenaires du PRODAM et les responsables de la préparation d'une seconde phase. » Les termes de référence en annexe précisent la démarche convenue.

4. Dans une démarche populaire, c'est aux villageois d'identifier et d'analyser les changements induits (ou non) par le projet et les politiques publiques, dans leurs modes et conditions de vie, en fonction de leur perception et compréhension. OE du FIDA, pour des motifs de comparabilité et de communication, regroupe les différents types de changements sociaux induits par les actions de développement dans six grands «domaines d'impact» :

1. les ressources matérielles et financières des ménages ;
2. les ressources humaines ;
3. le capital social et les capacités collectives ;
4. l'activité économique et la sécurité alimentaire ;
5. l'environnement et la base de ressources communes ;
6. les institutions et le cadre réglementaire et politique.

Ces catégories ne sont pas censées orienter *a priori* le processus d'évaluation populaire mais, dans la mesure du possible, le consultant présentera les résultats du processus selon cette nomenclature.

5. Le deuxième objectif est de préparer ces organisations paysannes à une pleine et active participation à la formulation de la deuxième phase. À cet égard, on attend de l'exercice de l'évaluation populaire des propositions concrètes pour :

- i) surmonter les problèmes que rencontrent les GIE dans la mise en valeur, l'entretien et l'amortissement des infrastructures financées par le projet (problèmes et opportunités d'exploitation des PIV en contre-saison, difficultés et solutions pour l'entretien et l'amortissement des PIV et des forages, problématique de la transformation et de commercialisation des produits agricoles et du paddy en particulier, ...)

- ii) renforcer les capacités de planification, de négociation et de gestion des organisations paysannes (OP) ;
- iii) initier en toute autonomie des initiatives de développement dans la zone répondant aux potentialités et aspirations des populations.

6. La nomenclature proposée par le FIDA pour appréhender les changements sociaux induits sera utilisée. Il reste entendu qu'un programme de développement ne se limite pas seulement aux résultats économiques et techniques, aux avantages matériels et financiers car les mutations positives induites dans les dynamiques sociales constituent le socle d'ancrage d'une véritable appropriation.

**7. Le renforcement de la qualification, la concertation avec les pouvoirs publics et les collectivités locales, la consolidation du développement local et la citoyenneté active pour une démocratie participative n'ont de sens que dans un environnement de paix et de sécurité.**

8. Il faut se rappeler – et les termes de référence le précisent – « que les femmes, les jeunes et les ménages, rapatriés lors des événements sénégal-mauritaniens de 1989 soient pleinement associés à cette évaluation et que leurs avis et propositions soient pris en compte. » Ce souci sera pris en compte dans l'analyse de l'impact.

## **A. Les domaines d'impact**

### **1) Les ressources matérielles et financières des ménages**

9. Dans ce chapitre, la terre, dans sa dimension de ressource matérielle et financière faisant vivre les ménages, sera examinée pour sa contribution à l'acquisition d'équipements, de patrimoine et de formation du capital, etc.

### **2) Les ressources humaines**

10. La ressource humaine est le centre d'un développement humain endogène et autogéré. Selon les zones, quelles sont les ressources disponibles dans l'espace analysé?

11. La propension à l'émigration, la vulnérabilité au plan sanitaire, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, l'input nécessaire aux conditions de productions et de génération des revenus sont autant de facteurs intimement corrélés, susceptibles d'affecter négativement tout programme de développement inscrit dans la durée, la pérennité et l'endogénéité. En effet, il est démontré qu'un programme de développement peut durer, se pérenniser sans être endogène.

### **3) Le capital social et les collectivités locales**

12. Le travail du PRODAM et des organisations paysannes (agriculteurs, éleveurs essentiellement) dans la dynamique du changement interpelle à la fois la société, la structure et l'individu.

13. Le premier capital social d'une société c'est la force des organisations de producteurs de savoirs, de biens, etc. Les acquis et faiblesses institutionnels, les aptitudes des organisations fédératives, la capacité d'impulsion des leaders, l'identification des facteurs limitant la promotion des collectivités locales, les effets attendus de la décentralisation seront examinés, et l'écoute des villages organisée.

#### **4) L'activité économique et la sécurité alimentaire**

14. A partir de l'écoute, de l'observation, des enquêtes et des documents disponibles, nous tenterons d'analyser les conditions de productions – comptes d'exploitations, génération des revenus agricoles et non agricoles, ratio de production alimentaire par habitant comparé aux normes de la FAO et à la situation de référence, l'épargne disponible au niveau des groupements et ménages mobilisés dans les CAPEC, la sécurité nutritionnelle induite par les cultures maraîchères – apport en vitamines A et protéines d'origine animale (le lait) compensant les déficits alimentaires engendrés par la disparition progressive du poisson dans le fleuve Sénégal.

15. L'évaluation sur la santé des enfants et leur état nutritionnel, conduite parallèlement par le Bureau de l'évaluation du FIDA, devrait apporter des éclaircissements sur ces importantes questions.

#### **5) L'environnement et la base de ressources commune**

16. Quand on parle de développement durable on pense, entre autres, aux systèmes de gestion et d'exploitation des ressources naturelles - terre, eau, formations forestières, ressources pastorales, etc.

17. En rapport avec les intéressés concernés, les phénomènes de l'érosion hydrique et éolienne à travers l'ensablement périodique des canaux d'irrigation et l'effondrement permanent des berges du fleuve et de ses défluentés seront analysés.

18. L'approche participative mise en œuvre par le PRODAM a permis la convergence et le dialogue fécond entre les organisations de producteurs, les techniciens du développement et l'administration locale générant des résultats probants à l'instar des plans de gestion des unités pastorales (UP).

19. Il serait intéressant d'appréhender l'impact d'une zone de développement, avec et sans UP. Les communautés rurales ont des pouvoirs de planification environnementale et de gestion des ressources naturelles. L'impact de ces dispositions légales et réglementaires dans le management des territoires pastoraux pourrait être analysé au regard de la loi 96.06 du 22 mars 1996 relative aux transferts des compétences de l'État aux collectivités locales.

#### **6) Les institutions et le cadre réglementaire et politique**

20. Dans le cadre de cette étude, une attention particulière sera donnée aux institutions socio-professionnelles rurales, groupements de producteurs, associations de développement, fédérations des agriculteurs, groupements d'intérêt économique, le conseil local, la communauté rurale et l'État, dans la définition des réformes institutionnelles.

21. Au niveau des politiques sectorielles, l'incidence du désengagement de l'État, du Programme d'ajustement structurel de la filière rizicole (PASR), de la privatisation et libéralisation des secteurs économiques, de la dissolution de la caisse de péréquation et de la commercialisation du riz libéralisé sera examinée.

#### **7) La paix et les relations de bon voisinage au bord du fleuve**

22. Les populations riveraines entretiennent des relations sociales économiques et techniques en dehors de tout règlement administratif. Des centaines de téléphones portables à abonnement mauritanien par des Sénégalais vivant sur la rive gauche circulent dans le territoire sénégalais.

23. L'évaluation populaire voudrait que le consultant/facilitateur, l'équipe du PRODAM ainsi que les représentants du FIDA participent à la réflexion et que les populations soient les actrices du processus de la formulation, contrairement à l'approche de la première phase.

24. Les populations sont-elles préparées à assumer et à assurer ce rôle? Leurs capacités de propositions et d'orientation vont-elles rencontrer un esprit d'ouverture des autres parties prenantes à la formulation (consultants, bailleurs qui se rendront compte que les rôles traditionnels sont inversés et pourront-ils à leur tour assumer leur nouveau rôle de participant et non de décideur?).

25. Dans le cadre de la formulation et de la planification du programme, l'approche village est conseillée ; il sera nécessaire de visiter et de rencontrer les acteurs concernés par les PIV, les GIE, la fédération des agriculteurs. Les aspects relatifs à la production, à la gestion des terres, au financement des campagnes, à la commercialisation des produits, la diversification, la planification du développement de la zone et au renforcement des capacités institutionnelles seront également examinés.

26. Les organisations du Ferlo regroupées autour des comités de gestion des forages et des unités pastorales, ainsi que les organisations féminines, seront consultées dans les domaines de l'accès à l'eau potable, la santé, la sécurité nutritionnelle et alimentaire et la planification du développement en vue d'améliorer leur condition socio-économique.

27. **La démarche opérationnelle utilisée** a consisté en une première prise de contact avec l'équipe du PRODAM pour procéder à l'information auprès des villages. Innovation majeure sans doute : les villages ont eu plus d'une semaine de préparation au moins avant de rencontrer le consultant.

28. Les objectifs de l'évaluation populaire et l'utilisation des résultats sont connus des populations dès le départ. Les résultats alimenteront l'atelier de validation, la planification participative et la formulation de la phase 2 au niveau des trois zones: Ferlo, Diéri, Walo.

29. L'évaluation populaire a démarré par le Walo avec plusieurs strates d'analyses:

- Les villages directement concernés par le PRODAM (contrat d'exécution).
- Les villages intéressés par le PRODAM sans appui direct ayant bénéficié du désenclavement, par exemple.
- Les villages un peu distants de la zone des opérations qui connaissent ou ont entendu parler du PRODAM et de ses activités.
- Les GIE des PIV.
- Les GPF.
- Les associations de jeunes (Fedde Sukaabés).
- La Fédération kawral.

La même stratégie est utilisée pour le Ferlo.

30. Une rencontre «évaluation populaire» croisée entre les représentants des agriculteurs et éleveurs (Femmes Hommes Jeunes) a été suscitée et encouragée. De cette rencontre est sortie la liste des représentants de la zone pour participer activement à l'Atelier. La version *pulaar* du rapport servira de document de base aux représentants des populations.

## **B. La démarche suivie**

31. L'évaluation s'est déroulée en quatre étapes. La **première** a consisté à prendre contact avec M. Audinet pour s'entendre sur le type d'évaluation à faire: l'évaluation populaire a été retenue; les populations s'expriment en assemblées villageoises, diagnostiquent, analysent, recherchent des solutions et se préparent pour le futur: Prévision pour l'avenir. Des entretiens qualitatifs complètent le travail en plus de la revue documentaire. Nous avons impulsé, animé et mené des investigations approfondies durant l'évaluation populaire.

32. La **deuxième** étape a permis de rencontrer, à la base du projet, l'UGP pour avoir les mêmes compréhensions de l'évaluation populaire: information explicative des acteurs, programmation consensuelle, présence des femmes, des hommes, des adultes et des jeunes dans les assemblées villageoises : prise de parole tournante homme/femme/jeune, écoute des rapatriés et dépossédés, organisation de l'assemblée avec des thèmes majeurs (diagnostics populaires, analyses populaires, recherches populaires de solutions, perception collective de PRODAM-II, etc.).

33. La **troisième** étape a consisté à rencontrer les villages sur le terrain en assemblée villageoise pour les discussions. Pour approfondir certains points, nous avons travaillé en petits groupes pour recueillir certaines données de confirmation ou d'infirmité de certaines déclarations. Des déplacements dans les périmètres pour regarder *de visu* l'état de l'entretien des équipements et infrastructures, la qualité des ouvrages, l'état et la qualité des terres affectées aux femmes, les efforts et effets d'entraînements du PRODAM dans les autres villages (impact positif indirect).

34. La **quatrième** étape a été une réunion de synthèse/concertation sur :

- Le développement de la petite irrigation dans le *Daande Maayo* (réhabilitation institutionnelle, formation, aménagements structurants, émergence des organisations paysannes).
- Le développement pastoral (approche, investissements, formation, participation, vision futuriste du Ferlo).
- Le développement du Diéri (relation entre le Ferlo et le Walo, nature qualité, et fréquences des relations, vision d'avenir, gouvernance locale).
- La problématique genre (statuts, revenus, pouvoirs).
- Les orientations PRODAM-II (agricole, pastorale, formation, organisations paysannes, participation, désenclavement, etc.).

35. Cette chronique de développement participatif a vu la présence de 41 personnes représentant des agriculteurs et éleveurs (femmes, hommes jeunes), l'équipe du PRODAM, des organisations partenaires du PRODAM (PIP, ADO, etc.). La liste des participants à l'atelier de formulation du PRODAM-II a été retenue durant cette rencontre.

## II. RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS

36. Une réunion de concertation des producteurs du Walo - Diéri - Ferlo sous forme de chronique du développement participatif s'est tenue le 20 mars 2002 à Wuro Sogi, regroupant 41 personnes provenant des 3 départements de la nouvelle région de Matam avec les équipes du PRODAM, dont le directeur a tenté de résumer les 24 jours de réunion dans les villages et campements de la zone d'évaluation du PRODAM.

37. Les diagnostics et analyses populaires ont été faits avec les populations qui ont activement participé aux propositions et recommandations.

38. Il ressort de cette chronique que le développement de la petite irrigation a été très bien apprécié par les populations en termes de réhabilitation institutionnelle, formation, aménagements structurants, émergence des organisations paysannes, en particulier de la fédération des producteurs de Bosséa et Nguénar.

39. Les différences d'expérience échangées, des témoignages qualifiés des références citées ont permis de mieux comprendre le présent et de construire ensemble la vision et le rêve du développement futur.

## **Le développement pastoral**

40. La situation de référence fait apparaître (contrairement à Podor et Linguère, départements limitrophes où la SODESP a évolué, ou Tambacounda et Bakel où le PDES0 a travaillé avec les éleveurs) que la zone du Ferlo Matam n'a pas connu de projet de développement.
41. L'approche introduite par le PRODAM met en première ligne les organisations paysannes et le bétail dans le développement pastoral.
42. **Le PRODAM n'a pas fait de rupture entre les croyances et représentations culturelles, d'une part, et le support social et économique que constitue le bétail en civilisation pastorale, d'autre part.**
43. Le bétail contribue à définir les rôles et les statuts, les moyens de production, le mode de vie de l'éleveur qui explique "que le mauvais œil et la mauvaise langue font proscrire le décompte du bétail".
44. L'approche du développement pastoral, prônant la complémentarité Walo - Diéri, une mobilité « programmée », une diversification des points d'eau permettant une utilisation plus rationnelle des pâturages, a été fortement appréciée.
45. Des forages accessibles à tous avec des contrats spécifiant les transhumants et les résidents dans le coût hydraulique sont bien perçus.
46. Ces investissements structurants ne sont pas bien gérés faute d'une assimilation réelle des différentes formations mises en œuvre et d'une participation plus active, même si une mobilisation générale est toujours possible en cas de panne sérieuse ou d'utilisation abusive de l'environnement (feux de brousse).
47. Ceci peut être mis sur le compte de la situation de référence ou contrairement à la zone du Walo où la réhabilitation a été privilégiée, la création ex novo était la démarche de base dans le Ferlo où le déficit en infrastructures sociales et économiques était un frein au développement.
48. **Les GIE, associations naissantes, et les comités de gestion ont une vision futuriste du Ferlo en termes d'organisation (Fédération du Ferlo), de fonctionnement des forages (achats groupes de gasoil - huile, pièces détachées etc.). La vision tourne autour des associations d'éleveurs fédérées, des pâturages améliorés, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'approvisionnement en eau, de la bonne gestion des UP, de l'aménagement des mares, de l'émergence de banques d'aliment pour bétail, du développement de cultures fourragères, de la couverture sanitaire du bétail, de l'installation de pharmacies vétérinaires, de la commercialisation et de l'accès au crédit.**
49. Les habitants du Ferlo ont évoqué une intégration de l'élevage et de l'agriculture, l'utilisation des résidus de récolte, la fumure animale et l'embouche.
50. On sent un fort besoin de reconnaissance, les éleveurs se sentent isolés et oubliés avant l'avènement du PRODAM. À l'opposé, disent-ils de l'agriculture, ils n'avaient eu aucun soutien avant le PRODAM.
51. **Les Ferlankobés veulent augmenter leurs revenus, contrôler leurs environnements, ne plus être accusés de détruire l'écosystème qu'ils mettent au contraire en valeur, même si la mise en valeur de l'élevage n'est pas acceptée contrairement à la mise en valeur agricole.**

52. Le développement des caisses d'épargne et crédit a été sollicité par les éleveurs, de même que la poursuite de l'alphabétisation et le maintien des acquis dans le domaine de la formation/alphabétisation sont les points essentiels développés.

53. Les relations avec le Walo et le Ferlo sont évoquées par les partenaires du PRODAM résidant dans la zone de développement du Diéri. La zone de Diéri se positionne comme centre nerveux des activités commerciales et pôle de développement économique. La nature des relations inter-zonales, leur qualité et fréquences sont jugées faibles et de nature plutôt informelle.

54. Les types d'activités envisagés entre les deux autres zones (Walo et Ferlo) tournent autour de la commercialisation, des contacts et études sur le marché, sur l'offre et la demande, la transformation, la conservation des produits provenant des deux zones, l'information des commerçants et la mise en relation avec des opérateurs économiques.

55. La zone Diéri est visualisée dans le cadre de l'émergence d'une grande union des Fédérations Walo – Diéri – Ferlo.

### **La problématique Genre, et la place et le rôle des jeunes sont ressortis des discussions.**

56. La maîtrise de la gestion des activités génératrices de revenus par les femmes, l'absence des jeunes dans le PRODAM-I, en dehors de la formation de pointe, ont abouti à la nécessité pour PRODAM de maintenir son approche village.

### **Pour les acteurs principaux: les populations concernées**

57. La participation des bénéficiaires est en dessous de leurs potentialités. La cause principale est la non-participation à l'élaboration du projet. Cependant, l'approche village instaurée par l'UGP a amélioré les relations entre l'équipe PRODAM et les populations. **La lenteur, les incompréhensions et les résistances sont dues à la faible implication des populations dans la conception du projet**

58. Lorsque la démarche consécutive aux réajustements fonctionnels opérés par l'UG a été adoptée, les populations ont pris en charge la distribution des parcelles, le choix des foyrés, la surveillance des UP, le contrôle des conducteurs de forage et des pompistes, le respect des engagements des Alphabétiseurs relais, les frais de déplacement des formateurs des caisses d'épargne et de crédit, le travail à titre bénévole des animatrices et animateurs villageois, etc.

59. Une femme participant à la réunion de synthèse du 20 mars 2002, non bénéficiaire directe du PRODAM-I, insiste sur la participation financière et obligatoire pour toute action et activité pour bien mener le PRODAM-II.

### **A. L'unité de gestion du projet**

60. Ceux qui ont participé à l'atelier de lancement du projet en 1993, ceux avec qui le PRODAM a pris contact sur le terrain, ainsi que les villageois, rapatriés, dépossédés ont une image positive de l'équipe qui a développé, selon les populations, la confiance autour de la participation, de la transparence et de l'esprit d'initiative.

61. Le professionnalisme de l'équipe, son engagement surtout, son comportement et le respect des institutions villageoises ont permis de démarrer rapidement quand le partenaire rural comprenait et acceptait les termes des protocoles d'accord le liant à l'UGP.

62. L'impossibilité pour l'équipe de se déplacer en hivernage, l'arrêt de certaines activités pendant l'hivernage, le manque de communication pendant une longue période de la campagne rizicole d'hivernage ont été évoqués.

63. **Les membres du Comité de consultation du projet ne sont pas forcément connus des villageois; cependant les populations apprécient les visites annuelles de terrain auxquelles ont été associées, «la parole est libre, les discussions ouvertes ».**

64. La BOAD et le FIDA sont bien connus dans la zone du projet et leurs visites ont été fortement appréciées. Les populations souhaiteraient voir davantage les autorités sénégalaises en dehors des visites accompagnées.

65. Les services techniques ayant reçu un appui institutionnel du PRODAM sont diversement appréciés par les agriculteurs et éleveurs dans différents domaines :

- le renouvellement des comités de gestion,
- la nomination des pompistes,
- la compétence des conseillers agricoles,
- le rôle des agents de l'élevage et leur implication dans la gestion des pharmacies vétérinaires.

66. Des critiques sont formulées sur les opérateurs privés, surtout pour la construction du canal principal, alors que les entreprises qui ont réalisé les forages et les ouvrages annexes sont appréciées positivement.

67. Les consultants sont jugés positivement en termes de comportements, cependant la restitution des études a généralement fait défaut.

68. La formation reste une forte demande mais les résultats sont encore en dessous des efforts fournis en moyens humains, matériels et financiers. L'esprit formation est partout présent et c'est le meilleur atout pour PRODAM-II.

69. Les formations spécialisées, les voyages d'échanges à l'intérieur du pays et dans les pays limitrophes sont perçus comme une ouverture et une reconnaissance.

## **B. Les réalisations physiques**

70. Pour la composante agricole, la réalisation des périmètres rizicoles et maraîchers est positivement reconnue. Les femmes déplorent la réalisation tardive des périmètres maraîchers et leurs équipements incomplets et demandent leur extension.

71. Le canal d'amenée et le planage semblent être les facteurs limitant de la production et de la durabilité des GMP.

72. Quant à la composante pastorale, le fait de commencer par les nouveaux forages avant les travaux de réhabilitation est jugé comme une bonne initiative, ainsi que la mise en œuvre des plans de gestion où les GIE des UP sont parties prenantes.

73. Par contre, le décompte du troupeau, le suivi zootechnique et zoo-économique pour seulement quelques troupeaux sont diversement appréciés. Le rapprochement des villages, la diminution des pertes sont expliqués par la présence de l'eau et des pâturages dans un même lieu.



74. L'augmentation des ventes est liée aux besoins de cotisations pour le troupeau qui « revient », de la cherté des produits de consommation courante : thé, sucre, café, etc.
75. La santé vétérinaire est de plus en plus recherchée et les vaches « pompées » inséminées ont besoin de complément d'aliment de bétail qu'il faut nécessairement acheter.
76. La méthode d'insémination artificielle n'est pas maîtrisée, selon les éleveurs, mais elle est intéressante pour son aspect économique. Cependant, l'opération devrait être conduite parallèlement avec des vaches « non pompées » si on veut en suivre le pédigré.
77. Les groupements de promotion féminine du Ferlo se reconnaissent à leurs noms, indicateurs de leurs engagements : *pellitaal* (décision) *fooyre* (lumière), *bamtaare* (vrai développement), *laabal* (propreté), *kawral* (union), etc.
78. Les différentes formations : formation des responsables, formation technique et alphabétisation sont encore insuffisantes dans une zone où le PRODAM est le seul programme à avoir travaillé de façon large et continue pendant plusieurs années.
79. Les prêts accordés de la part de la CNCAS, avec l'accord du PRODAM, sont jugés lents aussi bien par les agriculteurs, les éleveurs que les GIE de la zone du Diéri.
80. Les délais de remboursement (6 mois) sont jugés très courts GIE de femmes pour les activités génératrices de revenus qu'elles ont généralement remboursées avant échéance. Elles demandent un allongement de la durée du prêt (6 à 12 mois).
81. Sur 200 prêts contractés, 484 233 364 FCFA ont eu comme objet l'agriculture irriguée au profit de 42 GIE, contre 80 809 000 FCFA pour l'élevage au compte de 50 projets réalisés au bénéfice de 22 GIE.
82. Les activités féminines ont été concernées pour 28 992 920 FCFA. Les CAPEC totalisent plus de 50 000 000 de FCFA dans leurs caisses. Sur 52 crédits arrivés à terme, d'un montant de 2 694 310 FCFA, seuls 3 190 FCFA étaient en souffrance de remboursement, ce qui montre non seulement la capacité mais encore la volonté de remboursement des paysans!
83. Les CAPEC sont reconnues officiellement sous le statut de groupement d'épargne et de crédit par la loi 95.03 du 5 janvier 1995 portant réglementation des institutions mutualistes d'épargne et de crédit.
84. La lenteur du démarrage, la démobilisation et la démoralisation pendant la période CEPIC ont été atténuées par une remobilisation et un réarmement moral pendant la période où l'appui technique a été assuré par l'ONG BAARU. Il reste que les CAPEC ont encore besoin d'animation et de formation pour se hisser au niveau de gestion anticipé.
- 85. Les pistes rurales et ponts de désenclavement sont unanimement appréciés et les populations souhaitent vivement la poursuite de ces programmes d'infrastructures pour désenclaver davantage les zones de développement.**

### C. Le contexte

86. L'évaluation populaire s'est réalisée dans un contexte politique et social nouveau. Le département de Matam vient d'être érigé en région, la zone sylvopastorale agrandie avec les communautés rurales de Vélingara et Louguéré Thioly, amputées ainsi du département de Linguère dont elles faisaient partie.

87. Le département de Matam est érigé en trois départements :

- Matam, comme chef-lieu de région et de département ;
- Kanel, chef-lieu de département de Kanel ;
- Ranérou, chef-lieu de département de Ranérou Ferlo.

Ce processus de décentralisation s'est accéléré au cours du premier trimestre de l'année 2002. C'est durant notre séjour que les autorités administratives ont été installées. Nous avons assisté à l'installation du Préfet de Ranérou et rendu visite au Gouverneur de la région et aux autres préfets.

88. Les organisations de base, la société civile ont apprécié diversement le découpage et le choix des chefs-lieux de départements, des marches de protestation ont été organisées traduisant l'émergence d'une société civile mieux structurée et plus consciente de ses capacités de proposition et de participation. Il s'agit pour les OP de saisir les opportunités offertes pour le renforcement du pouvoir local et de revendiquer leur place et leur rôle. La nouvelle région dispose de ressources naturelles à travers l'agriculture de subsistance et d'un élevage exclusivement extensif.

89. Les populations aspirent à une alimentation suffisante et équilibrée qui peut être atteinte par une gestion rationnelle et moderne des ressources existantes. Au niveau des ménages, la terre et l'eau sont plus accessibles collectivement grâce à l'approche village prônée par le PRODAM.

90. **La présence des réfugiés mauritaniens.** Treize ans après les douloureux événements de 1989 (l'une des raisons de la création du PRODAM), la dépossession des terres de la rive droite et la présence de milliers de rapatriés avaient aggravé la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire.

91. Une prise de conscience individuelle et collective est très notable dans la zone du projet. L'accroissement significatif des revenus des ménages et des capacités de production du Ferlo – Diéri – Walo contribue certainement à ces nouvelles dynamiques sociales.

92. Le PRODAM a introduit une sécurité foncière améliorée dans le développement avec l'avènement des UP et, dans le Walo, «un *fooyre*, un hectare ». Dans toute sa zone d'évolution, le PRODAM a procédé à une alphabétisation et une tentative de régénération et de protection de l'environnement.

93. La phase PRODAM-II devrait saisir cette opportunité pour développer un programme de développement intérieur dont les bases sont déjà là : la confiance, l'accès aux ressources, et les populations totalement acquises à la démarche participative et à l'autopromotion.

### III. DIAGNOSTICS POPULAIRES

94. Le diagnostic populaire a été axé sur des problèmes de mise en valeur agricole et pastorale, sur l'entretien et l'amortissement des infrastructures dont la gestion a une incidence sur l'auto-promotion et la survie des OP.

95. Pour passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture d'entreprise socialement rentable, économiquement viable, la diversification et l'intensité culturale doivent être réalisées. L'exploitation des PIV en contre-saison est une opportunité faiblement exploitée compte tenu des contraintes relevées.

96. L'entretien et l'amortissement des forages et des PIV, de même la transformation et la commercialisation des produits tirés de l'agriculture et l'élevage, concourent au développement économique et social de la zone du projet.

97. Tous ces efforts seraient anéantis sans une formation soutenue pour relever la capacité de planification, de négociation et de gestion des OP qui disposent d'énormes potentialités.

#### **A. Problèmes de mise en valeur**

98. La notion de mise en valeur est encore floue auprès des villageois, de l'État et peut-être de l'équipe du projet. Notion controversée dans le domaine agricole, elle est encore plus difficile à appréhender dans le domaine de l'élevage et de la pêche.

99. Il faudrait travailler avec les éleveurs pour prouver qu'une UP est une mise en valeur pastorale. La population doit être totalement responsabilisée dans ce domaine, les techniciens apporteront à la demande du PRODAM des éclaircissements et des textes réglementaires pour éviter aux populations de prendre des décisions attaquables.

100. La loi sur le domaine national devrait être disponible (en Pulaar) à l'UGP et aux fédérations. Elle pourrait être une base de travail pour les OP dans les négociations foncières avec les villages.

#### **B. Entretien et amortissement des PIV**

101. Les producteurs ruraux se sont exprimés ainsi :

"C'est à la SAED qu'était dévolu le rôle d'entretien et d'amortissement des PIV, c'est elle qui a aménagé les premiers périmètres avant le PRODAM, c'est elle qui a créé les GIE, c'est elle qui nous a approvisionnés en engrais, semences, pesticides, gasoil, huile, motopompes, tuyaux mécaniciens.

Pour la commercialisation et la transformation, elle s'est organisée pour tout régler, quand il y a des dettes et que nous ne pouvons pas les payer, c'est la SAED qui payait; d'ailleurs je crois que la SAED et l'État c'est la même poche."

"La banque BNDS a notre argent, mais comme c'est l'État, on n'en parle pas beaucoup, la CNCAS n'est pas comme la BNDS."

"Mais depuis 1986, l'État nous a laissé tomber.

"Comment demander à des GIE créés comme ça d'entretenir des infrastructures et de garder de l'argent « mort doucement » (amortissement)."

Et depuis, la SAED nous a laissé des aménagements morts et il est resté longtemps en retrait avant la venue du PRODAM; les canaux étaient touchés, la route de l'eau fermée et les motopompes avaient disparu."

Alors les jeunes ont continué à partir, les villages se dépeuplent chaque jour.

Avec les problèmes sénégal-mauritaniens, beaucoup de monde a traversé le fleuve pour venir à nous.

C'est un malheur mais c'est aussi la justification du PRODAM qui est arrivé en retard.

"Pour des aménagements nous ne savons pourquoi tel village a été choisi par rapport à un autre; quel est le critère de base ?

Si c'est la taille il y a de gros villages qui sont écartés; si c'est le dynamisme il y a des villages dynamiques qui sont exclus.

Et puisqu'on prend un village et on saute un autre il y a une grande différence entre les anciens PIV réhabilités et les PIV neufs en termes de qualité de travail, de superficies cultivées et même de rendements.

Les problèmes d'entretien des canaux ne sont pas encore résolus, on ne peut pas cotiser ou dépenser de l'argent en dehors de la campagne; il faut donc trouver une autre solution.

Le nouveau modèle de motopompes est reposant, le démarreur est plus facile et il y a moins d'accident au bras et moins de panne.

Les conseillers qui sont avec nous sont nos pieds et nos bras auprès du PRODAM, mais comme le dit l'adage Pulaar «envoyer quelqu'un est reposant pour le corps mais non pour le cœur ».

La manière dont les problèmes fonciers sont abordés augmente les confusions.

Ce n'est ni la loi sur le domaine national, ni la loi coutumière. C'est pourquoi quelquefois on est dans l'impasse ».

### **C. Opportunité et problèmes d'exploitation des PIV en contre -saison**

102. L'introduction de la double culture sur les périmètres irrigués est une opportunité dans la mesure où il est techniquement possible de cultiver en toute saison avec les avantages suivants :

- Diversification des cultures qui améliorent la qualité et la texture des sols.
- Accroissement du revenu annuel et de sécurité alimentaire.
- Humidification des canaux pour éviter les fentes de retrait que provoque l'assèchement prolongé des argiles essentiellement composées de vertisols.

### **Problèmes**

103. La double culture exige une intensité culturale, des GMP performants ou régulièrement entretenus pour éviter les pannes et longues réparation entre deux campagnes, un canal principal bien compacté pour éviter des pertes d'eau importantes, des aménagements peu dégradés, des moyens humains et financiers. Pour économiser l'eau, il est important d'entretenir périodiquement le canal et les parcelles. Le mauvais planage, les fentes de retrait, l'enherbement et les ruptures de joint entre les tuyaux sont autant de facteurs qui affectent l'efficacité de la gestion de l'eau.

104. Le calendrier cultural reste présentement imprécis. Des démarches techniques proposées par les conseillers agricoles, dont les résultats ont été cependant très probants au cours d'une même campagne, ont quelquefois été rejetées par les paysans.

105. Le temps entre la première et deuxième culture est relativement court mais les solutions adaptées n'ont pas encore été proposées et appliquées. Peut-on introduire la double culture qui est en compétition avec la culture de décrue, au plan de la mobilisation des ressources humaines et du temps de travail? Comment financer une nouvelle campagne sans avoir payé les dettes de la première campagne?

106. Le PRODAM parle de normes techniques pour parvenir à une double culture alors que la CNCAS exige le remboursement des prêts pour octroyer un autre prêt dont le délai de mise en place peut être égal au temps de culture (3 à 4 mois).

### **D. Entretien et amortissement des infrastructures**

107. Le PRODAM a mis en place des magasins de stockage des citernes à gasoil, des ouvrages de franchissement, des centres de formation, des forages équipés, des parcs de vaccination ainsi que des cases de santé.

108. La dotation aux amortissements exigée annuellement au niveau des PIV et versée au niveau des CAPEC permet d'assurer l'entretien des GMP entièrement pris en charge par les paysans; dans ce même registre, les forages du Ferlo sont entretenus par les Comités de gestion qui ont ouvert des comptes à la CNCAS et enregistrent des taux d'immobilisation très limités.

## **E. Transformation et commercialisation des produits agricoles (paddy)**

109. Dans toute la zone il n'y a pas d'usine de décorticage, ni de point de commercialisation officiel.

## **F. Capacité de planification de négociation et de gestion des OP**

110. Les différentes formations réalisées auprès des OP sont orientées vers des aspects techniques sous-tendus par l'alphabétisation fonctionnelle :

- Fonctionnement des organes.
- Gestion des équipements.
- Promotion de l'agriculture irriguée.
- Ouverture de comptes d'amortissement, etc.

111. Les bénéficiaires directs ont été les présidents et les secrétaires de GIE, des trésoriers et des commissaires au compte, des magasiniers, des pompistes, des adultes dans les centres d'alphabétisation.

112. La planification des activités, les négociations inter-villageoises, intravillageoises, les négociations avec les ONG, les collectivités locales, les organismes de développement et les bailleurs constituent des aspects insuffisamment abordés.

113. La fédération, en tant que ressource opérationnelle, devrait être appuyée au plan institutionnel pour augmenter sa capacité de planification, de négociations et de gestion.

## **G. Potentiels et aspirations**

114. Avec les différentes formations menées durant le programme, un potentiel humain capable de prendre à court terme le développement de la zone en main (Alphabétisation, Formation de pointe) existe, les OP ont l'ambition de pérenniser les actions conduites par le PRODAM et comptent se constituer en Unions de fédérations des producteurs pour prendre en main le développement de la région.

115. Le PRODAM, étant le seul programme qui couvre à la fois le Walo, le Diéri et le Ferlo, constitue un maillon essentiel dans la réalisation de cet objectif.

## **H. Autres**

### **Considérations générales**

116. Le PRODAM est né parce que les périmètres irrigués de première génération, les conditions de production étaient devenues très difficiles alors que le PIVREM et le HCR avaient une mission limitée auprès des réfugiés.

**117. Le projet a réussi à faire des rapatriés, des dépossédés, et les autres populations résidentes une seule communauté. Dans les composantes du projet, et dans la vie quotidienne, il n'y a pas de discrimination, positive ou négative. L'accès au crédit, l'appui à la production et la**

**formation des activités agropastorales suivent la logique de la solidarité. On retrouve les rapatriés dans toutes les instances de décision.**

118. Après la grande sécheresse de 1973 et l'abandon des PIV, suite à des endettements lourds et des dégradations avancées des aménagements, tous les paysans, avec ou sans terre étaient dans l'impossibilité d'exploiter leurs terres à cause du manque de ressources financières. L'avènement du Projet a coïncidé avec l'impossibilité quasi générale de disposer de ressources agricoles issues de l'exploitation des terres.

119. Le PRODAM a permis une répartition des facteurs et moyens de production en:

- aménageant pour tous les ménages concernés;
- interdisant le tracteur dès le départ pour exploiter le potentiel de la main-d'œuvre et contrôler les coûts de production;
- privilégiant les itinéraires techniques acceptables et rentables;
- donnant la chance à chacun de diversifier ses cultures.

Bien que certains paysans n'aient pas accès au crédit bancaire, le développement des CAPEC, d'accès plus facile, permet d'envisager des itinéraires alternatives.

120. La Fédération Bosséa-Nguénar tente de mettre en avant l'intérêt du travail et de la vie en communauté. Si aujourd'hui, le PRODAM a permis l'accès aux terres ménagées, sans distinction de statut, de provenance et de position dans la hiérarchie sociale, la position sociale est encore un déterminant. Dans les institutions locales, les postes stratégiques sont encore réclamés par les « nobles » qui cherchent à recréer et conserver une certaine forme d'influence. Une deuxième étape à franchir serait une prise de conscience réelle pour s'affranchir progressivement des subventions de l'État. Il faut donc utiliser et compter sur les ressources existantes et les potentialités en créant un espace économique qui dépasse le terroir villageois.

#### **IV. ANALYSES POPULAIRES DES DOMAINES D'IMPACT**

121. Après six ans d'existence et un début difficile, le PRODAM a commencé à apporter des réponses aux préoccupations des populations en professionnalisant les groupements et la Fédération grâce à l'acquisition de nouvelles compétences, à l'émergence et à l'appropriation des activités génératrices de revenus par les femmes (surtout dans le Diéri).

122. De nouveaux métiers sont apparus (teinture, savon local, pommade locale etc.). L'alphabétisation a permis aux populations d'être de plus en plus des acteurs (les relais villageois) plutôt que des consommateurs.

123. Les associations sont mieux structurées et organisées, les comités de gestion sont en apprentissage et les villages prennent des décisions importantes sans consulter le PRODAM (prêts de campagne, vente de riz hors pays, etc.).

124. Les structures relais en maturation, issues des formations (Fédération Kawral), vont relayer le PRODAM).

125. **Le travail fourni par le PRODAM a un impact sur la société civile et son mouvement:** le désenclavement, la couverture des besoins alimentaires sur les bénéficiaires directs par des nouvelles acquisitions (nouvelles moussons, aspects vestimentaires, parcelles de PIV, téléphone, radio etc.), les associations (contrat de travail, marchés locaux de petits métiers, petites filières de réparation, GMP, construction de magasins, etc.).

126. Les partenaires techniques ont eu des moyens du PRODAM pour se déplacer, l'État a vu son image revalorisée grâce aux réalisations du PRODAM, qui est un partenaire du développement régional.

#### **A. Ressources matérielles et financières des ménages**

127. Selon les assemblées populaires villageoises (présence des hommes, femmes et jeunes dans une même réunion), les rendements du riz ont doublé depuis l'avènement du PRODAM, notamment au cours des premières années.

128. Les paysans qui ont fait du maraîchage n'ont pas eu besoin de vendre le riz pour avoir de l'argent ; les revenus monétaires ont augmenté et l'argent circule dans la zone.

129. Les agriculteurs s'équipent petit à petit (charrettes), les femmes augmentent leurs parures vestimentaires et les paysans conservent leurs parcelles. Le rapport de revue à mi-parcours confirme cette tendance situant le revenu familial avant-projet à 170 000 FCFA et le revenu brut d'exploitation pour les PIV du PRODAM de l'ordre de 500 000 FCFA.

130. La revalorisation de la main-d'œuvre familiale est de 4 000 FCFA/jour, selon les rapports du BSE de la SAED, comparé à un objectif initial du projet fixé à 2 320 FCFA.

131. Les rendements des premières années des périmètres de PRODAM ont presque triplé passant de 2,5 tonnes/ha à 7 tonnes/ha avec des pointes de 11 tonnes/hectare. L'objectif de départ qui était de 8 000 tonnes oscillera autour de 12 000 tonnes en année de croisière.

#### **B. Ressources humaines**

132. Il nous a été donné d'assister à la réunion du CA de la Fédération (le 5 mars 2002) et avons remarqué l'absence de femmes à la réunion. Renseignements pris, le CA se compose de fait uniquement d'hommes à l'image des GIE. La qualité par rapport aux ambitions est faible et les disponibilités limitées (les possibilités de rencontre sont subordonnées à la disponibilité des moyens de déplacement obtenus auprès de l'UGP et la SAED).

133. On a noté une propension à l'émigration pour certains animateurs et alphabétiseurs relais formés depuis la fin du projet tandis que des retours sont notés à l'instar de cet « émigré de Gabon qui a confirmé que son retour est lié à l'aménagement du PIV ».

134. Sur le plan sanitaire, les populations restent vulnérables au paludisme avec la présence de l'eau des rizières.

135. La sécurité nutritionnelle s'installe progressivement avec l'exploitation continue de cultures maraîchères gérées par les groupements féminins dans l'ensemble des villages du Dandé mayo.

136. Le travail des femmes a eu un impact réel sur la production globale et augmente les revenus des ménages.

#### **La Fédération**

137. La Fédération est un canal de communication avec le PRODAM ainsi que les autres structures de l'État et joue le rôle de porte-parole des GIE. La mise en place de la fédération des producteurs, Kawral Bosséa et Nguénar, suscite beaucoup d'intérêt. La fédération hésite entre un socle social fort à partir des structures sociales actuelles et une structure administrative basée sur la

compétence et la technicité. Elle a un impact positif sur la zone de Dandé Mayo alors que les zones Diéri et Ferlo cherchent à se fédérer à partir des associations existantes ou en voie de création.

138. **Dans une approche stratifiée des interventions des différents acteurs, les GIE pourraient centraliser les besoins de campagne agricole, assurer l’approvisionnement en intrants, la gestion et la maintenance des réseaux collectifs, prendre en main les provisions pour entretien et amortissement ainsi que les opérations de commercialisation et de remboursement. Toutes ces opérations demandent de la compétence (formation), transparence et confiance.**

139. **Les opérations à caractère transversal, dont l’exécution est plus efficiente à une échelle plus élevée, l’approvisionnement des GIE en intrants, la négociation des contrats de commercialisation, la recherche de partenariat externe, l’engagement sur de vastes programmes intervillageois, la défense des intérêts économiques et moraux des communautés membres pourraient constituer des domaines privilégiés d’intervention de la fédération.**

140. Le niveau d’organisation et de gestion actuel de cette fédération permet cependant de la responsabiliser, dans un cadre contractuel à définir, dans le domaine de l’alphabétisation, particulièrement dans le Dandé Mayo. Dans cette vision, les animateurs et animatrices issus des villages, encore perçus plus comme des porte-parole des villages que des formateurs pouvant apporter une contribution significative dans la réalisation des activités de terrain, pourraient jouer un rôle significatif dans la vulgarisation et le transfert des compétences.

141. Ces animateurs formés et appuyés au plan institutionnels pourraient être les techniciens ruraux de la fédération dont l’appartenance au milieu et la représentativité constituent des gages de succès. À terme, la fédération devrait assurer la prise en charge directe des prestations de ces animateurs dont le niveau technique devra être progressivement relevé par des formations ciblées en fonction des besoins réellement diagnostiqués dans la zone.

### **C. Capital social et collectivités locales**

142. Les villages ont toujours eu leurs propres organisations dont les plus visibles sont les associations de classe d’âge. Avec la grande sécheresse des années 1973 et l’introduction des périmètres irrigués en 1974, des organisations nouvelles autour des activités sectorielles sont créées par l’encadrement et les sociétés d’État. C’est la naissance des groupements de producteurs dans le département de Matam et, plus tard, des GIE.

143. Pour accéder au crédit, les groupements de femmes se sont juridiquement constituées en GIE. Certaines ONG et structures ont contribué à la floraison des GIE en conditionnant tout prêt ou appui à une reconnaissance juridique. Les associations villageoises de développement (AVD) ayant une vision plus globale et sociale ont, tout en conservant leurs objectifs et méthodes de travail, voulu être formalisées et reconnues officiellement.

144. La solidarité villageoise, les organisations d’aide et de promotion existaient avant l’avènement du Projet avec un réseau de relations tissées avec la communauté des émigrés. L’appellation « organisations de producteurs » a le mérite d’être plus circonscrite. Elles mettent en avant la production, avant la consommation.

145. Selon les différentes réunions tenues, la force des producteurs est leur organisation en GIE et d’avoir donné naissance à une fédération : Fédération des groupements de producteurs du Nguénar-Bosséa.



## **D. Activité économique et sécurité alimentaire**

146. Les conditions de production se sont améliorées dans les secteurs agricoles et pastoraux. Un compte d'exploitation des ménages d'éleveurs établi en fin de projet montre un actif de 738 705 FCFA contre 270 793 FCFA avant-projet.

147. La génération des revenus agricoles comparée à la situation de référence est importante: 170 000 FCFA/famille et 25 000 FCFA en termes monétaire avant-projet et se chiffre à 500 000 FCFA à la fin du projet selon les estimations de la SAED.

148. La valorisation de la main-d'œuvre familiale serait de 4000 FCFA contre un objectif de 2 320 FCFA. Ce bond en avant est corroboré par des rendements qui ont doublé, voire triplé par rapport à la situation de référence: 2,5 ha contre 5,5 tonnes, voire 7 tonnes/ha avec des pointes de 11 tonnes/ha, ce qui a permis d'atteindre l'objectif de départ en termes de production, soit 8 000 tonnes pour une superficie de 1 400 hectares. Le bilan vivrier dégage un excédent de l'ordre de 1,7 tonne/famille selon les sources documentaires du projet.

149. Si on se base sur les normes FAO (185 kg/per/an), on peut dire que la couverture des besoins a été satisfaite même après les remboursements de dette. Selon le rapport d'achèvement du PRODAM (1993-2000), la production moyenne par capital est 461 kg avec des minima de 344 kg et des maxima de 851 kg.

150. Les paysans ne disent pas le contraire quand ils déclarent que s'ils ne vendaient pas le riz cette denrée serait disponible pour deux ans au moins. Au niveau des quatre CAPEC, la liquidité tournait autour de 50 000 000 FCFA lors de notre passage.

151. Les cultures maraîchères ont fortement contribué à la sécurité nutritionnelle. Le lait est beaucoup plus présent dans les ménages. Ces deux produits pallient l'absence du poisson frais dans le Ferlo et sa disparition progressive dans le Walo.

152. L'enquête de vulnérabilité en cours d'exécution devra édifier le PRODAM sur ce sujet. Pour la FAO, la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont à tout moment un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour une vie saine et active. Replacée à l'échelle locale, la sécurité alimentaire est acquise quand les aliments sont disponibles, accessibles en quantité et qualité voulues.

153. Les renseignements collectés au niveau des producteurs et l'évaluation externe (SAED) font apparaître une couverture céréalière relativement satisfaisante dans la zone du PRODAM. Une diversification plus poussée mènerait à la sécurité, à l'autosuffisance et à la souveraineté alimentaire (la Fédération compte une filière élevage- pêche non encore fonctionnelle).

## **E. Environnement et base de ressources commune**

154. L'érosion éolienne est très importante dans le Walo, notamment dans les périmètres irrigués où l'ensablement des canaux d'irrigation constitue un problème permanent.

155. Dans le Ferlo, le système de gestion institué par les unités pastorales et le souci de préserver les pâturages (ressource commune) ont permis de limiter la dégradation de l'environnement. Il semble que la mobilité des animaux sans pression excessive contribue à la régénération des sols et à la repousse des espèces ligneuses. Ce serait une forme de mise en valeur qu'il faudrait approfondir (confère le projet sénégal-allemand de Widou Thiengoly dans les départements de Dagana Linguère).

156. Les comités de vigilance de lutte contre les feux de brousse institués dans les terroirs pastoraux ont participé à cette protection.

157. Le système de gestion et d'exploitation des ressources naturelles, la rotation des zones de pâturages, la délimitation des zones de parcours, l'utilisation des eaux (forages en saison sèche, mare en saison des pluies loin des forages), la surveillance des formations forestières «nobles» et des plantes médicinales «humaines et animales» permettent d'assurer le développement durable.

158. Les arbres fruitiers sont protégés, cependant l'utilisation des fruits n'est pas organisée et le fait que ce soit une ressource commune et accessible à tous (même ceux qui sont en dehors de l'UP) pose problème.

159. La motivation serait plus grande si la réglementation permettait de donner la propriété du moment à ceux qui surveillent. Une exploitation plus fine des textes relatifs à la décentralisation et la planification concertée de la gestion des ressources naturelles devraient assurer une meilleure protection de la nature.

160. L'érosion hydrique avance dangereusement de la rive droite vers la rive gauche, obligeant les paysans de faire des contours pour aller d'un village à un autre et d'abandonner des parcelles envahies par des fissures et des craquements de terrain.

161. L'effondrement des berges du fleuve et des défluent, l'ensablement des canaux d'irrigation sont des signaux forts de dégradation avancée dans le Walo. L'érection d'une ceinture verte est urgente pour éviter l'engloutissement de certaines maisons et la perte progressive de PIV.

162. A l'image du Ferlo, des plans de sauvegarde du fleuve défluent doivent être appliqués en concertation étroite entre populations, techniciens, collectivités locales et le PRODAM.

163. Les autorités administratives devront être sensibilisées par les visites de sites (UP comme exemple de conservation et berges comme exemple de dégradation).

164. Les résultats du suivi écologique doivent être mis à la disposition des décideurs locaux. La loi 96.06 du 22 mars 1996 relative aux transferts de compétence de l'État aux collectivités locales dispose que les communautés rurales ont le pouvoir de planification environnementale et participent à la gestion des ressources naturelles. Ces dispositions légales et réglementaires dans le management des terroirs pastoraux sont inconnues des conseillers ruraux, analphabètes pour la plupart.

## **F. Institutions et cadre réglementaire et politique**

165. Les institutions socioprofessionnelles rurales, groupement de producteurs, associations de développement, fédération des agriculteurs, groupement d'intérêt économique, le Conseil rural, la communauté rurale et l'État dans la définition des réformes ont été revisités.

166. Au niveau des politiques sectorielles, le désengagement de l'État producteur a été mis en œuvre à travers le Programme d'ajustement structurel de la filière rizicole (PASR), les privatisations et la libéralisation des secteurs économiques.

167. Dans le secteur primaire, la caisse de péréquation a été dissoute et la commercialisation du riz libéralisée. La dévaluation du FCFA, appliquée en 1994, a entraîné parallèlement un renchérissement des coûts des intrants - engrais, pesticides, gasoil, huile, équipement agricole, non suivi par l'augmentation des prix producteurs du riz.

168. Pour pondérer la dégradation du niveau de vie des populations, l'État a introduit un mécanisme de protection indexant des taux de prélèvements sur le riz brisé importé traduite par la loi 96. Elle est basée sur une fourchette de prix CAF du riz comprise entre 120 000 et 135 000 FCFA/t correspondant à un prélèvement de variant de 0 à 30%.

169. A l'évaluation, cette loi n'a pas répondu aux attentes car non seulement les importateurs ont créé des itinéraires pour en éviter les effets mais encore la période couverte était de trois ans, estimation du délai nécessaire à un redressement des producteurs.

170. Sur le plan spécifique des importations de riz, l'entrée de l'UEMOA a entraîné l'instauration de la taxe conjoncturelle à l'importation (TCI) comportant un prix de déclenchement variant entre en fonction des coûts de production du riz local et du cours mondial du riz.

171. La loi portant sur le code des collectivités locales (96-06) du 22 mars 1996 par son volet décentralisation et responsabilisation des collectivités locales a un faible impact sur la gestion des institutions de base.

172. Le cadre réglementaire et politique est partagé dans les faits par la société civile qui d'une manière consciente ou non met les hommes au devant de la scène et des responsabilités «ce sont les femmes qui élisent les hommes».

173. Les bénéficiaires potentiels aimeraient pour la deuxième phase participer activement à la définition, la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du PRODAM, et prendre activement part au contrôle de la qualité des réalisations.

174. Dans les débats, ils ont manifesté leur solidarité et engagement pour faciliter la mise en culture ou en pâturages des terres appropriées sans que les droits traditionnels n'entravent le travail.

175. Les associations, comme la Fédération Kawral, s'engagent à animer, appuyer les collectivités locales pour favoriser l'émergence d'une opinion publique sensible à la distribution et l'utilisation des ressources communautaires.

176. Les collectivités locales, les partenaires techniques et financiers, l'État lui-même semble être impuissant dans la définition des orientations, la fixation des prix, etc.

## **G. Paix et relations de bon voisinage**

177. D'une manière générale, il n'y a pas de conflits sérieux avec les partenaires techniques, même si le travail aurait pu être plus performant. Seule la convention n°C/O48/FM avec le CEPIC a été suspendue, suite à l'évaluation interne de l'UGP. L'UGP a pris ses responsabilités et a engagé le Bureau d'appui à l'autopromotion rurale (BAARU) à la place du CEPIC.

178. Les relations avec la SAED, partenaire au plan de la vulgarisation agricole, et du suivi-évaluation, ont respecté les termes contractuels au plan de l'appui institutionnel. Cependant, l'évaluation externe a été limitée à la production des aménagements hydro-agricoles, et les résultats de la dernière année n'ont pas été mis à disposition.

179. Avec le service de l'élevage, les discussions ont été ouvertes et les critiques constructives plus faciles à aborder car les éléments contractuels étaient aussi prédéfinis dans le rapport d'évaluation. Cette approche n'est pas nécessairement la meilleure option de conception d'un partenariat équilibré et responsable.

180. Les organisations internationales, ONG, associations qui ont travaillé avec le PRODAM, sont satisfaites des relations de travail et de bon voisinage. Les contrats non reconduits ont été expliqués.

La non-atteinte des objectifs pour certains n'est pas liée à leurs compétences mais plutôt à leur approche ou motivation.

181. Les services rencontrés ont eu à collaborer avec le PRODAM dans les réflexions stratégiques: C'est le cas du service de l'agriculture rapporteur des journées d'études de la Fédération Kawral sur la problématique des filières; les services départementaux des eaux et forêts, du développement communautaire, de développement à la base du district médical ont développé des relations contractuelles fécondes.

182. Nous n'avons pas pu contacter l'ISRA Dakar et Saint-Louis, l'ENEA, l'ENFH et l'EIMSV qui sont basés à DAKAR, de même que les projets qui sont hors de la région de Matam, comme le POGV de Kaolack ou le PROMER de Tambacounda.

183. Certains projets n'existent plus. C'est le cas du projet hollandais de Cas Cas ou le Prowalo de Matam.

184. Les relations avec les populations sont bonnes. Il a été évoqué le cas d'un GIE qui n'a pas respecté le contrat d'entretien et d'utilisation rationnelle de son GMP, (conflits intravillage), le PRODAM, dans le respect du protocole le liant aux GIEs des PIV, a préféré retirer le GMP jusqu'à ce que le village se retrouve, participant ainsi à la résolution du problème.

185. Le PRODAM a participé à la paix et aux relations de bon voisinage en évitant le jeu des alliances partisans et en laissant les communautés définir leurs propres stratégies commerciales avec leurs partenaires de la rive droite.

## V. PERCEPTIONS POPULAIRES DES IMPACTS

186. Sur le plan organisationnel, le PRODAM a cherché d'abord à identifier les organisations présentes dans la zone du projet, à cerner celles qui ont travaillé directement avec les périmètres et les membres qui ont adhéré à plusieurs GIE. Ce travail long et fastidieux a permis de mesurer le degré de maîtrise des organisations en termes de conduite des opérations, de technicité et de viabilité.

187. Après plusieurs années de formation, les populations estiment que la vulgarisation agricole est répétitive et ne suit pas la marche des périmètres et des unités de gestion. Les populations sont conscientes de leur insuffisance sur le plan de la gestion, sur les difficultés des conseillers agricoles à prouver leur sérieux en dehors d'un document écrit.

188. Bon nombre des responsables ne sont alphabétisés, le respect des décisions par les membres d'une UP d'un comité de forage ou d'un périmètre irrigué n'est pas totalement acquis malgré des contrats écrits et moraux.

189. Des assemblées villageoises axées sur les lignes de conduite et le respect des engagements doivent se faire et se multiplier.

**190. Les populations demandent le maintien des différents volets du programme, en somme la reconduction de toutes les composantes en insistant sur la participation et le partenariat. Les populations ont procédé à des réflexions et recherches populaires pour un PRODAM futur. Les recherches populaires rassemblées à la réunion de synthèse donnent les résultats suivants.**

## **A. Aménagement des périmètres**

### **a) Description populaire**

191. La qualité des aménagements a été décriée par certains bénéficiaires; cependant, selon l'évaluation de l'impact économique du projet (analyse sectorielle, août 2000), la qualité des aménagements est en conformité avec les prescriptions du PDRG.

### **b) Constats populaires**

192. Les canaux d'amenée sont en général très longs, le planage des parcelles quelquefois insuffisant, les affaissements fréquents et les bassins de dissipation mal entretenus. À cela s'ajoutent les pannes de GMP, le non-respect du calendrier agricole entraînant en conséquence une diminution progressive des rendements.

### **c) Solutions populaires**

- Faire une ceinture de brise-vent des périmètres pour diminuer la force du vent.
- Faire des brise-vent intercalaires et des haies vives.
- Sélectionner de bonnes terres pour les aménagements futurs.
- Payer les dettes à temps pour cultiver tôt.
- Utiliser le financement des CAPEC pour les débuts de campagne.
- Entretenir les parcelles régulièrement.
- Respecter les caisses d'entretien et d'amortissement.
- Renouveler régulièrement le stock semencier.
- Utiliser des tracteurs pour les labours de campagne.
- Utiliser la Fédération pour sanctionner ceux qui entretiennent mal leurs périmètres.

### **d) Proposition pour la deuxième phase**

- Augmenter les aménagements pour les périmètres existants.
- Travailler à partir du nombre de personnes par famille et non par foyer (ménage).
- Elargir les programmes aux autres villages.
- Intégrer la zone Diéri.

## **B. Équipements et infrastructures**

### **a) Description populaire**

193. Les équipements sont considérés comme des biens collectifs et la prise de conscience de leur détérioration est faible, même si leur utilité est reconnue vitale pour les villages.

### **b) Constat populaire**

- Les équipements sont quelquefois sur-utilisés comme les GMP des PIV, sous-utilisés pour les GMP des femmes.
- Certains matériels comme les siphons restent dans les PIV en dehors des campagnes.
- Les magasins de stockage des oignons construits par les paysans en terre stabilisée dans l'approche autoconstruction assistée ne sont pas solides.
- Les magasins d'aliments de bétail du Ferlo sont le plus souvent vides.

c) **Conséquences**

- Les équipements et infrastructures mal entretenus périodiquement risquent à la longue de se détériorer.

d) **Solutions populaires**

- Responsabiliser nommément les personnes pour le suivi et le contrôle interne.
- Valoriser les infrastructures comme les magasins de stockage à d'autres produits que le riz et l'aliment de bétail.
- Faire payer les coûts de stockage (prix préférentiel).

e) **Propositions pour la phase 2**

- Faire participer financièrement les villages à la réalisation des équipements et infrastructures dès le départ.
- Choisir ensemble les emplacements.

**C. Brise-vent**

a) **Description populaire**

- Beaucoup d'arbres sont plantés mais n'ont pas survécu à la saison chaude. Certains villages demandeurs d'arbres n'ont pu être satisfaits (manque de plants au niveau des Eaux et Forêts).

b) **Constats populaires**

- Les brise-vent sont utiles aussi bien dans le Walo que dans le Ferlo. Le Diéri est plus reboisé.

c) **Conséquences**

- La culture de contre-saison est plus difficile. Le vent «frappe» les jeunes pousses. Les parcelles se dessèchent plus vite, les plantes demandent plus d'eaux, la poussière enterre le canal. Les abreuvoirs sont sales et les animaux boivent les eaux polluées. Le vent rentre partout.

d) **Solutions populaires**

- Planter des arbres de chez nous.
- Planter les autres arbres utiles.

e) **Propositions pour la phase 2**

- Avoir quelqu'un qui connaît bien les arbres, qui travaille avec nous et avec le PRODAM (une animatrice/teur).
- Revaloriser les arbres fruitiers en instaurant des critères d'accès et d'utilisation.
- Introduire les plantes médicinales dans les actions de reboisement.

## **D. Entretien des ouvrages et pistes**

### **a) Description populaire**

- Les pistes et ouvrages réalisés sont importants et ont commencé à désenclaver les villages. Les ponts sont neufs et servent à tout le monde. Les animaux ne sont plus encerclés pendant l'hivernage.

### **b) Constat populaire**

- Les villages ne parlent pas - c'est trop tôt dit quelqu'un - de caisse d'entretien pour réfectionner et entretenir les ponts. Les ponts sont perçus comme durables (50 ans et plus), en prenant exemple sur les ponts de Matam.

### **c) Conséquences**

- Les conséquences immédiates ne sont pas perçues, elles sont invisibles.

### **d) Solutions proposées**

- Faire payer des petites sommes pour les passages de véhicules et charrettes.
- Ne pas faire payer les personnes.
- Prendre l'attache des responsables des collectivités locales (président de conseils ruraux).

### **e) Propositions pour la phase 2**

- Un comité inter-villageois doit être instauré pour l'entretien des ouvrages et pistes. Le comité comprendra les villages les plus proches. La Fédération Kawral supervise les opérations, l'argent sera mis dans un compte bloqué.

## **E. Forages**

### **a) Description populaire**

- Les forages neufs sont bien faits et les débits importants. Les forages réhabilités et les réservoirs fermés ont permis aux personnes d'accéder à l'eau potable.

### **b) Constats populaires**

- Les difficultés de gestion sont liées à l'implantation des forages neufs (en pleine brousse), il n'y a pas de chefs de villages reconnus dont le forage fait référence, les gros éleveurs sont généralement des transhumants.

### **c) Conséquences**

- Le comité de gestion travaille par affinité et non par souci de transparence.
- Les transhumants supportent les dépenses de fonctionnement des forages et se sentent forts en cas de non-respect de la réglementation parce que soutenus par une partie du comité ou d'un clan.

**d) Solutions populaires**

- Suivi régulier du PRODAM ou de son représentant.
- Fixer des dates de cotisation «des redevances» en présence du PRODAM et des autorités mensuellement.
- Verser après avoir sorti la somme destinée au fonctionnement, l'argent collecté dans un compte.
- Formation du comité de gestion (alphabétisation).

**F. Parcs à vaccination**

**a) Description populaire**

- Les parcs à vaccination sont en fer solide, les animaux sont protégés et il y a moins d'accidents chez les personnes qui vaccinent.

**b) Constats populaires**

- Les parcs à vaccination sont en bon état, ils sont utilisés en dehors de la grande vaccination par des familles qui veulent vacciner leurs troupeaux en prévention. Il n'y a pas de caisse d'entretien pour les parcs.

**c) Conséquences**

- Pour le moment, il n'y a pas de problème.

**c) Solutions proposées**

- Instaurer une caisse pour les parcs à vaccination pendant les campagnes et en dehors des campagnes par tête de bétail.
- Utiliser les parcs comme enclos pour les animaux égarés et faire payer les propriétaires en cas de retrouvailles, une somme fixée par rapport à la taille et à la durée.

**d) Propositions pour la phase 2**

- Augmenter les parcs à vaccination.
- Instaurer des caisses d'entretien pour les parcs.

**G. Cases de santé**

**a) Description populaire**

- Les cases de santé réalisées ou réhabilitées manquent généralement de personnels.
- Les produits ne sont pas bien utilisés et les caisses mal gérées, il y a très peu de suivi médical.

**b) Constats populaires**

- Certaines cases de santé ne fonctionnent pas bien.

**c) Conséquences**

- Les cases sont désertées et les comités de gestion non fonctionnels.



**d) Solutions proposées**

- Alphabétiser les jeunes (mariés), les former et les suivre en les motivant pour une prise en charge des cases de santé.

**e) Propositions pour la phase 2**

- Implanter les cases dans les gros villages.

## **H. Gestion des espaces pastoraux**

**a) Description populaire**

- Pendant l'hivernage, les animaux sont éloignés des forages, la terre se repose; pendant la saison chaude, le forage et ses environs sont agressés quotidiennement par les résidents et les transhumants. La vie est moins monotone et les installations sont utilisées normalement, quelquefois avec surcharge.

**b) Constats populaires**

- Les membres du comité de gestion profitent de la saison pour renflouer les caisses des forages.
- Les conflits sur l'eau et l'herbe sont plus fréquents.
- Les pannes de forage sont plus nombreuses.

**c) Conséquences**

- La surcharge pastorale est acceptée au profit des cotisations des transhumants, au détriment des moteurs et des unités pastorales.

**d) Solutions proposées**

- Délimiter les zones de parcours de bétail en saison sèche et en saison des pluies dans toutes les UP.
- Matérialiser les zones de cultures.
- Entre informer par les techniciens, les zones les plus dégradées et les fermer pendant l'hivernage.
- Faire des UP là où elles n'existent pas.

**e) Propositions pour la phase 2**

- Elaborer dès le départ avec les populations une carte de cultures, une carte d'élevage et un plan de gestion populaire.

## **I. Formation**

**a) Description populaire**

- Nous savons qu'il y a la formation pour le PRODAM (certains agents s'absentent pour se former), des formations pour les populations comme l'alphabétisation, la fabrication du savon local, la pommade. Les femmes ont bénéficié des formations sur les activités génératrices de revenu; les hommes ont reçu des formations pour le reboisement; la Fédération des producteurs Kawral a bénéficié de visites organisées au Burkina.

- La formation concerne donc les populations et les agents du PRODAM: elle est ouverte et utile pour tout le monde.

**b) Constats populaires**

- La maîtrise n'est pas encore complète; certains présidents de GIE ont maîtrisé leurs rôles alors que d'autres n'ont pas assimilé du tout.
- Les trésoriers n'ont pas maîtrisé tout le mécanisme de financement et de gestion du crédit, malgré plusieurs formations.
- La ligne de crédit du PRODAM logée à la CNCAS ne profite pas aux CAPEC.
- Les trésoriers ne tiennent pas bien leurs documents de gestion.

**c) Conséquences**

- Nous avons encore des problèmes pour gérer nos GIE sans intervention extérieure.
- Les animatrices et les animateurs font quelquefois les rôles de président et de trésorier.
- La formation doit continuer.

**d) Solutions proposées**

- Continuer à alphabétiser en Pulaar.
- Poursuivre les formations techniques.
- Faire de la maîtrise du code écrit, un critère pour certains rôles.
- Associer les jeunes et les femmes dans la gestion.

**e) Propositions pour la phase 2**

- Poursuite des différentes formations contenues dans la phase 1 en tenant compte des solutions proposées.

## **J. Participation**

**a) Description populaire**

«La participation n'a pas été facile au départ. Ceux qui faisaient les aménagements ne voulaient pas qu'on s'approche des sites (peur d'accident disent-ils).

« Le projet PRODAM était «fermé » avant l'arrivée de l'équipe actuelle, il n'y avait pas d'ouverture, ni à gauche, ni à droite, ni en haut, ni en bas; le dialogue était inexistant, on entendait le ronflement des moteurs et on voyait des nuages de poussière." Mais on ne pouvait pas abandonner nos terres, les aménagements sont vitaux en cette période de manque de pluies.

Nous avons accepté de travailler avec le projet parce qu'il a accepté des compromis dynamiques et a voulu impliquer tout le monde, désormais c'est le village qui demande la terre au conseil rural.

Si une solution n'est pas acceptable pour tout le monde et si elle risque de créer plus de problèmes que de bien, nous l'abandonnons. Le PRODAM a usé de la patience et de la compréhension. C'est nous-mêmes qui avons créé nos GIE, désigné nos représentants, c'est pourquoi il y a une grande relation de confiance entre nous et l'équipe PRODAM.»

**b) Constats populaires**

- Les populations n'ont pas la même lecture de la participation.
- Pour certains, participer c'est être informé et être présent dans les réunions et assemblées où se prennent les décisions.
- Pour d'autres, participer c'est être partie prenante dans l'idée et sa réalisation, participation à la concrétisation de l'idée, participation financière à la réalisation quel que soit le montant, participation institutionnelle au système de contrôle et de gestion, participation intellectuelle et technique (donner ses idées, ses pratiques et ses expériences), participation culturelle (articulation de l'action avec les valeurs culturelles).

**c) Conséquences**

- Malgré l'effort fourni par le PRODAM en termes de formation, de réunions, de suivi de proximité et d'alphabétisation, il a été difficile de passer des formations théoriques à la pratique tant l'entretien, la surveillance des infrastructures que dans la tenue des documents de gestion.
- Le fait que l'équipe du PRODAM travaille avec des techniciens qui utilisent plus des solutions techniques que sociologiques n'a pas facilité l'auto prise en charge et l'auto-appropriation.

**d) Solutions proposées**

- Le diagnostic participatif pour la formulation de la phase 2 doit prendre en compte les résultats économiques pour proposer une participation financière des populations dans le futur projet.
- Ce point de départ (langage de vérité, transparence dans le dialogue) est important pour la suite.
- Les caisses d'entretien et d'amortissement devront être systématisées et globalisées selon le cas (par exemple, séparer pour un GMP, mais globaliser pour un forage).
- Le diagnostic technique doit aller de pair avec un diagnostic sociologique pour analyser les intérêts présents et ceux qui sont en jeu et les solutions socialement possibles.
- Les deux diagnostics devront être restitués et discutés avant une prise de décision commune : population, bailleurs, équipes de projets.
- Le contrat moral est d'abord scellé entre les trois composantes avant d'être formalisé.
- Les autres formes de participation suivront suivre le même schéma.
- La recherche de compromis dynamique doit être toujours maintenue et les engagements respectés dans la mesure du possible.

**e) Propositions pour la phase 2**

- Dans la mesure du possible, prendre en compte les résultats du diagnostic populaire pour cerner les formes de participation et de responsabilité de tous les acteurs qui devront être impliqués dans la phase 2.
- Le caractère intégré du projet nécessite l'implication entre autres des collectivités locales, des services techniques, des services de développement communautaire, les ONG d'appui au développement, les associations et les fédérations, le secteur privé.

## **K. Activités féminines génératrices de revenus**

### **a) Description populaire**

- Les femmes et les jeunes, « oubliés » du projet au départ, sont les plus actifs et les plus motivés à la fin du projet.
- Le développement des prêts auprès des GIE de femmes a beaucoup contribué à cette prise de conscience.
- Les jeunes réticents au départ, réclament ouvertement leur place en commençant à dénoncer le privilège donné aux femmes: activités de maraîchage, formation en teinture, savonnerie, embouche bovine, petites laiteries ...

### **b) Constats populaires**

- Les femmes ont mis en pratique les formations reçues dans les domaines organisationnels et techniques.
- Les femmes qui ont bénéficié des formations en teinture par exemple utilisent la technique sur les habits familiaux, préparent le savon de neem pour la consommation familiale et génèrent des revenus.
- Pour leurs formations de renforcement des compétences par exemple, nous avons procédé à quelques petits exercices, certaines femmes avouent n'avoir pas eu l'opportunité d'exercer parce qu'elles ne sont pas aux postes de responsabilité.
- Lors de l'évaluation, le fait de mettre les hommes, les femmes et les jeunes dans une même position d'écoute et de prise de parole a beaucoup aidé dans la qualité des réunions.

### **c) Conséquences**

- Les activités féminines génératrices de revenus ont permis à la famille d'économiser de l'argent destiné à acheter des légumes, d'augmenter les revenus familiaux par la vente des produits et surtout de ne pas vendre le riz par obligation.
- Les femmes se sentent plus prises au sérieux dans la vie de leurs ménages, apportant quelquefois plus que les hommes dans la consommation familiale.
- Les hommes changent progressivement leurs attitudes, convaincus qu'ils sont (à tort ou à raison) qu'un développement avec appui extérieur se fera plus sans les femmes), mais ils découvrent en même temps l'immense potentiel intellectuel, technique et gestionnaire des femmes. Si la méthode évaluation populaire se maintenait dans les années à venir, les instances de direction et de décision seront mixtes: femmes, jeunes et hommes.

### **d) Solutions proposées**

- L'expérience femme-homme-jeune dans une même assemblée a été appréciée.
- L'approche réunion, assemblée villageoise femme-homme-jeune doit être maintenue, même si au départ certaines femmes auront du mal à intervenir.
- En effet, c'est dans ces instances et en présence de tous que les femmes et les jeunes auront l'opportunité de prendre la parole et de revendiquer leurs places et rôles.
- Une structure « sociologique » pourra aider le PRODAM à appuyer les villages dans la constitution-restructuration des comités, des bureaux d'associations...

### **e) Propositions pour la phase 2**

- Les activités féminines devront être maintenues et renforcées, et le PRODAM doit appuyer toute activité rendant la femme techniquement compétente et socialement reconnue.

- Les femmes réclament des puits et des moulins à mil dans le cadre de l'allégement des travaux, temps qui pourrait être utilisé pour la formation.

## **L. Appui aux Fédérations Walo –Ferlo**

### **a) Description populaire**

- La Fédération la mieux structurée est celle du Walo, elle regroupe tous les GIE partenaires du PRODAM dans le Walo. Elle est considérée par les villages associés comme une médiatrice, elle a fait baisser les prix des intrants agricoles pendant deux ans en procédant à des commandes groupées.
- Même si elle n'a pas les moyens financiers importants, elle arrive à mettre en relation les GIE groupés en son sein avec d'autres structures dont les GIE ont besoin. La Fédération se trouve être le garant moral de cette relation.
- Lors du forum de l'évaluation populaire, il est ressorti l'intérêt que les représentants des populations portent à la Fédération qui, elle, est consciente des dysfonctionnements à son niveau (insuffisance des capacités et des compétences), le respect insuffisant des GIE de certaines clauses, la tenue régulière des assemblées de renouvellement, l'inadéquation entre les personnes formées et les responsabilités assumées.
- Les documents comptables sont en général mal tenus à plusieurs niveaux.
- Le coordinateur et le président de Kawral plaident pour un PRODAM 2 en vue de renforcer les capacités et compétences, d'appuyer la Fédération dans une phase de consolidation et d'ouverture.
- Les GIE Ferlo-Diéri sont encore en gestation.

### **b) Constats populaires**

- Toutes les organisations ont besoin à des degrés divers:
  - du renforcement des capacités institutionnelles ;
  - des programmes de formation en gestion des organisations ;
  - de la formation de leurs bureaux.

### **c) Conséquences**

- En dehors de Kawral, les autres organisations sont en phase de naissance, de structuration ou en veilleuse.

### **c) Solutions proposées**

- Appuyer Kawral dans son fonctionnement.
- Procéder à un début de «transfert» des pouvoirs en confiant à Kawral l'Alphabétisation du PRODAM en triangle de responsabilité.
- Le PRODAM confie des activités de formation des producteurs sur la base de protocoles technico-financiers, met à disposition les moyens financiers et assume son rôle de supervision.
- Les villages constituent des comités villageois d'alphabétisation et gèrent avec l'appui de Kawral et du PRODAM les alphabétiseurs (paiement indemnités, contrôle interne, permissions-congé).

- Kawral contractualise avec des opérateurs en alphabétisation les formations nécessaires après une évaluation populaire de l'action de l'alphabétisation.

**d) Proposition pour la phase 2**

- La mise en place d'une Fédération pour le Ferlo et une autre pour le Diéri (GIE de femmes: activités génératrices de revenus).
- Le renforcement institutionnel de Kawral.
- Implication plus forte des associations dans la prise de décisions.
- Arriver à une union des Fédérations Ferlo -Diéri -Walo dès la troisième année du programme.

**M. Crédit rural**

**a) Description populaire**

- La ligne de crédit PRODAM pour l'agriculture et l'élevage est décrite comme suit : avec l'aval du PRODAM qui a mis son argent à la CNCAS, on va avoir rapidement des prêts. C'est le PRODAM qui avalise.
- Beaucoup de paysans et éleveurs ont dit que compte tenu de leurs bonnes relations avec le PRODAM, ils préfèrent ne pas contacter de dettes s'ils pensent ne pas pouvoir payer avant échéance.
- Les femmes du Diéri, qui remboursent avant échéance et à 100%, confirment cette confiance au PRODAM. Ceci pourrait peut-être expliquer la grande liquidité des CAPEC malgré les besoins réels en prêts (les CAPEC étant suivies régulièrement par le PRODAM).

**b) Constats populaires**

- Les populations hésitent à contracter les prêts.
- Durant tout le programme, seuls 24 GIE ont bénéficié de la ligne de crédit – PRODAM pour 36 prêts à la date du 30 septembre 2001 pour la composante élevage.
- La mise en place des CAPEC n'a pas encore diminué cette méfiance, une sensibilisation est à mener car les dépôts à terme ne peuvent être viables sans la mobilité de l'argent.

**c) Conséquences**

- Le crédit rural (les CAPEC) n'a pas beaucoup bénéficié de l'environnement favorable à une mobilisation de l'épargne malgré l'augmentation des revenus grâce aux périmètres irrigués et l'augmentation de la production laitière, les échanges plus fréquents dus au désenclavement et la sensibilisation faite auprès des immigrés.

**d) Propositions pour la phase 2**

- Mise en place des CAPEC dans le Ferlo et dans le Diéri.
- Continuer l'animation-la formation et la sensibilisation des quatre CAPEC existantes.
- Augmenter les montants accordés et les délais de remboursement des prêts consentis en tenant compte de l'expérience des GIE et leurs assiduités et taux de remboursement.
- Encourager les crédits femmes.
- Prendre des risques calculés pour démarrer des crédits aux jeunes dans les petits projets (suivi de proximité).
- Continuer la formation des organes.
- Faire reconnaître les premières CAPEC en mutuelles.
- Mise en place en milieu de projet, une Fédération des CAPEC.

## N. Intrants agricoles

### a) Description populaire

- Depuis la dévaluation de FCFA de 1994, le prix de l'engrais n'est plus contrôlable: nous utilisons l'engrais selon nos possibilités et non selon les besoins des cultures, c'est le même phénomène pour les autres intrants agricoles (pesticides, gasoil, semences).

### b) Constats populaires

- Les doses d'engrais ne sont pas respectées.
- Les pannes fréquentes des GMP obligent certains paysans à mettre un peu d'engrais de peur de voir l'engrais brûler les jeunes pousses par manque d'eau.
- Les semences proviennent en partie de la récolte précédente en utilisant la sélection massale.

### c) Conséquences

- Parmi les causes des baisses de rendement observées, il y a le manque d'engrais, des cours d'eau longs et le manque d'utilisation des semences de deuxième et troisième génération.

### d) Solutions proposées

- Achats groupés des intrants.
- Tests de germination pour les semences.
- Révision systématique des GMP avant campagne.
- Entretien régulier des canaux avant la campagne.
- Utilisation de la fumure animale.

## O. Appui institutionnel

### a) Description populaire

- L'appui institutionnel aux acteurs qui ont participé à la réalisation du projet est disproportionné par rapport au travail fourni: i) parmi les institutions choisies au départ entre elles-mêmes; ii) entre elles et les autres organisations qui ont participé à la réalisation du projet par contrat, qui ont généralement des compétences avérées mais manquent de moyens logistique et technique.
- Cette disparité, remarquée dès le départ par l'équipe du projet et les populations, n'a pas été rectifiée fondamentalement dans le courant du processus.

### b) Constats populaires

- L'équipe a structuré ses relations avec les partenaires étatiques et les autres partenaires dont sa mission a besoin, aussi bien au Sénégal qu'à l'étranger.
- Les structures locales ont souffert d'un manque d'appui malgré les aides très ponctuelles du PRODAM en moyens de locomotion, certains se sont acquittés difficilement de leurs rôles.

### c) Solutions proposées

- Appui institutionnel aux structures locales dont le PRODAM aura besoin de ses services.
- Renforcement de l'expertise locale pour le PRODAM et pour les autres structures évoluant dans la zone.

- Accorder certaines formations de pointe à certaines organisations locales appelées à assurer l'appui aux Unions et Fédérations qui devront prendre en charge le développement de la zone.

## **VI. PROBLÉMATIQUE ET QUESTIONNEMENT**

194. L'évaluation populaire a diagnostiqué certains points sans qu'une unanimité se dégage en termes de solution.

### **A. Accès à la terre**

195. Le PRODAM a privilégié la gestion collective sur l'exploitation individuelle; il a fait de la terre des PIV un « patrimoine commun » au village, un patrimoine revalorisé grâce à l'eau maîtrisé.

196. Des débats sont sur les terres communes au village, les terres familiales, les terres Koladés où les pratiques populaires sont encore en règle. Les populations en absence de décrue et de crue sont prêtes à une utilisation collective des terres.

197. Si on s'en tient aux déclarations faites lors du forum populaire du 20 mars 2002. La terre pour les PIV ne devrait plus être un handicap infranchissable pour PRODAM 2 grâce aux résultats encourageants du PRODAM-I, en termes de valorisation des terres jugées de faible valeur productive.

198. Il reste que la terre est encore une richesse même non exploitée, d'où l'expression sortie pendant le forum « ko aluwal torodo ».

199. "Même si le torodo n'a pas le temps de lire son aluwal, ce n'est pas pour autant qu'il va le prêter à un autre."

### **B. Diversification et intensité culturelles**

200. Les populations ont des points de vue divergents sur la question de la diversification et l'intensité culturelle.

201. Pour certains, la double culture n'est pas possible sur la même parcelle; il faut deux parcelles non cultivées en rotation pour faire la double culture. Pour d'autres, la double culture est possible avec l'introduction des tracteurs pour le labour. Les paysans sont fatigués à la fin de la campagne et ne peuvent recommencer immédiatement le travail du sol à la main.

202. Pour la diversification, il semblerait selon les paysans que les bonnes terres pour le riz le sont moins pour le maïs qui est une céréale qui rentre bien dans le régime alimentaire du Fouta.

203. À l'état actuel des discussions, la généralisation de la double culture dépendra des débouchés en termes de commercialisation, d'accès aux intrants agricoles (CNCAS), de transformation et de conservation du produit.

204. Avec une usine de tomate sur place, la double culture serait effective avec l'introduction de la tomate en alternance avec le maïs, à l'image de certains périmètres de Podor.



### **C. Transformation et commercialisation des produits**

205. La commercialisation et la transformation des produits périssables n'ont pas encore trouvé de solutions durables. Cependant, l'exemple des deux petites unités de lait à Ourosogui et Oréfondé montre que les populations peuvent s'approprier et faire fonctionner parfaitement des installations intermédiaires.

206. Pour le riz, il n'y a aucune unité de transformation dans toute la région de Matam et les produits périssables récoltés sont excédentaires par rapport aux besoins de l'autoconsommation immédiate et insuffisants pour « une exportation » vers Saint-Louis et Dakar.

207. L'évaluation populaire n'a pas pu approfondir cette problématique, la question reste cependant fondamentale pour passer de la sécurité alimentaire à la sécurité économique des investissements dont la pérennisation dépend du passage de production autoconsommée à la satisfaction d'un marché solvable.

### **D. Entretien et amortissement des infrastructures et équipements**

208. Les paysans se rejettent les responsabilités et incriminent le plus souvent les sociétés d'aménagement qui ont mal fait le travail les obligeant à faire des dépenses d'entretien sur des aménagements et équipements neufs.

209. Les populations acceptent leurs parts de responsabilité sur les mauvais entretiens mais reconnaissent en même les difficultés de faire des provisions à l'amortissement dans une agriculture non subventionnée.

210. La Fédération Kawral a d'autre part insisté sur l'accompagnement et l'appui financier du PRODAM, pour soutenir encore des PIV, les CAPEC, notamment pour la prise en charge des gérants et pompistes par des subventions limitées de fonctionnement.

## **VII. APPRÉCIATIONS GÉNÉRALES ET RECOMMANDATIONS DU CONSULTANT**

211. Le PRODAM est le seul projet à dimension départementale couvrant à la fois l'aspect Walo, l'aspect Diéri et l'aspect Ferlo. Il est achevé et clôturé.

212. L'UGP a la confiance des populations, (équipe appréciée positivement par les populations). Elle est qualifiée de travailleuse et de compétente. Le début du projet était considéré comme une opération humanitaire (urgence 89). La vision d'un développement autogéré articulée par l'UGP qui a privilégié la réhabilitation institutionnelle à la réhabilitation physique a permis d'intégrer les ajustements progressifs et a suscité une véritable participation des bénéficiaires ruraux.

213. L'esprit projet puis programme s'est instauré petit à petit. Les villages sont devenus plus participatifs et l'intégration des femmes et des jeunes plus réelle.

214. La Fédération des producteurs du Dandé Mayo à l'image du PRODAM a pu asseoir une bonne réputation, surtout avec les deux opérations d'achats groupés d'intrants au profit des GIE. Elle pourrait prendre en charge pour le PRODAM 2, le volet Alphabétisation sous contrat PRODAM et avec sa supervision, tout en maintenant les comités villageois d'alphabétisation. Le projet avait repris les conseillers agricoles mis à disposition par la SAED dans le cadre d'un protocole d'accord.

215. La chronique des approches antérieures de développement permet de comprendre les difficultés d'asseoir l'approche villageoise participative. Le PRODAM l'a pratiquement réussie.

216. Lors de l'évaluation populaire, en moyenne 80 personnes étaient présentes à chaque réunion aussi bien dans le Diéri que dans le Walo; c'est dans le Diéri que nous avons comptabilisé le plus grand nombre de personnes présentes (Ranérou).

217. La maintenance de l'équipe durant tout le projet a permis de restituer la mémoire historique. Les caisses ont été ouvertes et nous n'avons pas senti de réflexe d'autoprotection. La participation de l'ensemble des personnes concernées et intéressées a été entière.

218. Dans le Walo, la double culture a été au cœur du débat, ainsi que l'intensité culturelle. La logique paysanne de minimisation des risques (charges importantes pour la culture de contre-saison, risque plus grand de panne de GMP, forte chaleur, réduction forcée des intervalles de tours d'eau etc.) a été notée lors des débats.

219. L'intérêt de diversifier les revenus et les cultures, et la nécessité de suivre la pente des évolutions de la société ont émergé dans les discussions.

220. **Le message.** La logique filière riz plutôt que la logique système d'exploitation rationnelle n'est pas encore passée, de même l'agriculture comme une activité économique dont on doit chercher la rentabilité: "Pourquoi produire beaucoup de riz si on n'arrive pas à le vendre?"

221. En termes d'efficacité, les surplus de production consommables en riz sont réalisés, des bons résultats sont enregistrés aussi bien dans le domaine pastoral qu'agricole (augmentation rendement riz-bétail). Des évaluations plus techniques ont montré l'efficacité du projet à partir des coûts calculés, du coût de l'opération, etc.

222. L'impact social dans les villages et campements est réel. Le PRODAM a participé à la reconstruction sociale avec le retour des rapatriés de Mauritanie, des réfugiés mauritaniens et des personnes dépossédées de leur terre rive droite et des villages d'accueil. Les deux composantes walo-Ferlo ont été salutaires.

223. L'impact technique est à améliorer. Les éleveurs et paysans ont bénéficié des infrastructures et équipements, des formations mais manquent encore de maîtrise justifiant l'importance de PRODAM-II.

224. Les zones hors PRODAM sont impressionnées par la production record en riz et la reconstitution des réserves alimentaires; les communautés non touchées commentent: «On a vu le PRODAM mais on n'a pas encore de PRODAM».

225. En termes de viabilité, on peut dire qu'à court terme l'opération est viable socialement et économiquement mais reste à parfaire, d'où la nécessité d'un PRODAM-II où les aspects juridiques des PIV, des UP, économiques, politiques, socio-culturels, physiques (plantations des arbres et notion de mise en valeur) et institutionnels seront renforcés.

226. La cohérence d'ensemble au sein de l'UGP ne se reflète au sein des structures étatiques. Ainsi, l'amélioration du bien-être par l'augmentation des revenus ne s'est pas accompagnée de l'appropriation et de la pérennisation souhaitée.

227. Pour PRODAM-II, l'UGP a intérêt à travailler en priorité à faire disparaître les poches d'insécurité alimentaire dans le walo, à élargir la zone pastorale par un maillage harmonieux des infrastructures hydrauliques.

228. En ce qui concerne les objectifs d'augmentation de production et des revenus acquis, il faut nécessairement travailler au développement des activités d'échanges entre les zones Ferlo-Diéri-Walo. Les collectivités locales devraient être interpellées et leurs plans de développement régional, départemental et local mis en adéquation avec la nouvelle réforme administrative. La Fédération Kawral aura un rôle prépondérant à jouer.

229. Il se dégage une image positive du projet au niveau des populations bénéficiaires ou non, des autorités administratives, des politiciens et collectivités locales, des émigrés, des réfugiés, rapatriés et de l'ensemble de la communauté.

230. Les critiques ont porté sur les entreprises ayant réalisé les infrastructures et sur les lenteurs dans l'exécution des tâches. Le PRODAM pourrait envisager de faire des contrats diversifiés en rapport avec les travaux et le temps d'exécution en utilisant pour certaines tâches les structures locales spécialisées. Cela augmenterait l'offre de travail en milieu rural et augmenterait progressivement l'expertise locale qui peut être mise à contribution

231. Le PRODAM est très bien implanté. La participation populaire a été très limitée en apports financiers et en travail. Les changements importants sont venus des femmes, en termes d'organisation des activités génératrices de revenus, de formation spécifique ayant produit des effets immédiats (savoir-teinture broderie, embouche, laiteries, etc.) et accentué la structuration en association.

232. Avant le démarrage de PRODAM-II, un forum de démarrage serait nécessaire pour expliciter et restituer aux partenaires du projet le contenu final de PRODAM-II. Le projet doit conserver son approche de *faire faire*, mise en œuvre au cours de la première phase, et appuyer la Fédération Kawral et les Fédérations en gestation. La valorisation pastorale doit être renforcée.

233. Si le projet peut avoir plus d'autonomie, elle aura intérêt à mettre en place un réseau de compétences, d'abord à partir des services techniques avec qui il a déjà travaillé, ensuite avec les partenaires ONG, structures locales et enfin avec des compétences spécialistes. Ce réseau de personnes-ressources va accompagner le processus à la demande de l'UGP qui est la seule responsable de la conduite du projet. Il sera alors plus facile de la sanctionner positivement ou négativement dans la mesure où elle est responsabilisée totalement, comme les villages.

234. L'UGP sent comme une obligation la présence des services étatiques, même si quelquefois les démarches et le contenu et la participation ne sont pas interprétés de la même façon. Dans la mesure du possible, la présence des femmes dans des structures d'animation à la base est recommandée, surtout dans la zone du Ferlo.

### **Recommandations particulières**

1. La formulation de PRODAM-II doit faciliter un processus par lequel les populations pourront à la fin du programme concevoir, négocier avec les bailleurs de fonds, mettre en œuvre et évaluer leur programme en toute autonomie.
2. La formation doit permettre de valoriser la langue des paysans et l'utilisation rationnelle des ressources locales.
3. Un changement d'échelle qualitatif /diversification, valorisation des ressources humaines.
4. Changement quantitatif en touchant plus de villages et plus de demandes tout en maintenant l'approche village.
5. Importance et suivi de l'évaluation populaire (validation villageoise dans les compétences et programmes et la représentation dans les instances des femmes, jeunes et hommes).
6. Recherche permanente pour s'adapter aux situations, les modifier ou même en créer.
7. Transformer les alphabétiseurs et animateurs villageois en acteurs de développement.
8. Développer des partenaires avec une approche programme.

9. Appui à la réappropriation des espaces « terre-eau par les populations.
10. Mise en recherche-action des situations (barrages, télécommunications).
11. Entrée dans la dynamique paysanne par l'appui aux initiatives.
12. Réduire la marginalité dans toutes ses formes.
13. Valorisation des structures locales et des dynamiques organisationnelles.
14. Inscrire le PRODAM-II dans la durée.
15. L'approche accès à la terre par inclusion est à encourager et à maintenir avec le village comme unité socio-politique.

### **Formulation de la phase 2 du PRODAM**

235. Trois entités méritent une attention particulière pour PRODAM-II et pourraient aider à la mise en travail des populations de leur zone respective, assurer une mobilisation durable. Il s'agit de :

- de la Fédération des producteurs de Dandé Mayo ;
- des GIE des femmes du Diéri ;
- des GIE de la zone pastorale.

### **La Fédération Kawral (entente)**

236. L'Association de groupements de producteurs dénommée Kawral Nguenar et Bosséa, dont le siège est à Nguidjilone, évolue dans le Dandé Mayo.

237. Indépendante de tout parti politique ou groupement syndical ou de confession religieuse, l'association a pour but : i) de renforcer les capacités et les moyens des groupements membres ; ii) de créer et de maintenir la solidarité entre les groupements associés; iii) d'aider les groupements à mieux rentabiliser les investissements réalisés; iv) d'organiser et d'assainir les circuits d'approvisionnements en intrants et de commercialisation des produits agricoles de la zone; et v) d'assurer l'information et la formation permanente de ses membres.

238. La Fédération a pour objectif de se transformer ultérieurement en ONG. Elle compte quatre organes administratifs:

- l'assemblée générale ;
- le conseil d'administration ;
- le bureau du conseil d'administration ;
- la commission de contrôle.

239. Pour être efficace, l'association a créé six filières d'activités :

- Approvisionnement en intrants et matériels agricoles.
- Commercialisation et transformation des produits agricoles.
- Aménagements hydro-agricoles et GMP.
- Promotion des activités féminines.
- Production animale (élevage et pêche).
- Information, éducation et communication.

240. La zone d'évolution a été répartie en cinq zones:

1. Koundel-Woudouro
2. Nguidjilone
3. Aly Woury-Kedele-Diowol
4. Dial Foulo-Dial Soubalo
5. Sounthiou Boumack-Diaffaro Sorokoum Ndiaffane Bel thende

241. Les comités de gestion créés sont chargés : i) d'identifier les besoins des producteurs à la base; ii) de planifier et organiser les activités à mener dans le court terme ; iii) de gérer de manière rationnelle les moyens mis à la disposition de la filière ; iv) de procéder à la répartition des tâches à mener et suivre leur exécution ; et v) de présenter au coordonnateur un rapport d'activités mensuel.

242. Les ressources financières de l'association sont tirées: des cotisations de ses adhérents; des cotisations de campagnes; des prestations de services; des subventions diverses; et des emprunts.

243. Au cours d'un séminaire de réflexion sur la gestion des PIV, tenue à Nguidjilone les 11 et 12 mars 1997, ayant regroupé 68 personnes provenant des villages et des responsabilités du PRODAM, de la SAED, du chef de secteur agricole, du chef de l'CER de Ourossogui, du chef d'agence de la CNCAS, il a été décidé entre autres des sanctions qui peuvent aller de retrait de parcelles amendées jusqu'à l'exclusion en cas de faute comme :

- retards ou non-paiement des dettes ;
- absence aux réunions ;
- non-respect du cours de l'eau ;
- utilisation frauduleuse de l'eau ;
- des bagarres ;
- retard ou absences aux travaux collectifs ;
- non-observation de règles de fonctionnement d'entretien du GMP ;
- dégâts d'animaux sur les parcelles ;
- détérioration des canaux ;
- refus ou retard de cotisation ;
- négligence de la lame d'eau (éguadier et paysan de tour).

244. Pendant ce séminaire de réflexion, trois commissions ont réfléchi sur la gestion du foncier, la gestion des GMP, réseaux et eau et la 3<sup>e</sup> commission crédits, dettes amortissements.

245. Le Directeur du PRODAM souhaite à la fin du projet voir tous les paysans devenir des entrepreneurs complets capables soit :

- de décider des cultures de diversification à mettre en place en fonction du marché ;
- d'approvisionner en produits, intrants et matériels agricoles le marché local ;
- de transformer les produits récoltés ;
- de gérer la commercialisation de ces produits et de jouer la concurrence parce qu'ayant du produit de qualité.

246. **Situation actuelle de la Fédération Kawral.** Kawral bénéficie d'une base sociale forte auprès des GIE travaillant avec le PRODAM. Un besoin de formation est fortement demandé par ses membres et ses organes. Les animateurs et animatrices de Kawral ont besoin de formation en travail d'équipe, de répartition des tâches, de l'organisation de travail (fiches, classeurs, tableaux).

247. Kawral peut jouer un rôle central dans les domaines de la formation (alphabétisation) et d'appui aux OP. Pour cela, elle doit asseoir sa dimension sociale au-delà des GIE «PRODAM », sa dimension pédagogique par la formation du bureau en repérage, méthode de diffusion des informations.

248. Kawral aura un rôle à jouer dans la formation des Fédérations Ferlo-Diéri et d'un futur réseau ouvert (principe de fonctionnement, caractéristique d'une organisation en réseau ouvert, intérêts pédagogique, etc).

249. A l'heure actuelle, Kawral a des idées claires et un grand rêve (réalisable) mais elle manque de moyens de sa politique. Un accompagnement ouvert, flexible avec l'équipe actuelle du PRODAM serait un des principes de base d'une relation ouverte à l'auto-promotion de Kawral.

250. La Fédération maîtrise parfaitement les problèmes transversaux liés à la production, la gestion des terres, le financement des campagnes, la commercialisation des produits. Elle connaît les difficultés liées à la diversification, la planification du développement dans la zone et a une vision pour le renforcement des capacités institutionnelles. Il reste qu'étant produit, producteur et reproducteur de la zone, sa démarche ne peut être que lente et progressive. Pour garder la confiance et la légitimité zonale, elle doit s'affirmer Fédération Dandé Mayo et non une partie de Dandé Mayo.

### **Les organisations du Ferlo**

251. Regroupées autour des comités de gestion des forages et des unités pastorales ainsi que les organisations féminines, les organisations du Ferlo attendent beaucoup de la 2<sup>ème</sup> phase, ayant unanimement reconnu l'intérêt du PRODAM, premier programme en termes de couverture zonale, le suivi rapproché, d'investissements lourds, de formation/alphabétisation et surtout de promotion féminine. En dehors des jeunes qui réclament des petits projets économiques, toute la population est unanime dans la reconnaissance des effets et impacts positifs du PRODAM.

252. **Pour la 2<sup>ème</sup> phase, les priorités dégagées concernent:**

- l'eau potable (forages et puits) ;
- la formation/alphabétisation ;
- la santé humaine et animale ;
- la gestion des ressources naturelles et les pare-feu ;
- le désenclavement ;
- l'élargissement des activités ;
- la poursuite et le renforcement des activités génératrices de revenus.

253. En dehors des comités de gestion des forages, des cases de santé et des pharmacies vétérinaires, on peut citer entre autres:

- À Danthiadi (Pellital) GPF
- À Dendouli (Foyre ferlo)
- À Fete Fowrou (Pellital)
- À Ngalla (Fedde Rwebe)
- À Ranerou (Kawral)
- À Fourdou (Bamtaare)
- À Lambagou (Kawral)
- À Lomboul (ADL)
- À Loumby (Laabal)

### **Les GIE des femmes du Diéri**

254. Elles font principalement de l'embouche ovine. Certaines sont à leur 6<sup>ème</sup> prêt auprès de la CNCAS. Après le forum de mars 2002, elles ont pris la ferme décision de se retrouver et de former une fédération à leur image.

### **Les rapatriés et dépossédés**

255. Cette couche de populations, grâce à l'approche inclusive du PRODAM, est fondue dans les villages. Elle est complètement intégrée, elle dispose de parcelles dans les mêmes critères que les autres, accède aux forages et formations sanitaires. Les femmes sont intégrées dans les jardins des femmes et ont les mêmes droits que les hommes dans les PIV quand elles sont chefs de ménages.

256. Pour la 2<sup>ème</sup> phase, les personnes interpellées en assemblée villageoise ont remercié le PRODAM et confirmé leur intégration. Quelques rares personnes se qualifiant de réfugiés disent avoir des difficultés depuis le départ du PIV-REM, en termes d'appui « alimentaire ».

#### **Attentes populaires pour la 2<sup>ème</sup> phase**

257. Les attentes populaires pour la 2<sup>ème</sup> phase sont :

1. L'eau potable.
2. La formation/alphabétisation.
3. Les infrastructures AMT/Forages-parcs à vaccination.
4. Le désenclavement.
5. La commercialisation/la transformation.
6. La santé humaine et animale.
7. Le crédit.
8. L'insémination artificielle.
9. La pêche.
10. L'allègement des travaux des femmes.
11. L'élargissement de la zone d'intervention du PRODAM.
12. Formation professionnelle des paysans et éleveurs.
13. Sauvegarde de l'environnement.
14. Alphabétisation.
15. Appui institutionnel aux associations, unions de fédérations.
16. Sécurité alimentaire renforcée.
17. Bassins de rétention.
18. Aménagements.
19. Forages et puits.
20. Châteaux d'eau.
21. Reboisement.
22. Visite d'échanges
23. Respect mutuel
24. Formation en animation
25. Maraîchage
26. Auxiliaires vétérinaires
27. Embouche
28. Rôle et fonctions

### **VIII. CONCLUSION GÉNÉRALE**

258. Les populations de la région de Matam et le PRODAM sont au tournant de l'histoire de l'agriculture irriguée et de l'élevage semi-transhumant.

259. Les acquis sont incontestables en termes de qualité d'ouvrages et infrastructures, de l'augmentation des productions agricole et laitière, de quantité de terres emblavées, de superficies protégées.

260. Par des réajustements continus, un suivi régulier, des évaluations continues, le PRODAM, à travers un processus de réflexion et d'action, de réajustements, a mis en mouvement les villages et conceptualisé une nouvelle approche participante plus dynamique et à échelle maîtrisable : **l'approche village**. Il s'agit maintenant d'appliquer la démarche à une échelle inter-villageoise.

261. En adoptant les méthodes participatives, le PRODAM accepte de partager les résultats (forces et faiblesses) avec les populations de la zone où il évolue.

## Processus participatif déjà amorcé

262. La participation financière, physique ou matérielle doit être une innovation dans PRODAM-II et à tous les niveaux de réalisation. La formation pourrait faire exception d'une participation financière.

263. Le PRODAM, dans sa démarche de *faire faire*, devrait avoir le choix de faire appel aux techniciens dans la définition de la politique aux populations locales pour les pratiques locales et arriver à une formulation qui tiendrait compte des besoins identifiés sous l'angle technique et sous l'angle social. Il serait maladroit d'imposer à l'équipe de la deuxième phase des partenaires prédéfinis, mais plutôt de la responsabiliser dans le choix de ses partenaires au regard de sa mission.

264. Le fait de séparer la composante agricole de la composante pastorale est à maintenir; l'agriculture ayant toujours éclipsé l'élevage qui retrouve petit à petit sa place dans la région grâce au PRODAM. Les éleveurs s'identifient plus à leur zone que les agriculteurs. Le troupeau est à l'image du peulh. Le périmètre n'est pas à l'image du paysan. La valeur du bétail est aussi importante que la valeur d'une terre Hollalde. Éleveurs et agriculteurs conservent leur culture.

265. Le degré de transparence des gestions est faible et est identique du Walo au Ferlo, bien que la civilisation de l'écrit soit plus prononcée dans le Walo que dans le Ferlo. Les relations entre les membres sont plus tissées dans le Walo que dans le Diéri, plus vaste et plus enclavé.

266. Le PRODAM, de par la connaissance du milieu, de son image positif auprès des populations, ne peut plus être « esclave » des procédures et mécanismes rigides et des types de relations verticales s'il veut renforcer et promouvoir la synergie économique (Ferlo – Diéri - Walo).

267. Le PRODAM a été imaginé dans la précipitation. Il a été réalisé dans un cadre logique. Il est jugé positivement par les populations concernées intéressées, les autorités administratives, techniques, politiques et religieuses grâce à la flexibilité apportée par l'équipe.

268. Les femmes ont affirmé que le PRODAM est le premier projet en termes d'implication des femmes pour les deux dernières années de son exécution (surtout le Ferlo et le Diéri). Il doit avancer en incluant ceux qui n'ont pas bénéficié directement de la 1<sup>ère</sup> phase et en maintenant les différentes composantes de la 1<sup>ère</sup> phase.

269. L'entretien des canaux et des GMP est revenu à chaque réunion villageoise dans le Walo, comme la gestion des forages, des pharmacies vétérinaires et cases de santé dans le Ferlo. La consolidation et durabilité des acquis passent par l'accompagnement des structures locales existantes et/ou à créer à l'image de la Fédération Kawral.



